

TABLE DES MATIÈRES

SUITE PRINTEMPS

5

LE DROIT: Une année 2012 mouvementée en éducation - Publié le mercredi 09 janvier 2013 à 14h50	5
Un mot: injonction	5
Un lieu: l'UQO	5
Des personnages: les chauffeurs d'autobus	5
Un chiffre: 100 ans Saint-Alex	5
Une résolution: un rattrapage	5
LE SOLEIL : Une crise aux carrés - Publié le vendredi 28 décembre 2012 à 05h00 Mis à jour le vendredi 28 décembre 2012 à 08h12.....	5
Stéphanie Ferland, carré rouge : tous pour tous.....	6
Christian Landry, carré blanc: la raison contre la passion.....	6
Brittanie Guay, carré vert: à contre-courant	6
LE SOLEIL: Anna (nom fictif), carré noir: une camarade en marche - Publié le vendredi 28 décembre 2012 à 05h00.....	7
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Étudiants associations : Obligés de payer - Des étudiants sont forcés de régler leur cotisation même s'ils ont quitté leur association - Publié le: lundi 17 décembre 2012, 20H31 Mise à jour: lundi 17 décembre 2012, 20H37.....	7
Au bon vouloir de l'association	7
Montée en force de l'ASSÉ : L'association est en voie de détrôner la FECQ.....	8
Manque de transparence.....	8
LE DEVOIR : La vague de désaffiliation à la FECQ se poursuit - Les fiefs des présidents pourraient se retirer de la Fédération étudiante collégiale - Vendredi 7 décembre 2012	8
Pas pendant la grève.....	8
Vos réactions - 4 commentaires.....	8
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Appauvris par la grève - Publié le: jeudi 06 décembre 2012, 22H40 Mise à jour: jeudi 06 décembre 2012, 22H49	8
66 000 \$ envolés en six semaines	8
« Assumer » la grève.....	9
Afficher 1-16 de 17 commentaires (Montréal).....	9
LA PRESSE : Désaffiliation de la FECQ: affrontement en vue au Collège de Rosemont - Publié le mercredi 05 décembre 2012 à 18h05 Mis à jour le mercredi 05 décembre 2012 à 19h42	9
JOURNALDEMONTRÉAL : Collège Lionel-Groulx : Le conflit étudiant aurait coûté plus de 1 million \$ - Publié le: mercredi 05 décembre 2012, 16H02 Mise à jour: mercredi 05 décembre 2012, 16H05.....	9
Afficher 5 commentaires (Montréal)	10
THE GAZETTE : Anger at report of surprise university funding cut - Wednesday, December 5, 2012.....	10
LE DEVOIR : McGill: le protocole visant à encadrer les manifs est sévèrement critiqué - Mardi 4 décembre 2012	10
Vos réactions - 3 commentaires.....	11
THE GAZETTE : Funding front and centre at McGill's mini-summit on education - Tuesday, December 4, 2012.....	11
LE NOUVELLISTE : Grève étudiante: l'ASSÉ dresse un bilan exemplaire - Publié le Lundi 03 décembre 2012 à 07h49 Mis à jour le jeudi 06 décembre 2012 à 11h23	11
LE DEVOIR : Conflit étudiant - L'ASSE dresse un bilan «exemplaire» de la grève - Lundi 3 décembre 2012	12
Vos réactions - 9 commentaires.....	12
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Selon l'ASSÉ : La solidarité a eu raison de la loi 78 - Publié le: dimanche 02 décembre 2012, 19H31 Mise à jour: dimanche 02 décembre 2012, 19H43.....	13
Afficher 39 commentaires (Montréal).....	13
CYBERPRESSE / JOURNALMÉTRO: L'ASSÉ dresse un bilan positif de la grève étudiante - Publié le dimanche 02 décembre 2012 à 17h30 Mis à jour le jeudi 06 décembre 2012 à 11h21 / Mise à jour: dimanche 2 décembre 2012 19:59	13
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Trois-Rivières : Une soixantaine d'associations étudiantes attendues - Publié le: samedi 01 décembre 2012, 13H30 Mise à jour: samedi 01 décembre 2012, 13H44.....	14
Afficher 53 commentaires (Montréal).....	14
Afficher 3 commentaires (Québec)	14
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Rimouski : les étudiants du cégep votent pour la désaffiliation de la FECQ - Mise à jour le vendredi 30 novembre 2012 à 18 h 50 HNE	14
LA PRESSE : La révolte étudiante en mots - Publié le vendredi 30 novembre 2012 à 11h55 Mis à jour le jeudi 06 décembre 2012 à 11h12	14
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC: Cégep de Rimouski : début du vote sur la désaffiliation de la FECQ - Mise à jour le mercredi 28 novembre 2012 à 18 h 35 HNE	15
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Une centaine d'étudiants de l'UdeM réclament la démission du recteur - Mise à jour le mardi 27 novembre 2012 à 16 h 09 HNE.....	15
Les commentaires (8).....	15
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC: Rimouski : bisbille entre la FECQ et l'association étudiante de Rimouski - Mise à jour le lundi 26 novembre 2012 à 15 h 48 HNE	15
Hausse de cotisation	16
Les commentaires (5).....	16
LA PRESSE : Crise financière à la FECQ: Léo Bureau-Blouin réagit - Publié le dimanche 25 novembre 2012 à 18h30	16
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : La FECQ : «Gangrenée», selon des associations étudiantes - Publié le: samedi 24 novembre 2012, 19H14 Mise à jour: samedi 24 novembre 2012, 19H36.....	16
Afficher 11 commentaires (Québec)	17
Afficher 1-79 de 86 commentaires (Montréal).....	17
JOURNALMÉTRO : Plusieurs votes de désaffiliation à la FECQ - Mise à jour: samedi 24 novembre 2012 15:27.....	17
LE DEVOIR : Vague de désaffiliation à la FECQ - La Fédération étudiante se voit notamment reprocher par des membres un manque de transparence et une culture démocratique déficiente - Samedi 24 novembre 2012	17
Autodétermination	18
Vos réactions (19)	18
LE DEVOIR : Pour la gratuité scolaire... et plus : Quelques milliers de personnes défilent à Montréal à l'appel de l'ASSÉ - Vendredi 23 novembre 2012	18



Des absentes.....	19
Discours engagés place Émilie-Gamelin.....	19
Vos réactions (35).....	19
THE GAZETTE : Weather, Bill 78 worked in students' favour – Friday, November 23, 2012.....	19
LA PRESSE : Bureau-Blouin parle du Printemps érable aux députés français - Publié le jeudi 22 novembre 2012 à 18h32.....	20
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Collège de Valleyfield : La grève étudiante a coûté plus de 25 000 \$ aux étudiants - Publié le: jeudi 22 novembre 2012, 17H44 Mise à jour: jeudi 22 novembre 2012, 17H50.....	20
Les subventions maintenues.....	20
Afficher 3 commentaires (Montréal).....	20
Afficher 1 commentaire (Québec).....	21
LE DEVOIR : Nouvelle manifestation étudiante pour réclamer la gratuité scolaire – Jeudi 22 novembre 2012, 17h12.....	21
Manifestation tolérée.....	21
Mise à jour:.....	21
Vos réactions (15).....	21
LA TRIBUNE : Des étudiants de Sherbrooke à la manifestation nationale - Publié le jeudi 22 novembre 2012 à 16h44.....	21
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Montréal Le «22» : Quelque 2000 étudiants dans les rues - Publié le: jeudi 22 novembre 2012, 13H44 Mise à jour: jeudi 22 novembre 2012, 15H46.....	22
Pas de grabuge.....	22
L'éducation, un enjeu national.....	22
Photos Maxime Deland, sauf la 1ère de Michel Desbiens.....	22
Afficher 6 commentaires (Québec).....	24
Afficher 1-79 de 528 commentaires (Montréal).....	25
LA TRIBUNE : Budget Marceau: aucune compensation pour le conflit étudiant - Publié le jeudi 22 novembre 2012 à 09h25.....	25
LA PRESSE : 2000 étudiants marchent contre la «marchandisation de l'éducation» - Publié le jeudi 22 novembre 2012 à 09h19 Mis à jour le jeudi 22 novembre 2012 à 20h11.....	25
THE GAZETTE : Students hit streets to support free tuition – Thursday, November 22, 2012.....	25
THE GAZETTE: Monthly student protest march set for 2 p.m. Thursday at Victoria Square: Two large student federations withhold participation – Thursday, November 22, 2012.....	26
JOURNALDEMONTREAL : Collège Lionel-Groulx : Portes fermées jeudi - Publié le: mercredi 21 novembre 2012, 18H30 Mise à jour: mercredi 21 novembre 2012, 18H34.....	26
Marchandisation de l'éducation.....	27
Afficher 2 commentaires (Montréal).....	27
LA PRESSE : La FECQ veut doubler ses cotisations - Publié le mercredi 21 novembre 2012 à 07h54.....	27
Près de 140 000\$ en dons.....	27
LE DEVOIR : Cégeps et commissions scolaires écotent - Les détails concernant le financement des universités devront attendre la conclusion du Sommet de l'enseignement supérieur – Mercredi 21 novembre 2012.....	27
Le Budget Marceau en un coup d'œil.....	28
Recherche et entreprises.....	28
Vos réactions (4).....	28
LE DEVOIR : Des étudiants en grève «internationale» - Mercredi 21 novembre 2012.....	28
LA TRIBUNE : 1900 étudiants débrayent avec 68 votes en faveur de la grève - Publié le mardi 20 novembre 2012 à 15h15.....	29
RADIO-CANADA / MONTREAL : Les étudiants du Vieux-Montréal de retour dans la rue – Mise à jour le mardi 20 novembre 2012 à 8 h 31 HNE.....	29
Les commentaires (61).....	29
THE GAZETTE : Universities left in limbo – Tuesday, November 20, 2012.....	29
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUEBEC : Cette semaine : Des milliers d'étudiants en grève - Publié le: lundi 19 novembre 2012, 23H54 Mise à jour: lundi 19 novembre 2012, 23H59.....	29
Afficher 7 commentaires (Québec).....	29
Afficher 1-78 de 250 commentaires (Montréal).....	30
LA PRESSE : Verts ou rouges, les quotidiens? - Publié le lundi 19 novembre 2012 à 09h11.....	30
LA PRESSE : Congrès de la FPJQ: premier bilan du conflit étudiant - Publié le dimanche 18 novembre 2012 à 12h37.....	30
LA PRESSE : Journalistes et étudiants ne se sont pas compris, dit Nadeau Dubois - Publié le samedi 17 novembre 2012 à 14h21.....	31
LE DEVOIR : Monde étudiant - La grève : permise? pas permise? – Samedi 17 novembre 2012.....	31
Des précédents.....	31
Loi 32 contre Code du travail.....	31
L'histoire.....	32
Droit individuel, droit collectif.....	32
Vos réactions (62).....	32
LA PRESSE : Le conflit étudiant au coeur du congrès de la Fédération des journalistes - Publié le vendredi 16 novembre 2012 à 10h41....	32
LA PRESSE : Droit de grève pour les étudiants: Duchesne est ouvert - Publié le mercredi 14 novembre 2012 à 16h49 Mis à jour le mercredi 14 novembre 2012 à 17h00.....	32
Sklavounos contre le «droit de bloquer les portes».....	33
JOURNALMETRO : Des associations étudiantes seront en grève - Mise à jour: Mardi 13 novembre 2012 18:48.....	33
LE DEVOIR : Conflit étudiant : grève ou boycottage? - La FECQ mandate Juripop pour éclaircir la question juridique – Mardi 13 novembre 2012.....	33
Vos réactions (54).....	33
LA PRESSE : Vote pour la grève dénoncé à l'Université de Montréal - Publié le lundi 12 novembre 2012 à 17h50 Mis à jour le mardi 13 novembre 2012 à 12h04.....	33
TVANOUVELLES : Conflit étudiant : Un étudiant de l'UQAC bénéficie d'une absolution conditionnelle - Première publication lundi 12 novembre 2012 à 17h41.....	34
LA TRIBUNE : Les étudiants du Cégep renoncent au mouvement de grève mondial - Publié le lundi 12 novembre 2012 à 15h05.....	34
LE DEVOIR : Un trou de 33 millions pour les cégeps - La Fédération des cégeps demande au gouvernement de payer la facture – Samedi 10 novembre 2012.....	34
Un horizon de cinq ans.....	34
Vos réactions (1).....	35
LE SOLEIL : Le nombre d'élèves en difficulté explose dans les cégeps - Publié le jeudi 08 novembre 2012 à 05h00 Mis à jour le jeudi 08 novembre 2012 à 10h16.....	35

Situation «inivable»	35
LA PRESSE : Les universités recevront une compensation moindre - Publié le mercredi 07 novembre 2012 à 17h25	35
TVANOUVELLES : Droits de scolarité : Pas de hausse dans le prochain budget, confirme le ministre Duchesne - Première publication mercredi 7 novembre 2012 à 12h57 - Mise à jour : mercredi 7 novembre 2012 à 18h55	35
Maintenir les options ouvertes	36
Tromper la Chambre	36
Étudiants heureux.....	36
Une maigre compensation pour les universités	36
THE GAZETTE : CLASSE disbands, but celebrates victories – Wednesday, November 7, 2012	36
THE GAZETTE : Tuition freeze letter sparks outrage in Quebec National Assembly - Liberals erupt while Premier Pauline Marois, higher- education minister scramble to deny all – Wednesday, November 7, 2012.....	36
TVANOUVELLES : Dépôt du budget : Le gel des droits de scolarité prolongé en 2014 - Première publication mardi 6 novembre 2012 à 21h19	37
LA TRIBUNE : Vote sur «une grève mondiale» au Cégep - Publié le mardi 06 novembre 2012 à 12h28.....	37
TVANOUVELLES : À Rimouski : Gabriel Nadeau-Dubois s'en prend au gouvernement péquiste - Première publication dimanche 4 novembre 2012 à 21h39	37
TVANOUVELLES / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Conséquence de la grève étudiante : Deux fois plus d'abandons au Cégep de Sherbrooke - Première publication samedi 3 novembre 2012 à 19h33 / Publié le: samedi 03 novembre 2012, 21H38 Mise à jour: samedi 03 novembre 2012, 22H04	37
Afficher 7 commentaires (Montréal)	38
LE DEVOIR / RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ / LE SOLEIL : : La CLASSE dissoute, l'ASSÉ promet une nouvelle mobilisation étudiante – Samedi 3 novembre 2012, 14h58 / Mise à jour le samedi 3 novembre 2012 à 15 h 45 HAE / Publié le samedi 03 novembre 2012 à 16h27 Mis à jour le samedi 03 novembre 2012 à 17h26	38
Les commentaires RC (217).....	38
Vos réactions LE DEVOIR (3).....	38
TVANOUVELLES : Congrès à l'UQAM : La CLASSE n'existe plus - Première publication samedi 3 novembre 2012 à 13h43 - Mise à jour : samedi 3 novembre 2012 à 15h51	39
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Congrès à l'UQAM : La CLASSE n'existe plus - Publié le: samedi 03 novembre 2012, 12H33 Mise à jour: samedi 03 novembre 2012, 21H23.....	39
Les 68 associations.....	39
Bâtie pour les conflits	39
Vers le sommet?	39
Afficher 1-40 de 59 commentaires (Québec)	39
Afficher 1-77 de 501 commentaires (Montréal).....	39
TVANOUVELLES : Pour solidifier le droit de faire la grève : Québec songe à modifier la loi sur les associations étudiantes - Première publication vendredi 2 novembre 2012 à 23h55.....	39
Fossé entre générations.....	39
Opposition	40
LE DEVOIR : Selon Pierre Duchesne, le conflit dans les universités a coûté plus de 40 millions – Mercredi 31 octobre, 13h09	40
Vos réactions (9)	40
LA TRIBUNE : Grève étudiante: la facture moindre à l'UdeS qu'à l'UQAM - Publié le mercredi 31 octobre 2012 à 11h56.....	40
TVANOUVELLES : Hausse des frais de scolarité : Le conflit étudiant a coûté plus de 40 millions - Première publication mercredi 31 octobre 2012 à 12h43	41
LA PRESSE : Le conflit étudiant a coûté plus de 40 millions - Publié le mercredi 31 octobre 2012 à 10h45 Mis à jour le mercredi 31 octobre 2012 à 14h01	41
LE DEVOIR : Conférence - Trois leaders étudiants, trois visions de la culture universitaire – Mercredi 31 octobre 2012.....	42
Pragmatisme et politique.....	42
Vos réactions (15)	42
LE DEVOIR : Crise étudiante - Un trou de 20 millions à l'UQAM - Le recteur lance un appel à l'aide au ministre Duchesne – Mardi 30 octobre 2012.....	43
Un manque à gagner de près de 20 millions dû à la grève	44
L'impact sur le recrutement.....	44
Vos réactions (52)	44
LA PRESSE : La crise a coûté 10 millions aux universités - Publié le mercredi 24 octobre 2012 à 00h00 Mis à jour le mercredi 24 octobre 2012 à 14h00	44
40 millions par année.....	44
LE DEVOIR : Une manif du 22 malgré tout – Mardi 23 octobre 2012	45
Vos réactions(1).....	45
TVANOUVELLES : Financement des universités : Le PQ est accusé de reculer - Première publication lundi 22 octobre 2012 à 15h59.....	45
Sommet	45
TVANOUVELLES : Manifestation du 22 : Nouvelle marche dans les rues de Montréal - Première publication lundi 22 octobre 2012 à 13h59 - Mise à jour : lundi 22 octobre 2012 à 18h00	45
Des contraventions de 494 \$	45
LA PRESSE : Manif du 22: une arrestation, 30 interpellations - Publié le lundi 22 octobre 2012 à 17h25 Mis à jour le dimanche 25 novembre 2012 à 15h51.....	45
LA PRESSE : Manifestation du 22: une arrestation - Publié le lundi 22 octobre 2012 à 16h40.....	46
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : Montréal : Marche pour la gratuité scolaire - Publié le: lundi 22 octobre 2012, 14H27 Mise à jour: lundi 22 octobre 2012, 15H44	46
Des contraventions de 494 \$	46
Afficher 1-80 de 189 commentaires (Montréal).....	46
Photos PHILIPPE-OLIVIER CONTANT/AGENCEQ	46
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Ottawa : Une éducation plus abordable réclamée - Publié le: lundi 22 octobre 2012, 12H49 Mise à jour: lundi 22 octobre 2012, 13H07 / Première publication lundi 22 octobre 2012 à 13h20.....	48
LE DEVOIR : Hausse des droits annulée - Québec ne sait pas combien il versera aux universités – Samedi 20 octobre 2012	48
En perte de vitesse	48
Vos réactions (19)	48
LA TRIBUNE : Regards croisés [entre 1958 et 2012] sur le conflit étudiant - Publié le vendredi 19 octobre 2012 à 10h17	48

LE DEVOIR : Rentrée étudiante - Le recteur de l'Université de Montréal avait réclamé plus de policiers – Vendredi 19 octobre 2012	49
Mesures préventives	49
Vos réactions (5)	49
LE DEVOIR : Grève dans les cégeps - Légère hausse des abandons – Vendredi 19 octobre 2012	49
Impact humain	50
LE DEVOIR : Le cégep avec l'Enseignement supérieur – Vendredi 19 octobre 2012	50
LA PRESSE : Un manifestant touché par une balle de caoutchouc - Publié le jeudi 18 octobre 2012 à 15h56 Mis à jour le jeudi 18 octobre 2012 à 20h22	50
JOURNALDEMONTRÉAL : Gratuité scolaire : Une centaine de manifestants dans les rues - Publié le: jeudi 18 octobre 2012, 15H22 Mise à jour: jeudi 18 octobre 2012, 16H04	50
Afficher 55 commentaires (Montréal)	50
THE GAZETTE : Failure rate at strike-affected CEGEPs slightly up – Thursday, October 18, 2012	50
THE GAZETTE : Parti Québécois must explain how they'll make up for tuition-hike shortfall, Liberals say – Wednesday, October 17, 2012. 51	51
LA TRIBUNE : Gabriel Nadeau-Dubois viendra parler des mobilisations étudiantes - Publié le mardi 16 octobre 2012 à 15h41	51
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Pénurie de professeurs dans les cégeps touchés par la grève étudiante – Mise à jour le mardi 16 octobre 2012 à 4 h 23 HAE	51
Les commentaires (5)	51
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Loterie Éducation : « Immorale » selon ses détracteurs - Des critiques déplorent que ce sont les plus pauvres qui jouent et s'endettent le plus avec la loterie- Publié le: lundi 15 octobre 2012, 21H53 Mise à jour: mardi 16 octobre 2012, 8H27	52
Financement instable	52
Écho au Québec	52
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rentrée des classes : Un mois et demi de retard au cégep - Publié le: lundi 15 octobre 2012, 21H31 Mise à jour: lundi 15 octobre 2012, 21H37	52
TVANOUVELLES : Retour en classe pour 13 cégeps : La rentrée 6 semaines plus tard - Première publication lundi 15 octobre 2012 à 13h13 - Mise à jour : lundi 15 octobre 2012 à 23h31	52
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation : Une solution à l'impasse? - Le financement de l'éducation par une loterie doit être étudié selon des experts (Entrevue avec June Atkinson, directrice des services pédagogiques) - Publié le: dimanche 14 octobre 2012, 21H17 Mise à jour: lundi 15 octobre 2012, 5H36	52
«Un sujet délicat»	53
Basées sur la réussite	53
Afficher 7 commentaires (Montréal)	53
LE DEVOIR : Jour de rentrée attendue dans les cégeps : Treize des quatorze cégeps en grève commencent leurs cours avec plusieurs semaines de retard – Lundi 15 octobre 2012	53
THE GAZETTE : Cancelling tuition fee increase will hurt Quebec's universities and students – Monday, October 15, 2012	53
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation Caroline du Nord : Une loto qui construit - Publié le: dimanche 14 octobre 2012, 21H13 Mise à jour: dimanche 14 octobre 2012, 21H17	54
Impact concret	54
Distribution des revenus de la loterie en Caroline du Nord	54
Afficher 2 commentaires (Montréal)	54
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Loterie Éducation : Québec y a déjà songé - Publié le: dimanche 14 octobre 2012, 21H11 Mise à jour: dimanche 14 octobre 2012, 21H13	54
Porte pas fermée	54
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation Université : Bris de confiance à l'Université de Montréal - L'intervention du SPVM sur le campus en août crée encore des remous chez les étudiants et les professeurs - Publié le: vendredi 12 octobre 2012, 20H21 Mise à jour: vendredi 12 octobre 2012, 20H33	54
Démission réclamée	55
La « pire crise » de l'Université	55
Silence de Guy Breton	55
Afficher 6 commentaires (Montréal)	55
LE DEVOIR : La CLASSE mise en dormance – Samedi 06 octobre 2012	55
Un drapeau blanc ?	55
Vos réactions (1)	56
LE DEVOIR : Facturation : les universités attendent les directives de Québec - Les versements d'aide financière aux étudiants pour la session d'automne ont toutefois été faits – Mercredi 03 octobre 2012	56
Transition rapide	56

LE DROIT: Une année 2012 mouvementée en éducation - Publié le mercredi 09 janvier 2013 à 14h50



Martin Roy, Archives LeDroit

Justine Mercier

Un mot: injonction

Avant que la Cour supérieure n'émette, le 13 avril dernier, une injonction pour forcer la reprise des cours à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), la grève étudiante se déroulait assez calmement. Les carrés rouges n'ont pas digéré cette décision du tribunal, puisque la grève avait été votée en assemblée générale par les étudiants. La semaine du 16 au 20 avril a ainsi été marquée par de nombreux affrontements entre policiers et manifestants qui s'opposaient à la reprise des cours, tel que l'ordonnait l'injonction. Le 1er mai, c'était au tour du Cégep de l'Outaouais d'être forcé de reprendre les cours en raison d'une injonction obtenue par un groupe d'étudiants opposés à la grève. Comme ce fut le cas avec l'UQO, le Cégep a tenté, en vain, de faire lever l'injonction. En raison des dérapages observés deux semaines plus tôt à l'UQO, la direction du Cégep a choisi de ne pas faire appel aux policiers pour faire respecter l'injonction. Les grévistes ont envahi pendant plusieurs journées les corridors du cégep pour empêcher, avec succès, la tenue des cours. Le Cégep a même fait l'objet d'une citation pour outrage au tribunal, qui est finalement tombée le 11 mai, lorsque la grève s'est terminée au terme d'un vote très serré.

L'Université du Québec en Outaouais (UQO) a été le théâtre d'intenses affrontements entre policiers et manifestants qui s'opposaient à la tenue des cours, au printemps dernier. La situation a notamment dégénéré le 18 avril, lorsque quelque 200 manifestants qui s'étaient dirigés sur la promenade du Lac-des-Fées ont été pris entre deux lignes de l'escouade anti-meute. Plus de 160 personnes ont été arrêtées et ont reçu des constats d'infraction émis en vertu du Code de la sécurité routière. Le lendemain, c'est au pavillon Lucien-Brault que les affrontements ont eu lieu, alors que des manifestants étaient venus de Montréal pour appuyer les grévistes de l'Outaouais. Chargés par les manifestants devant une porte de l'établissement, les policiers ont distribué des coups de matraque en quantité. Deux manifestants ont quitté les lieux en ambulance, la tête ensanglantée. Une centaine de grévistes ont réussi ce jour-là à pénétrer dans le pavillon, pour y occuper la cafétéria. Bilan de la journée: 151 arrestations. «La semaine du 16 avril à l'UQO aura été la plus sombre dans l'histoire de l'université», avait confié quelques semaines plus tard le recteur, Jean Vaillancourt, qui a été visé par de nombreuses critiques au sujet de sa gestion de la crise étudiante. Le syndicat des professeurs a notamment adopté une résolution demandant sa démission.

Des personnages: les chauffeurs d'autobus

Les parents de plusieurs milliers d'écoliers de l'Outaouais ont dû se préparer un plan B pour reconduire leurs enfants à l'école, cet automne, alors que des centaines de chauffeurs d'autobus scolaires menaçaient de déclencher une grève. Les commissions scolaires ont aussi dû prévoir ouvrir les portes des écoles plus tôt le matin et plus tard à la fin des classes pour accueillir les enfants transportés, mais n'ont finalement pas eu à mettre en place ce plan d'action. Les chauffeurs d'Autobus Outaouais, Bigras Transport et J.J. Campeau en sont venus à des ententes avec leurs employeurs respectifs, tandis que la grève est toujours possible, au début 2013, pour les syndiqués d'Autobus LaSalle et Autobus des Collines. Les principaux points en litige sont la rémunération et le nombre d'heures de travail par semaine.

Un chiffre: 100 ans Saint-Alex

Si les Pères du Saint-Esprit se sont installés aux abords de la rivière Gatineau en 1905, c'est en 1912 qu'est né le Collège apostolique Saint-Alexandre de la Gatineau, qui a ainsi célébré son centenaire au cours de la dernière année. Il fut un collège classique jusqu'à la fin des années 1960. Aujourd'hui devenu un établissement d'enseignement secondaire privé, il accueille chaque année un millier d'élèves. Les classes du Collège Saint-Alexandre étaient autrefois réservées aux garçons, mais les filles y ont été admises en 1991, lorsque les Pères du Saint-Esprit ont cédé le collège à une corporation laïque. Le site a reçu une reconnaissance patrimoniale de la Ville de Gatineau en 1996. Le Collège a aussi vu plusieurs de ses anciens élèves faire leur marque, comme le cinéaste Philippe Falardeau et le producteur Luc Déry, dont le film Monsieur Lazhar a été en nomination aux Oscars dans la catégorie du meilleur film en langue étrangère. Diverses activités ont été organisées pendant l'année 2012 afin de célébrer ce centenaire, dont un grand rassemblement, à la fin mai.

Une résolution: un rattrapage

Les dirigeants des établissements postsecondaires de l'Outaouais ont beau être payés par le gouvernement du Québec, cela ne les empêche pas d'accuser cette même instance de sous-financer l'enseignement supérieur dans la région. L'Alliance pour la cause de l'enseignement supérieur en Outaouais (ACESO) revendique donc un important «rattrapage» dans l'offre de programmes, tant au niveau collégial qu'universitaire, afin d'éviter l'exode des jeunes vers Ottawa ou vers d'autres régions du Québec. L'ACESO déplore notamment que l'Université du Québec en Outaouais compte 38 et 65 programmes de moins que les universités qui desservent, respectivement, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et la Mauricie. Pendant ce temps, le Cégep de l'Outaouais tarde à obtenir la confirmation du gouvernement Marois que le financement de 22,4 millions\$, annoncé en juin dernier par les libéraux pour agrandir les campus, sera maintenu.



Simon Séguin-Bertrand, Archives LeDroit

Un lieu: l'UQO

LE SOLEIL: Une crise aux carrés - Publié le vendredi 28 décembre 2012 à 05h00 | Mis à jour le vendredi 28 décembre 2012 à 08h12



Le Soleil, Yan Doublet

Stéphanie Ferland, Christian Landry et Brittanie Guay

Mylène Moisan

(Québec) Ils se sont multipliés pendant le printemps érable. Les carrés ont d'abord été rouges, puis verts, blancs, noirs, quelques jaunes, un peu de gris. On a beaucoup entendu les porte-parole des rouges, Martine Desjardins, Léo Bureau-Blouin, Gabriel Nadeau-Dubois. Chez les verts, les étudiants qui ont déposé des injonctions sont devenus malgré eux des porte-étendard. Les blancs ont fait une conférence de presse, les noirs ont mis le feu aux poudres. Les autres ont fait peu de bruit. J'ai choisi de revenir sur la crise étudiante en donnant le croquis à quatre carrés. Quatre personnes que rien ne prédestinait à prendre part si activement à la crise qui a secoué le Québec. La bougie d'allumage aura été l'augmentation des droits de scolarité, qui a mené au déclenchement, en février, d'une grève qui a duré sept mois. La hausse de 75 % en cinq ans a été annoncée par le gouvernement de Jean Charest le 18 mars 2011, il a fallu un an pour qu'elle provoque une déferlante sociale, qui a culminé par l'adoption de la loi 78, en mai 2012, et qu'elle résonne en un concert de casseroles et de chaudrons. Entre l'annonce de la hausse des droits de scolarité en 2011 et la crise sociale en 2012, il y a eu des manifs contre la corruption, l'occupation des indignés. Le printemps érable a été un accident qui se cherchait une place pour arriver.

Stéphanie Ferland, carré rouge : tous pour tous

Jusqu'au 24 septembre 2011, Stéphanie Ferland vivait sans trop se poser de questions, sans trop lire les journaux non plus. Elle travaillait, faisait sa petite affaire, son petit bonhomme de chemin. Ce jour-là, «je me suis réveillée. Je ne pouvais plus faire comme si rien n'était, il fallait que je me lève».

Elle s'est levée pour aller à une manif, pour la première fois de toute sa vie. «Je suis allée là toute seule, c'était pour protester contre la corruption. C'était devant les bureaux de Jean Charest», se rappelle la jeune femme, qui habitait alors Montréal. «On peut être pour ou contre, mais on ne peut pas rester impassible.»

Elle, elle était contre. Contre la corruption, contre l'exploitation des 99 %, contre la hausse des droits de scolarité. Elle a adhéré aux carrés rouges comme elle a adhéré à la cause des indignés, mue par une sorte d'urgence de changer les choses. Mue aussi par la force du nombre. «Dans les manifs, ça donne de la force. Il y a une énergie spéciale de voir tous ces gens qui ont quelque chose à dire.»

Elle est à compléter un troisième diplôme d'études professionnelles, en horticulture cette fois, «pour mettre en pratique [ses] convictions». Elle n'est jamais allée à l'université. «Peut-être un jour.» Ce jour-là, «l'université devra être accessible à tous. Je serais pour la gratuité, mais je sais que ce n'est pas réaliste. L'élément de base, c'est que l'éducation ne doit être en aucun temps une marchandise». Les prêts sont une mauvaise solution, «parce que les intérêts viennent enrichir les banques, qui font déjà assez de profits».

Elle n'avait pas de session à perdre pendant la grève. Elle n'en excuse pas moins ceux qui ont eu recours aux tribunaux pour suivre leurs cours, devant un peu malgré eux les porte-parole des carrés verts. «Ils auraient dû s'organiser en mouvement, avoir des porte-parole capables de porter leur position. Là, on voyait des personnes qui parlaient au nom de qui? Au nom du je-me-moi.»

«Je n'ai jamais dialogué avec un carré vert», admet-elle sans ambages. Les discours étaient polarisés, les échanges inexistant. «Le monde est de plus en plus individualiste. Les injonctions sont venues briser le côté collectif du mouvement», déplore celle qui travaille comme préposée aux bénéficiaires.

Elle regrette que «tout se soit arrêté avec l'élection [du Parti québécois]. Il y a encore beaucoup de choses à changer, il faut que toute cette énergie serve à autre chose. [...] Les gens sont plus aux aguets, ils se posent

plus de questions, ils sont plus conscientisés». Elle en est un bon exemple. Le débat sur les droits de scolarité a été une cause parmi d'autres sur le chemin de sa prise de conscience. Elle ne s'ennuie pas de la Stéphanie de l'avant 24 septembre 2011. «Je pourrais mourir demain, j'aurais la satisfaction d'avoir voulu changer les choses, d'avoir pris les moyens pour le faire.»

Christian Landry, carré blanc: la raison contre la passion

Professeur adjoint au département de biologie de l'Université Laval, Christian Landry aurait pu ne jamais savoir qu'il y avait une crise étudiante s'il était resté dans son pavillon, tranquille, où la grève n'était qu'un lointain bruit de fond. Tout au long du printemps érable, il a donné ses cours, comme à l'habitude. Jusqu'à ce que ça tourne au vinaigre, à Victoriaville.

M. Landry s'est joint au mouvement des carrés blancs à l'invitation de son collègue Louis Bernatchez qui, à l'instar des parents à l'origine du mouvement, plaide pour un temps d'arrêt, le temps que les opposants reprennent leurs esprits. M. Landry s'est senti interpellé. «Il devenait impossible de discuter, c'est affreux de ne pas pouvoir se parler. Il fallait une trêve pour diminuer la pression des deux côtés.»

Doctorant de Harvard, il a bien essayé de rester neutre dans le conflit, lui qui aurait pu pencher d'un côté ou de l'autre. «Si les frais avaient été plus élevés quand j'étais aux études, je ne serais peut-être pas rendu là aujourd'hui. Mais, en même temps, je vois tout l'impact du sous-financement.» Il est rendu à l'évidence, «ne pas prendre position était une position dure à tenir».

Une cinquantaine de scientifiques de partout au Québec se sont joints au mouvement. Ça a donné une belle conférence de presse, une bonne leçon de sagesse. Les verts et les rouges ont continué à se taper dessus. La trêve a été forcée par la loi spéciale, la paix est revenue au lendemain des élections. Mais les positions de l'un et de l'autre ne sont jamais réconciliées, au grand dam des carrés blancs.

«On avait l'impression que, comme on était des professeurs, ils allaient nous écouter. On aurait aimé ça, ça aurait pu mener à la discussion», regrette M. Landry, qui constate que, indirectement, les frais ont augmenté. Avec les compressions commandées par le gouvernement péquiste, «les universités doivent maintenant couper dans les services et les étudiants payent la même chose».

Les carrés blancs, était-ce un coup d'épée dans l'eau? «Je ne crois pas. Les gens savent que les scientifiques s'en sont préoccupés, qu'ils ont lancé un appel à la rationalité. Il fallait une position mitoyenne entre les deux autres positions, qui sont légitimes. Le financement des universités, ça doit être envisagé par une approche rationnelle, scientifique, à partir de calculs et de scénarios», plaide-t-il.

Ironiquement, ce sont les carrés blancs qui sont les plus interpellés maintenant, alors que les compressions annoncées risquent fort de toucher les professeurs. «On a vu que les scientifiques étaient capables de s'impliquer. Ça a été le début de quelque chose. On le voit dans les coupures actuelles, il y a une mobilisation. Les organisateurs de la pétition sont des carrés blancs.»

Devront-ils changer la couleur de leur carré?

Brittanie Guay, carré vert: à contre-courant

Quand le conflit étudiant a éclaté, Brittanie Guay n'avait pas encore choisi son camp. Elle s'est donné une semaine pour se faire une tête. Après réflexion, elle a joint le camp des carrés verts. Elle ne se doutait pas alors que défendrait des idées, aussi à contre-courant soient-elles, allait faire d'elle une cible. Littéralement.

«On nous a lancé des roches pendant les manifs de carrés verts. On nous arrachait nos carrés. Comme j'étais la plus petite, c'est souvent sur moi que ça arrivait», se rappelle la jeune femme de 18 ans. Elle ne portait plus son carré dans le métro ni au cégep, parce qu'«une fois, je me suis fait frapper dans le corridor». Elle étudiait au Collège de Maisonneuve à Montréal, où elle faisait partie d'une minorité très visible. Seize carrés verts dans un océan de carrés rouges. «Il fallait du courage pour aller à l'école.»

Il fallait du courage aussi pour se prononcer en faveur de la hausse des frais de scolarité. «C'est à nous à payer si on veut un service, ce n'est pas à tout le monde à payer pour ça. Le secondaire, c'est obligatoire, c'est normal que ça soit gratuit. L'université, c'est un choix personnel», résume Brittanie, que j'ai rencontrée dans un café de Saint-Émile, où elle habite maintenant.

Elle a quitté Montréal cet été, dès qu'elle a soufflé ses 18 bougies, plus capable d'endurer l'intolérance. «À Québec, le débat est plus sain, les gens sont plus ouverts, se parlent plus», qu'elle a constaté. Le conflit est encore un sujet sensible, plusieurs mois après. Des étudiants portent encore le carré rouge. Quand Brittanie leur demande pourquoi, elle a souvent droit à une volée de bois vert.

Elle étudie au Cégep Limoilou en sciences humaines, profil enjeux internationaux. Elle veut devenir enseignante au primaire, puis enseigner aux enseignants. «Je veux former les enseignants pour qu'il y ait une meilleure qualité, pour qu'ils ne portent pas de jugements contre leurs élèves.» Elle se souvient d'un cours de science politique, ce printemps.

«Le prof a dit en me regardant : "bon, aujourd'hui, je vais vous donner un cours sur la démocratie, il y en a ici qui ne savent pas ce que c'est".» Quand les libéraux ont imposé la loi 78, Brittanie s'est sentie trahie. «Les carrés verts, on était du côté du gouvernement, et ils nous ont laissés tomber. Je ne leur ai pas encore pardonné». Elle a perdu sa session, a dû recommencer à la case départ. Elle sait que, tôt ou tard, le sujet de la

hausse des frais de scolarité refera surface. Elle a peur. Elle reçoit d'ailleurs encore des menaces sur sa page Facebook. Elle a du courage aussi, il en faut pour s'afficher ouvertement comme carré vert. De tous ceux que j'ai contactés, c'est la seule qui a osé répondre à mes questions. Pour faire avancer un débat, elle a compris qu'il faut y participer.

LE SOLEIL: Anna (nom fictif), carré noir: une camarade en marche - Publié le vendredi 28 décembre 2012 à 05h00



Le Soleil

Selon Anna, l'élément déclencheur a été la manifestation contre la brutalité policière à Montréal, le 15 mars dernier.

Mylène Moisan

(Québec) «Sans les carrés noirs, il n'y aurait pas eu de crise sociale.» Dans la bouche d'Anna, le constat est une victoire, un fait d'armes. Anarchiste, elle a porté le carré noir et a agi en conséquence, opposant «une violence symbolique à la violence quotidienne d'un état policier». Que vaut une vitre brisée contre l'oppression?

«Quand un camarade brise une fenêtre, c'est une violence symbolique, c'est un message qui est porté. Et c'est un message qui ne peut pas être porté par de simples manifs, en s'assoiant dans la rue.» Ou en tapant sur des casseroles. «C'était joli, les casseroles, mais il fallait plus que ça pour éveiller les consciences.»

Dans son appartement au sous-sol d'une maison de Sillery, Anna me reçoit. Petite brunette, la jeune femme a l'air toute sage. «Moi, j'étais plus en soutien. Je faisais souvent l'éclaireur, pour voir où étaient les policiers. J'apportais aussi les premiers soins aux camarades», qu'elle m'explique. Elle a passé son printemps érable à Montréal, où les carrés noirs étaient particulièrement actifs.

Les soirs de manif, le ralliement des camarades se faisait en partie par les réseaux sociaux, beaucoup sur le terrain. Chaque soir, les carrés noirs coordonnaient leurs actions en fonction des forces en présence. Les carrés

noirs se multipliaient au rythme des manifs. «Beaucoup de personnes s'y sont initiées au printemps», a-t-elle constaté.

Elle-même n'était pas aussi radicale il y a six mois à peine. «Je lisais un peu les journaux, j'avais quand même une insatisfaction.» Elle votait orange, «plus social-démocrate». Aujourd'hui, elle est anarchiste, lit Bakounine, Proudhon, Tolstoï. Ses amis sont des camarades.

L'élément déclencheur a été la manifestation contre la brutalité policière à Montréal, le 15 mars dernier. «Les policiers étaient caustiques, ils voulaient clairement casser les rangs. J'ai été touchée physiquement, j'ai reçu des coups de bouclier dans le dos. C'est assez impressionnant.» Elle a été arrêtée aussi, deux fois. «J'ai vu l'État policier de l'intérieur, c'est assez pour devenir plus radicale.»

La deuxième fois où elle a été arrêtée, c'était à la mi-mai. C'est la goutte qui a fait déborder le vase. «Le policier m'a prise, m'a jetée par terre. J'ai eu un bleu sur le bras pendant deux ou trois semaines. Ils m'ont mis en cellule. Ça fait réfléchir. [...] Ça fâche, ça crée un sentiment d'injustice, t'es pris avec ça.»

Pour s'en débarrasser, elle est devenue de plus en plus radicale. Les actes de violence, dont elle n'était «pas sûre» au début, sont devenus normaux. Nécessaires, même. «Il n'y aurait pas eu de printemps érable sans les carrés noirs, on a ouvert une fenêtre du conflit. Sans nous, les manifs se seraient dispersées, les gens n'auraient pas été conscientisés. Sans les images de feu à Montréal, sans les actes de violence, il n'y aurait pas eu de crise sociale. Il faut brasser de la merde pour que les gens voient l'État policier.»

Dans chacune des manifestations qui se sont tenues pendant la crise étudiante, «il y avait deux sortes de gens : ceux qui veulent une réforme et ceux qui veulent une révolution». Anna a choisi son camp. Dans son monde idéal, il n'y a pas de gouvernement, ni d'institutions. Il y a des «écoles libres, des institutions organiques. L'éducation est un moyen de se déconditionner, d'être moins à la merci des autorités, de toute forme d'autorité. Ça doit développer la pensée critique».

Inutile de dire que dans son livre à elle, toute la question de la hausse des droits de scolarité est un faux débat. Ce n'est pas pour ça qu'elle manifestait. Toutes les occasions sont bonnes pour «éveiller les consciences». Et, qui de mieux placé pour le faire que les carrés noirs, «qui ont arrêté d'avoir peur de la police et de l'autorité. Ils donnent l'exemple». Ils attendent la prochaine occasion.

Anna est tellement convaincue de la nécessité de la violence, qu'elle s'étonne que des carrés rouges aient «manqué de respect» envers des carrés noirs. «Pour certaines personnes, il n'y avait pas de respect pour ceux qui prônent la violence. Des carrés rouges ont tabassé un carré noir qui avait cassé une vitre de l'armée. Tsé, une vitre de l'armée...»

N'en déplaise à Jacques Brel, parfois, quand le ciel flamboie, le rouge et le noir ne s'épousent pas.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Étudiants | associations : Obligés de payer - Des étudiants sont forcés de régler leur cotisation même s'ils ont quitté leur association - Publié le: lundi 17 décembre 2012, 20H31 | Mise à jour: lundi 17 décembre 2012, 20H37



photo d'archives

Alors que les votes de désaffiliation à l'endroit de la FECQ se multiplient, l'ASSÉ serait en voie de devenir le deuxième joueur en importance au sein du mouvement étudiant.

Sarah-Maude Lefebvre

Même s'ils n'en font plus partie depuis plusieurs mois, 93 étudiants du Cégep de Saint-Hyacinthe se voient forcés par leur association à payer une cotisation, une situation qui serait loin d'être rare dans le mouvement étudiant.

L'hiver dernier, au plus fort de la crise étudiante, 93 étudiants ont choisi de se désaffilier de leur association, le Regroupement de étudiants du Cégep de Saint-Hyacinthe (REECSH).

La direction du cégep ne leur a donc pas imposé de cotisations pour le trimestre d'automne.

Or, à la suite à de «pressions» de l'association étudiante, l'administration a fait volte-face et envoyé une lettre demandant à ces étudiants de payer leur cotisation au début du mois de décembre.

«Nous n'avons pas eu le choix, explique la porte-parole du Cégep de Saint-Hyacinthe, Véronique Blain. Après vérification, nous avons réalisé que la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'étudiants nous oblige à percevoir des cotisations, même auprès des étudiants désaffiliés.»

Au bon vouloir de l'association

Selon la Clinique juridique Juripop, la loi est claire: seule l'association étudiante peut décider, lors d'une assemblée générale, si l'étudiant désaffilié peut recevoir après coup le remboursement de sa cotisation.

«La désaffiliation personnelle, ça n'existe pas. Quelqu'un qui ne souhaite plus être membre d'une association doit quand même payer sa cotisation, comme dans n'importe quel organisme du monde du travail», précise le porte-parole Marc-Antoine Cloutier.

Selon ce dernier, la situation du Cégep de Saint-Hyacinthe n'est pas unique. De nombreux étudiants d'autres cégeps se sont également désaffi-

liés au cours de la dernière année, dans la foulée des injonctions sur le retour en classe. Plusieurs d'entre eux doivent continuer à payer une cotisation à une association étudiante.

Pour le moment, le remboursement des étudiants désaffiliés n'est pas inscrit à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale de la REECHS.

«Il faudrait qu'un étudiant en fasse la demande. Si on fait du cas par cas, on ne respecte pas la majorité démocratique», a indiqué le porte-parole Alexis Tremblay.

**Montée en force de l'ASSÉ :
L'association est en voie de
détrôner la FECQ**

**Si la tendance se maintient,
l'Association pour une solidarité syndi-
cale étudiante (ASSÉ), l'organisation la
plus militante du mouvement étudiant,
comptera bientôt plus de membres que
la FECQ.**

Au cours des dernières semaines, les votes de désaffiliation à la Fédération étudiante - collégiale du Québec (FECQ) se sont multipliés.

Moins de 65 000 membres

Les cégeps de Rimouski, de Granby-Haute-Yamaska et d'Alma ont claqué la porte et - plusieurs autres associations étudiantes tiendront des votes à le sujet dans les semaines à venir.

Si le Collège Édouard-Monpetit ainsi que les cégeps de Rosemont et de Saint-Hyacinthe emboîtent le pas lors des votes prévus à la session d'hiver, la FECQ se retrouvera avec moins de 65 000 membres.

L'ASSÉ deviendrait donc le deuxième joueur en importance avec ses 70 000 membres, tout juste derrière la Fédération étudiante universitaire du Québec (125 000 membres).

Manque de transparence

L'ASSÉ, qui regroupe des étudiants des cégeps et des universités, croit même réussir à représenter plus de cégépiens que la FECQ.

Les associations désaffiliées reprochent à la FECQ son manque de «militantisme» et de «transparence».

«Au Cégep de Saint-Laurent, nous avons voté une motion de destruction des fédérations. La FECQ outrepassa ses mandats et représente très mal ses membres», témoigne le porte-parole Valentin Bellec.

Pour sa part, l'ASSÉ se défend de tenter d'attirer les membres désaffiliés en son sein, elle qui promet bien de se faire entendre lors du prochain sommet sur les universités. «Nous tiendrons des journées de grève pour manifester», prévient le porte-parole Jérémie Bédard-Wien, selon qui la «grève générale illimitée» ne fait pas partie des plans «pour le moment».

LE DEVOIR : La vague de désaffiliation à la FECQ se poursuit - Les fiefs des présidents pourraient se retirer de la Fédération étudiante collégiale - Vendredi 7 décembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

*La présidente de la FECQ, Éliane Laberge
Lisa-Marie Gervais*

La crise de confiance au sein de la Fédération étudiante collégiale (FECQ) prend de l'ampleur. Après les départs des étudiants des cégeps de Granby et de Rimouski, c'est maintenant au tour de ceux du cégep de Saint-Hyacinthe, qui était le fief de l'ex-président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, de décider par voie de référendum s'ils demeurent affiliés à leur fédération. Cette décision a été prise mercredi lors d'une assemblée générale du Regroupement des étudiants du cégep de Saint-Hyacinthe (REECHS).

Les étudiants du cégep de Rosemont, un autre château fort et fief de la présidente actuelle de la FECQ, Éliane Laberge, pourraient aussi se désaffilier. « On avait des discussions pour le faire jusqu'à ce que Rimouski nous montre l'exemple que c'était possible », a dit Luis Aranguiz, étudiant en sciences de la nature au cégep de Rosemont, à la tête d'un groupe externe à l'exécutif de l'association étudiante qui plaide pour la désaffiliation.

Pas pendant la grève

Selon lui, l'insatisfaction à l'égard de la FECQ ne date pas d'hier, mais les associations étudiantes n'ont pas voulu se désaffilier pendant la grève pour ne pas affaiblir le mouvement. « Pendant la

grève, la FECQ n'était pas à l'image de ce qu'on vivait comme étudiants. Ils ont signé des chèques en blanc à Juriprog, ont mis des bâillons et tenu des réunions à huis clos », a poursuivi M. Aranguiz, visiblement mécontent.

Pour le moment, il dit faire de la publicité pour que les étudiants soient nombreux à l'assemblée générale du 12 décembre afin de pouvoir voter pour tenir un référendum au cours des prochains mois, ce qui provoque certaines frictions sur le campus. Les règlements et statuts de l'association, qui compte 20 000 étudiants de Cégep@distance, en plus de ses quelque 3000 étudiants, ne rendraient pas la désaffiliation facile.

Selon Émilie Joly, présidente de l'Association générale des étudiants du Collège de Rosemont, la campagne sur un référendum de désaffiliation ne peut pas commencer avant que cette proposition n'ait été entérinée.

La menace plane dans d'autres collèges, notamment à l'École nationale en aérospatiale (campus du cégep Édouard-Monpetit) et au cégep de Chicoutimi, où des référendums se tiendront prochainement. Une assemblée est par ailleurs convoquée le 12 décembre au cégep Édouard-Monpetit pour décider de la tenue d'un référendum.

La présidente de la FECQ ne s'inquiète pas de ces menaces de départs. « Il y en a qui ont le goût de poser des questions et sont frustrés, c'est correct. Ce sera aux étudiants de décider si ça vaut la peine de tenir un référendum [et de se désaffilier] », a dit Éliane Laberge.

Vos réactions - 4 commentaires

Claude Poulin - Inscrit, 7 décembre 2012 11 h 59

L'aveuglement volontaire

Voilà la vérité qui commence à sortir sur la pratique de la démocratie étudiante et de ses graves conséquences négatives pour une forte

proportion des étudiants. Le temps et les réactions à venir vont sans doute démontrer toute l'envergure de cette dérive sociale. Comment se fait-il que les médias qui ont été si sympathiques à cette cause (dont le journal Le Devoir), et qui ont traités ses leaders avec autant d'attention, sans s'interroger sur les pratiques des assemblées étudiantes? Un possible réponse: l'aveuglement volontaire! Claude Poulin Québec

Maxime C. Lemieux - Inscrit, 7 décembre 2012 15 h 17

Je crois que vous avez ici mal saisi l'enjeu de ces désaffiliations. Il ne s'agit pas de quitter la fecq parce que les étudiants et étudiantes n'étaient pas d'accord avec les positions trop "radicales" de celles-ci durant la grève, mais bien le contraire. C'est le non-respect des décisions prises en assemblée générale par l'exécutif national de la fecq qui est ici décrié. Si ces cégeps désaffilient il va donc falloir s'attendre à une plus grande participation des étudiant-es qui en sont membres à cette démocratie étudiante que vous semblé décrier.

Lydia Anfossi - Inscrite, 7 décembre 2012 16 h 57

Peut-être n'est pas ceux que l'on croit qui font de l'aveuglement volontaire, voyez-vous?

Charbel Hanna - Inscrit, 7 décembre 2012 22 h 26

En fait, c'est l'inverse, et comme beaucoup a été dit par M. Lemieux, je ne ferai qu'ajouter :

le modèle de démocratie appliqué par les fédérations étudiantes (FECQ, FEUQ) est en presque tous points similaire à celui appliqué au niveau national québécois et canadien. La démocratie directe n'est pas du cru des fédérations, et cette "démocratie étudiante" est surtout présente au sein de l'ASSÉ (Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante).

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Conflit étudiant : Appauvris par la grève - Publié le: jeudi 06 décembre 2012, 22H40 | Mise à jour: jeudi 06 décembre 2012, 22H49

Sarah-Maude Lefebvre

Le nombre d'étudiants endettés et appauvris en raison de la grève étudiante est si élevé que l'Université de Montréal s'attend à un nombre record de demandes pour des paniers de Noël cette année.

«Déjà, on avait atteint un sommet l'an dernier. Mais cette année, ce sera encore plus important. On le constate sur le terrain tous les jours : les étudiants sont submergés et stressés», affirme Jean-Philippe Fortin, responsable de l'Action humanitaire et communautaire à l'Université de Montréal.

Chaque année, son équipe s'occupe de la collecte et de la distribution de denrées alimentaires pour les étudiants à faibles revenus. L'an dernier, 248 étudiants ont déposé une demande pour obtenir un panier de Noël.

«Cette année, on ne sait pas à quoi s'attendre. À cause du conflit étudiant, les rentrées scolaires ont été décalées et beaucoup d'étudiants ont eu des problèmes avec l'aide financière aux études. D'autres n'ont simplement plus de temps pour travailler.»

66 000 \$ envoyés en six semaines

L'appauvrissement des étudiants se fait aussi sentir du côté de l'UQAM.





Photo le Journal de Montréal, Chantal Poirier
Des bénévoles de l'Université de Montréal préparent des paniers de Noël pour les étudiants en difficultés.

Au début du mois de septembre, un fonds d'aide spécial a été mis sur pied pour les étudiants éprouvant des difficultés financières en raison de la grève étudiante.

Au total, 66 000 \$ ont été amassés grâce à la générosité des employés de l'UQAM.

«À la mi-octobre, les 66 000 \$ avaient déjà été entièrement alloués à des étudiants. Les demandes ont été très nombreuses. Avec les heures allongées de cours, beaucoup d'étudiants ne pouvaient plus travailler», explique Jennifer Desrochers, porte-parole de l'UQAM.

« Assumer » la grève

Aurélien Paquet, une étudiante en enseignement en adaptation scolaire, subit encore aujourd'hui les contrecoups de son implication dans le mouvement étudiant.

«J'ai réduit mes heures de travail pendant la grève pour pouvoir m'impliquer, lance-t-elle. Malheureusement, cela fait en sorte que j'ai dû ensuite reporter mon stage d'enseignement à l'automne. Il est non rémunéré et je n'ai pas assez d'argent pour vivre sans travailler.»

En renonçant à son stage, Amélie reporte d'un an la fin de ses études. Mais elle affirme «assumer» son choix.

«C'est sûr que je n'ai pas réalisé sur le coup à quel point le fait de moins travailler aurait un impact sur mes études. Mais c'est le choix que j'ai fait.»

[Afficher 1-16 de 17 commentaires \(Montréal\)](#)

LA PRESSE : Désaffiliation de la FECQ: affrontement en vue au Collège de Rosemont - Publié le mercredi 05 décembre 2012 à 18h05 | Mis à jour le mercredi 05 décembre 2012 à 19h42



PHOTO: PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE
Des manifestations ont eu lieu au Collège de Rosemont lors de la crise étudiante.

son pas consultés quand la présidence parle publiquement et prend des décisions. On ira au Collège de Rosemont pour manifester, montrer des bannières, expliquer aux étudiants qu'ils paient trop cher pour leur affiliation à la FECQ», explique le porte-parole de l'Association des étudiants du cégep de Saint-Laurent, Jess Corneau.

«Pendant la grève, c'était flagrant. On a vu Léo Bureau-Blouin éviter à tout prix le sujet de la gratuité scolaire, même s'il en avait le mandat de ses associations membres. Tout ça, bien sûr, car on sait maintenant qu'il aurait un emploi au Parti québécois», croit l'étudiant.

La FECQ nie catégoriquement ces allégations et croit que les élèves du cégep de Saint-Laurent n'ont pas à s'ingérer dans un débat qui ne les concerne pas.

«On n'a jamais eu de position pour la gratuité scolaire, mais bien pour le gel. Tout ne peut pas être constamment des arguments utilisés pour chercher à convaincre les étudiants de ne plus être représentés par la FECQ. Ce n'est pas constructif tout ça», dit la présidente de la FECQ, Éliane Laberge.

Si l'association du Collège de Rosemont vote la semaine prochaine pour la tenue d'un référendum, la fédération compte bien être présente sur le terrain pour écouter ses membres et tâcher de les garder.

«C'est correct de vouloir reconsidérer son affiliation nationale, c'est même sain. C'est le moment où la fédération se rend sur le campus et écoute ses membres, pour s'améliorer», dit Mme Laberge, qui se dit en désaccord avec les motions adoptées contre elle par l'association étudiante du cégep de Saint-Laurent.

«On peut considérer qu'une organisation comme la nôtre n'est pas le meilleur véhicule pour défendre nos opinions. Par contre, c'est un débat qui appartient à chaque cégep. On n'a pas à tout faire pour qu'elle meure, ça n'a aucun sens. Je ne crois pas qu'une association externe ait à faire du piquetage contre la FECQ dans un cégep membre», dit-elle.

Sur les réseaux sociaux, la guerre est à son plus fort. Ce climat tendu pourrait être un prélude à ce qui arrivera au Collège de Rosemont si un référendum a lieu dans les prochaines semaines.

«Nous sommes au fait que des associations étudiantes ont voté des mandats contre la FECQ et qu'ils voudront militer en faveur d'un référendum sur la désaffiliation. Mais il y aura des règles, si jamais un référendum est tenu. Les associations externes devront elles aussi se plier aux règles, qui dicteront aux deux camps, par exemple, les sommes allouées à la promotion de leur position», a pour sa part expliqué Yoan Brel, employé permanent aux archives et communications du Collège de Rosemont.

Hugo Pilon-Larose, La Presse

Une crise interne entre fédération et association nationale secoue depuis plusieurs semaines les élèves des cégeps. En route vers le Sommet sur l'éducation supérieure, qui se tiendra à Montréal en février prochain, certaines associations remettent en question leur affiliation à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). La crise atteint désormais l'un des deux cégeps membres de Montréal, le Collège de Rosemont.

L'association des étudiants du Collège de Rosemont tiendra le 12 décembre prochain une assemblée générale afin de décider si un référendum sera organisé sur une désaffiliation de la FECQ. Le bureau de l'association doit organiser cette assemblée parce qu'un nombre substantiel d'étudiants ont signé une pétition en ce sens. Toutefois, une guerre de tranchées se prépare: les élèves du cégep de Saint-Laurent, affilié à la très militante Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), ont voté un «mandat de destruction des fédérations» et entend être présent durant tout le processus à Rosemont.

«Oui, on veut détruire les fédérations, et notre mandat en ce sens est clair. À la FECQ, il y a un grave problème de démocratie. Les membres ne

JOURNALDEMONTRÉAL : Collège Lionel-Groulx : Le conflit étudiant aurait coûté plus de 1 million \$ - Publié le: mercredi 05 décembre 2012, 16H02 | Mise à jour: mercredi 05 décembre 2012, 16H05

Eric Mondou / Agence QMI

SAINTE-THÉRÈSE – Le conflit étudiant du printemps dernier aurait coûté près de 1,1 million \$ au Collège Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse, dans les Laurentides.

C'est ce qu'a confirmé le responsable des communications du collège, Yves Marcotte, à *L'Écho de la Rive-Nord*, mercredi.

«Les coûts sont divisés entre l'aspect grève et l'aspect reprise des cours, a-t-il dit. Le coût pour les semaines de grève est évalué à environ 90 000 \$. Cette somme a entre autres assuré les frais de sécurité, de publicité,

d'information, d'entretien des lieux et de frais légaux. Et l'autre million de dollars a été nécessaire pour combler principalement le salaire des enseignants lors de la reprise des cours.»

M. Marcotte, qui a précisé que le Collège Lionel-Groulx faisait partie des 14 cégeps qui ont été les plus touchés par le printemps érable, ne sait pas si le gouvernement du Québec viendra en aide à l'établissement. «Dans le dernier budget Marceau, rien n'a laissé croire qu'une somme nous était destinée pour éponger ces coûts», a-t-il fait remarquer.



Dans l'hypothèse où le gouvernement du Québec n'assumerait pas les frais liés à la crise étudiante, l'administration du Collège n'aura d'autres choix que de piger à même son solde de fonds. Dans un cas comme celui-là, Yves Marcotte a soutenu que des projets de développement pourraient être mis en veille.

«Le collège a terminé l'année fiscale avec un solde de fonds de 2 millions \$. Si le collège doit défrayer lui-même le 1,1 million \$, il est probable que l'on doit repousser des projets», a-t-il indiqué, ajoutant que le projet de terrain de soccer synthétique ne serait toutefois pas être affecté par cette décision.

Les étudiants du Collège Lionel-Groulx ont été en grève pendant onze semaines à compter du 29 février.



Photo François-David Rouleau / Archives / Agence QMI
Cinq personnes ont été arrêtées, dont un professeur du Cégep Maison-neuve, au Collège Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse, le mardi matin 15 mai 2012.

Afficher 5 commentaires (Montréal)

Ricg77956 1 commentaire masqué
QUI PENSEZ VOUS VAS PAYER POUR "CA
[12/06/2012 01:56 PM](#)
[Marc-Antoine V](#) 1 commentaire masqué
À boubou2012
Pourquoi pas les syndicats?
[12/05/2012 05:43 PM](#)

boubou2012 3 commentaires masqués
Personnellement, c'est le college qui doit défrayer les couts, mais soit réduire les activités des étudiants ou augmenter les frais. Ou bien envoyer la facture a Léo, ou martine
[12/05/2012 04:49 PM](#)
Ricg77956 1 commentaire masqué

Ça devrait être les association étudiantes et les syndicats qui les ont financés qui devrait faire les frais de ces coûts mais ce ne sera pas le cas; ce sera les payeurs de taxes qui vas être mis à contribution
[12/06/2012 01:59 PM](#)
Mécanicien 1 commentaire masqué
Oublié pas les profs!

THE GAZETTE : Anger at report of surprise university funding cut – Wednesday, December 5, 2012

By Karen Seidman, Gazette universities reporter
MONTREAL — The Parti Québécois's highly touted Summit on Higher Education seemed to have been discredited even before it got off the ground after a report surfaced on Wednesday that Quebec universities are to face a surprise cut of \$140 million this year — a move that was widely denounced among the university community.

And it comes after the PQ repeatedly promised to maintain funding to universities for this year despite cancelling the strongly opposed tuition hike that was to have gone into effect this fall. Universities have been waiting for compensation for about \$40 million in lost revenues from the aborted increase.

A severe budget cut just as the summit is getting under way — which is where the PQ promised to provide a forum to debate the best solutions for universities — cast a shadow over its lofty objectives. Instead, the summit was ridiculed and called a sham by the opposition Liberals and some angry students, who were shocked the government would make such an unexpected and contentious move just as tensions in higher education were settling down.

"There is very little if no credibility left for the summit," said Liberal higher education critic Gerry Sklavounos. "The education minister should stop saying he's going to use the summit as a tool to make decisions when he is using the summit as a tool to confirm the decisions he's made."

Jérémie Bédard-Wien, a spokesperson for the Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), agreed. "We were always worried

about the summit and now we see it's mainly a way to legitimize decisions made by the government behind closed doors."

The cuts are expected to be deposited as part of the spending credits which weren't included with last month's budget, and while neither Higher Education Minister Pierre Duchesne, nor the Conference of Rectors and Principals of Quebec Universities (CREPUQ) would confirm the cuts, Université Laval rector Denis Brière did confirm it in a TV interview, saying his university will have to cut \$21 million, which he called "unrealistic." The story was reported in the Journal de Montréal, which said Duchesne had asked universities to cut their current budgets by 5 per cent for fiscal 2012-13. Universities already say they are underfunded by about \$620 million a year compared to the rest of Canada.

While almost all university leaders remained tight-lipped about the situation on Wednesday after allegedly having been called to a secret meeting with Duchesne on Tuesday where they got the bad news, they have a scheduled meeting on Thursday and many wonder if they will discuss whether to still participate in the summit. "I wouldn't be surprised if they didn't want to participate in the summit," Sklavounos said. "The minister dropped a bomb on them yesterday morning."

And there were some telling clues about how the cuts might be received, notably at McGill University, which coincidentally on Wednesday presented to its senate its Report on the Financial State of the University for the year ended Apr. 30, 2012, in which it concluded it is doing well with what it has, but "our financial status is fragile."

"I frankly don't see how they can cut that amount of money," said economist Claude Montmarquette, president of the Centre for Interuniversity Research and Analysis of Organizations (CIRANO). "Like everyone else, I'm surprised, especially considering the context of the upcoming summit."

Economist Norma Kozhaya of the Conseil du patronat du Québec agreed, saying universities are already underfinanced and now are facing more cuts. In that context, she said, "service to students are a real concern."

That's exactly what students were thinking, too. Historically, cuts always affect teaching and student services, said Bédard-Wien. Sklavounos agreed.

"When you're cutting into the bone you're going to run into student services, and that's where we're headed," he said.

Even the Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), which has suggested that universities are more mismanaged than underfunded, was shocked with what president Martine Desjardins called a "hasty" decision.

"We talked about a redistribution of money, but we never wanted to see university budgets cut," said Desjardins. "We're shocked. We fear it's services to students that will be cut, that students will have to pay the price again."

She agreed it cast some doubt on the process of the summit, which is to hold its final phase in February.

"I don't know what to think of this," she said. "It feels like a deception."

LE DEVOIR : McGill: le protocole visant à encadrer les manifs est sévèrement critiqué – Mardi 4 décembre 2012

Lisa-Marie Gervais
La version « améliorée » du Protocole provisoire visant à encadrer les manifestations à l'Université McGill est toujours inacceptable aux yeux des étudiants et des syndicats d'enseignants qui considèrent qu'il viole la Charte québécoise des droits et libertés. Ceux-ci ont signifié à l'administration leur profond désaccord avec cette nouvelle version qui, à peu de chose près, reprend l'énoncé de la première, publiée en février dernier, et restreint considérablement le droit de manifester.

Une lettre signée par les trois grands syndicats regroupant des enseignants et du personnel de soutien (AGSEM, MUNACA et AMUSE selon les acronymes en anglais) condamne de façon on ne peut plus forte ce nouveau protocole transmis à la communauté de McGill pour approbation. « Dans sa forme actuelle, le Protocole confond "simple dérangement" avec "perturbation violente" et empêche les membres de la communauté de McGill de manifester, ne serait-ce que dans sa plus faible expression, sa dissidence politique. Ce faisant, le Protocole contrevient à la

Charte québécoise des droits et libertés qui protège explicitement la liberté de tous les citoyens à s'engager dans une manifestation non violente », peut-on lire dans la lettre diffusée sur Internet.

Le Protocole provisoire ne permet en effet les manifestations que si elles se tiennent dans des endroits qui sont généralement accessibles à tous les membres de l'Université, permettent le libre accès à tous les locaux et ne perturbent pas la tenue des cours. Il précise aussi les responsabilités des manifestants qui pourraient écoper de



sanctions disciplinaires s'ils refusaient, par exemple, de baisser le ton, de décliner leur identité ou de quitter un lieu à la demande du service de sécurité.

Jonathan Mooney, président de l'Association des étudiants de cycles supérieurs de McGill (PGSS), s'est dit déçu du peu de changements apportés au Protocole et rencontrera l'administration le 10 décembre prochain pour y proposer une série d'amendements.

Une première version de ce Protocole provisoire a été élaborée par la rectrice de McGill, Heather Munroe-Blum, et ses conseillers au lendemain d'une occupation de cinq jours des bureaux de l'administration (James building) de McGill en février dernier.

Dès sa diffusion, ce premier protocole avait été vertement critiqué, ce qui avait forcé l'administration à revoir ses méthodes. « Le problème, c'est qu'il n'avait pas eu de discussion avec la communauté. On voulait que tous les membres [...] puissent en débattre », a indiqué M. Mooney.

McGill a donc mandaté Christopher Manfredi, doyen de la Faculté des arts, pour produire un rapport après avoir consulté toute la communauté universitaire. Somme toute bien reçu, le Rapport sur la Tribune libre sur la liberté d'expression et les réunions pacifiques déposé le

8 octobre dernier définit notamment ce que serait une manifestation pacifique acceptable, soit l'endroit (elle ne doit pas se tenir dans un lieu à accès restreint) et la durée (elle ne doit pas durer longtemps). « On n'est pas d'accord avec les critères. Une manifestation peut durer longtemps tout en étant pacifique, a insisté M. Mooney. Il faut se demander si elle viole les droits d'autrui, pas si elle a lieu dans un endroit à accès restreint ou si elle dure longtemps. »

En vertu du rapport Manfredi, le Protocole provisoire a donc été modifié et soumis pour approbation aux membres de la communauté universitaire... et ne réussit visiblement toujours pas le test.

Vos réactions - 3 commentaires

Pierre Germain - Inscrit, 4 décembre 2012 06 h 57

McGill=Entreprise et Étudiants=Unités de production

L'université McGill n'est plus un haut lieu du savoir mais est devenue une machine à faire de l'argent et à générer des salaires et autres avantages faramineux à ses hauts cadres. En ce sens, il s'agit maintenant d'une entreprise comme une autre où ses étudiants, en plus d'être des clients, sont des unités de production dont le comportement ne doit pas affecter le bon fonctionnement de sa mission lucrative.

Nicolas Blackburn - Abonné, 4 décembre 2012 10 h 40

On dit ça, mais selon les classements canadiens, l'université McGill est considérée comme l'une des premières sinon la première université. En nombre de publications scientifiques, j'imagine que cela se traduit par une quantité assez importante, donc un impact non négligeable sur l'ensemble du savoir de la communauté scientifique. Disons qu'on peut dire qu'elle reste un haut lieu de savoir.

En même temps, j'écris cela et je suis en train de boire mon café dans une tasse à l'effigie de McGill. Un nuage me traverse l'esprit. Et si mon estime pour cette université n'était qu'un immense coup de marketing?

En toute sincérité, je pense qu'effectivement, l'université McGill est gérée comme une entreprise, dont l'un de ses objectifs est la mission lucrative, tout en restant un haut lieu du savoir. Est-ce mal, est-ce bien? Ça, j'ai de la misère à me prononcer là-dessus.

Martin Girard - Inscrit, 4 décembre 2012 16 h 02
N'oubliez pas que l'université McGill est l'une des plus subventionnées par les gouvernements et par ses anciens membres. L'entreprise privée fonctionne d'ailleurs bien quand vous lui fournissez de l'argent.

THE GAZETTE : Funding front and centre at McGill's mini-summit on education – Tuesday, December 4, 2012



Photograph by: Dave Sidaway, The Gazette
The Post-Graduate Students' Society of McGill organized a pre-summit this week to explore the issues that will be debated at Quebec's Summit on Higher Education

By Karen Seidman, GAZETTE universities reporter
MONTREAL - Who should pay for university financing?

It was the question that divided Quebec all last semester as students marched through the streets protesting against tuition increases, and it is as polarizing a question as ever judging by the mini-summit held at McGill University over the last two days.

On the bright side, even the opposing forces of students and university administrators did find some common ground as they debated the prickly issue of tuition fees and university financing, agreeing that governments should pay most of the cost and that postgraduate students should get more financial support. There was even a recurring theme that financial barriers

aren't the only issue, and that sometimes social issues can affect accessibility as well.

McGill principal and vice-chancellor Heather Munroe-Blum, sitting on a panel with student and professor representatives, said while she agrees governments should pay "the lion's share," there is a hitch.

"Then one has to look at the ability of the government to pay, and here we have a problem in Quebec," she said, noting that Quebec is the top provincial employer of all Canadian provinces, Quebecers pay the highest taxes and we have the highest per capita gross debt of any province.

The Post-Graduate Students' Society of McGill organized a pre-summit this week to explore the issues that will be debated at Quebec's Summit on Higher Education, and if the community at McGill is indicative, it seems clear Quebec has a lot of work to do if any kind of consensus is to be reached.

Robin Reid-Fraser, vice-president of external affairs for the Student Society of McGill University, argued that higher tuition fees affect accessibility and said studies may not always show it, but fear of incurring debt definitely keeps people out of university, especially in an unstable economy.

But a flat rate of low tuition creates an inequity, argued John Galaty, past president of the McGill Association of University Teachers. "What the present tuition system represents is a massive benefit to those families that are more wealthy," he said. "The examples we have don't suggest that very, very low tuition, or no tuition, produces a very excellent educational system."

Munroe-Blum said that in addition to governments, the rest of the costs should be shared by students and families, universities and employers.

"Students and families are already doing their fair share," said Mariève Isabel, a graduate student and member of PGSS.

Munroe-Blum said she disagrees, although she stressed that qualified students who can't afford to pay should be fully supported and low-income taxpayers who are already supporting the system shouldn't pay more.

Organizer Jonathan Mooney, president of the PGSS, said it is encouraging to see some common ground.

"I liked that the principal acknowledged that there's a squeeze on middle-class families," he said. "That's building a bridge between people, especially coming out of last year (and the tuition protests)."

Isabel was pleased to see Munroe-Blum acknowledge more support is needed for graduate students, but that's a long way from bridging the rift between those who want a tuition freeze and those who support tuition increases — something the Quebec government is trying to do with its summit.

Munroe-Blum said there are definitely challenges in trying to create a diversified revenue source and still have the government provide the dominant share.

"If we had a government that could afford to pay for quality and accessibility, we wouldn't be having these debates," she said. "The fact is we don't."

LE NOUVELLISTE : Grève étudiante: l'ASSÉ dresse un bilan exemplaire - Publié le Lundi 03 décembre 2012 à 07h49 | Mis à jour le jeudi 06 décembre 2012 à 11h23

Selon Jérémie Bédard-Wien, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), les manifestations du printemps n'ont pas eu lieu en vain.

Marie-Michèle Sioui, La Presse Canadienne, Trois-Rivières

Près de 200 délégués de 70 associations étudiantes étaient réunis cette fin de semaine dans le cadre du Rassemblement national étudiant afin de faire le point sur la grève printanière, dont on peut tirer un «bilan exemplaire», selon le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), Jérémie Bédard-Wien.

Signe que le «combat» n'est pas terminé, les associations étudiantes se sont de plus données rendez-vous lors d'une manifestation nationale qui aura lieu lors du Sommet sur l'éducation postsecondaire en février prochain. Les associations nationales - ASSÉ, FEUQ, FECQ et TACEQ - y ont assisté à titre d'observateurs.

Participation populaire, combativité, votes pour reconduire la grève semaine après semaine, démocratie directe participative: les moyens et les attitudes privilégiées pendant la grève ont permis aux étudiants de «triompher», de «vaincre la hausse des frais de scolarité et la loi 78», a résumé M. Bédard-Wien.



Surpris lorsque *La Presse Canadienne* l'a questionné sur l'évaluation des faiblesses du mouvement étudiant, le porte-parole a hésité avant d'invoquer un bilan sans faille et d'admettre que cette question n'avait pas été abordée, faute de temps.



Photo: La Presse

L'ASSE s'est montrée plus critique à l'endroit du sommet sur l'éducation supérieure à venir, et dont les premières rencontres préparatoires ont eu lieu jeudi et vendredi.

M. Bédard-Wien a rappelé que l'association qu'il représente a « beaucoup de réserves par rapport à la forme du sommet » et qu'elle se réserve le droit de claquer la porte « si les discussions tendent vers une vision marchande de l'éducation ».

À ce sujet, il a été cinglant à l'endroit du ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne.

« Cette tendance à chercher des consensus qu'exprime autant le ministre Duchesne nous semble inquiétante », a-t-il d'abord lancé. Questionné sur l'ironie de sa déclaration - que peut chercher le ministre, si ce n'est un consensus? -, il a ensuite tenté de corriger le tir.

« Il n'y aura pas de consensus entre les associations membres de l'ASSÉ et le Conseil du patronat, qui vise à transformer les orientations fondamentales de l'éducation post-secondaire au Québec pour les arrimer au marché et à des critères d'évaluation marchands », a-t-il repris.

« Nos positions ne sont peut-être pas irréconciliables, mais elles font état de deux visions très différentes. Autour de la table, lors des rencontres préparatoires de jeudi et vendredi, on s'est rendu compte qu'il sera difficile de trouver des consensus. »

Jérémy Bédard-Wien a cependant dit avoir observé un changement positif au cours des échanges. « Le ton a changé. Le sommet de cette année est très différent des sommets bidons du gouvernement libéral. On nous laisse l'espace pour parler de nos revendications, pour l'instant du moins », a-t-il lancé, prudent.

Il a par ailleurs promis que des actions à l'extérieur du sommet sur l'éducation supérieure étaient prévues.

Avec la collaboration de Gabriel Delisle

LE DEVOIR : Conflit étudiant - L'ASSE dresse un bilan « exemplaire » de la grève - Lundi 3 décembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

L'ASSE poursuit sa lutte pour la gratuité scolaire, comme en témoigne la manifestation du 22 novembre dernier, à laquelle ont participé quelques milliers d'étudiants.

La Presse canadienne

Près de 200 délégués de 60 associations étudiantes étaient réunis cette fin de semaine dans le cadre du Rassemblement national étudiant afin de faire le point sur la grève printanière, dont on peut tirer un « bilan exemplaire », selon le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), Jérémie Bédard-Wien.

Les associations nationales - ASSE, FEUQ, FECQ et TACEQ - y ont assisté à titre d'observateurs.

Participation populaire, combativité, votes pour reconduire la grève semaine après semaine, démocratie directe participative : les moyens et les attitudes privilégiées pendant la grève ont permis aux étudiants de « triompher », de « vaincre la hausse des frais de scolarité et la loi 78 », a résumé M. Bédard-Wien.

Surpris lorsque *La Presse canadienne* l'a questionné sur l'évaluation des faiblesses du mouvement étudiant, le porte-parole a hésité avant

d'évoquer un bilan sans faille et d'admettre que cette question n'avait pas été abordée, faute de temps.

Tempérant quelque peu les propos de son collègue, l'attachée de presse de l'ASSE, Valérie Plante-Lévesque, a précisé que le rassemblement n'était en fait pas l'occasion d'effectuer un bilan approfondi sur les actions du mouvement étudiant et les résultats obtenus. L'ASSE tiendra pour sa part un congrès d'orientation en mars durant lequel elle fera son propre bilan.

Mme Plante-Lévesque a par ailleurs spécifié que la judiciarisation de la grève et l'impact de la reprise des cours sur le rythme de vie des étudiants avaient été dénoncés comme des conséquences malheureuses du mouvement de mobilisation.

L'ASSE s'est montrée plus critique à l'endroit du sommet sur l'éducation supérieure à venir, et dont les premières rencontres préparatoires ont eu lieu jeudi et vendredi. M. Bédard-Wien a rappelé que l'association qu'il représente a « beaucoup de réserves par rapport à la forme du sommet » et qu'elle se réserve le droit de claquer la porte « si les discussions tendent vers une vision marchande de l'éducation ».

À ce sujet, il a été cinglant à l'endroit du ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne. « Cette tendance à chercher des consensus qu'exprime autant le ministre Duchesne nous semble inquiétante », a-t-il d'abord lancé.

Questionné sur l'ironie de sa déclaration - que peut chercher le ministre, si ce n'est un consensus? -, il a ensuite tenté de corriger le tir. « Il n'y aura pas de consensus entre les associations membres de l'ASSE et le Conseil du patronat, qui vise à transformer les orientations fondamentales de l'éducation postsecondaire au Québec pour les arrimer au marché et à des critères d'évaluation marchands », a-t-il repris.

« Nos positions ne sont peut-être pas inconciliables, mais elles font état de deux visions très différentes. Autour de la table, [lors des rencontres préparatoires de jeudi et vendredi], on s'est rendu compte qu'il sera difficile de trouver des consensus. »

Jérémy Bédard-Wien a cependant dit avoir observé un changement positif au cours des échanges. « Le ton a changé. Le sommet de cette année est très différent des sommets bidons du gouvernement libéral. On nous laisse l'espace pour parler de nos revendications, pour l'instant du moins », a-t-il lancé, prudent.

Il a par ailleurs promis que des actions à l'extérieur du Sommet sur l'éducation supérieure étaient prévues, à commencer par une manifestation pendant cette rencontre prévue en février.

Vos réactions - 9 commentaires

André Michaud - Inscrit, 3 décembre 2012 08 h 50

Exemplaire, vraiment ?

Exemplaires ces manifs de type anarchiste où on joue au chat et à la souris avec les policiers dans les rues de Montréal, pour ensuite envoyer la facture de plusieurs dizaines de millions aux citoyens qui payent déjà 80% de leurs études? oui c'est un exemple ..de ce qu'il ne faut pas faire si on respecte ses concitoyens

Alexis Lamy-Théberge - Abonné, 3 décembre 2012 11 h 13

Encore là? Combien de manifs avez-vous vues?

200 000 étudiants qui marchent en souriant, sans même une vitre cassée, c'est du vrai anarchisme, au sens noble toutefois, de l'«ordre sans le pouvoir».

C'est aussi la preuve d'une préoccupation pour certains idéaux sociaux, donc d'un respect pour les concitoyens qui ne se retrouve pas dans la

mentalité de contribuable suffisant que vous nous régurgitez.

Jean-Francois Garneau - Inscrit, 3 décembre 2012 09 h 23

Citation qui en dit long

« Cette tendance à chercher des consensus qu'exprime autant le ministre Duchesne nous semble inquiétante »...

Mais bien sûr. Quand notre objectif n'est pas de trouver une solution, mais plutôt d'avoir raison.

André Michaud – Inscrit, 3 décembre 2012 18 h 02
 Vous avez tout compris sur l'asse.
 Jean-Francois Garneau – Inscrit, 4 décembre 2012 04 h 02
 Oui en gardant le débat sur "le combat", les "revendications", et un "bilan sans faille" du "printemps érable", les étudiants de l'asse ont totalement évacué toute notion "d'éducation". Pour être étudiant, encore faut-il étudier. Et si les pays de l'europe du nord proposant la quasi-gratuité scolaire sont souvent cités en exemple, on a ici, de façon détestable, évacué la notion de "réussite" et "d'effort" de notre discours "revendicateur".
 Puisque si dans un certain nombre de pays on "paye les étudiants pour étudier", il faut aussi souligner que celà est au mérite, et que cette "paye" est en fait un prêt du gouvernement
 En se cantonnant dans des carcans idéologiques ("la marchandisation du savoir") plutôt que dans une quête d'effort et surtout d'excellence, les étudiants ne font que ramener le débat dans les stéréotypes du passé, plutôt que dans un discours d'avenir.
 En effet il vaut convaincre les citoyens, pas leur imposer de force ce qu'ils ne veulent pas ou sinon bouder.

Roland Guerre – Inscrit, 3 décembre 2012 10 h 20
 Le combat continue
 Les questions posées par la Classe demeurent. L'ASSE doit poursuivre un combat difficile, pour peser sur la politique universitaire, faire avancer ses revendications, en particulier pour la gratuité (dans le droit fil du protocole de l'Unesco), pour faire échec à la marchandisation du savoir. Le printemps érable a souligné les problèmes du Québec, dont la Classe, les citoyens s'emparent. Les semailles sont achevées. Etudiants, citoyens doivent veiller à la croissance des jeunes pousses, nourries par la fumure du 4 septembre. Les jeunes participants du printemps érable verront se lever, selon l'approche de Jaurès, de nouveaux soleils.
 Francois Gougeon – Inscrit, 3 décembre 2012 12 h 10
 Pourriez-vous me dire ce que vous entendez par marchandisation de l'éducation?
 Alexis Lamy-Théberge – Abonné, 3 décembre 2012 11 h 08
 Manque de nuance du constat

J'approuve les positions de l'ASSE, mais dans ce cas-ci j'aurais apprécié que les délégués procèdent à certaines autocritiques, à tout le moins pour condamner la situation dans laquelle le mouvement de grève a plongé de nombreux établissements.
 Certes, l'ASSE n'a pas tous les torts, loin de là, mais la tension malsaine qui régnait entre les rouges et les verts sur les terrains des établissements d'enseignement aurait dû être combattue plus vigoureusement. C'est un dommage collatéral qu'on ne peut marginaliser. Ce serait aussi plus honnête que l'habitude libérale de nier toute faute.
 Autrement, pour la recherche du «consensus», je comprends la méfiance, mais ça ne veut évidemment pas dire que l'ASSE doit rédiger seule les recommandations découlant du Sommet. Le travail politique en est un de persuasion, pas seulement de guerre de tranchés, et ça ne servirait pas la démocratie de s'emmurer dans des positions qui prétendent sauver le peuple sans parvenir à avoir son assentiment.
 André Michaud – Inscrit, 3 décembre 2012 18 h 05

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Selon l'ASSÉ : La solidarité a eu raison de la loi 78 - Publié le dimanche 02 décembre 2012, 19H31 | Mise à jour: dimanche 02 décembre 2012, 19H43



Photo Agence QMI / Archives
 Des milliers de manifestants s'étaient rassemblés afin de protester contre la hausse des frais de scolarité et la loi 78, dans le cadre de la 100e manifestation nocturne, à Montréal, le mercredi 1er août 2012

Agence QMI
TROIS-RIVIÈRES – Le Rassemblement national étudiant qui s'est déroulé en fin de semaine à Trois-Rivières a permis aux 60 associations étudiantes participantes de dresser un bilan positif du «printemps érable» et de déterminer leur stratégie concernant le Sommet sur l'enseignement supérieur, qui doit avoir lieu en février 2013.

Près de 200 délégués d'une soixantaine d'associations étudiantes se sont rendus à l'Université du Québec à Trois-Rivières pour participer à la deuxième édition de ce rassemblement étalé sur deux jours qui avait pour objectif notamment de faire le point sur la grève étudiante du printemps.
 «Grâce à la collaboration des associations étudiantes locales, nous avons réussi à vaincre la loi 78 et la hausse des frais de scolarité, et avons atteint l'essence des objectifs de la grève étudiante», a dit Jérémie Bédard-Wien, porte-parole de l'Association pour une Solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).
 Le rassemblement a aussi permis aux étudiants de parler de l'action de mobilisation en vue du Sommet sur l'enseignement supérieur, prévu pour février 2013, qui soulève une certaine méfiance au sein du mouvement étudiant.
 Quatre rencontres préparatoires entre les divers intervenants qui participeront au sommet – associations étudiantes, syndicats de professeurs, recteurs et députés – ont déjà été fixées par le gouvernement. La première a eu lieu jeudi.
 L'ASSÉ déplore toutefois la rapidité avec laquelle le gouvernement semble vouloir s'acquitter de la tâche de réaliser cet événement et souhaite augmenter le temps de préparation.
 «On parle d'éducation depuis 40 ans au Québec, nous aimerions avoir un débat plus étalé sur la question, a dit M. Bédard-Wien. L'ASSÉ revendique des états généraux sur l'éducation. Nous voulons aussi que les trois autres rencontres soient reportées en janvier.»
 L'ASSÉ déplore également la présence de certains acteurs économiques – le conseil du Patronat et les chambres de commerce – qui ont selon M. Bédard-Wien ont une vision arrêtée sur l'éducation.

[Afficher 39 commentaires \(Montréal\)](#)

CYBERPRESSE / JOURNALMÉTRO: L'ASSÉ dresse un bilan positif de la grève étudiante - Publié le dimanche 02 décembre 2012 à 17h30 | Mis à jour le jeudi 06 décembre 2012 à 11h21 / Mise à jour: dimanche 2 décembre 2012 | 19:59

Marie-Michèle Sioui, La Presse Canadienne, Montreal
 Près de 200 délégués de 60 associations étudiantes étaient réunis cette fin de semaine dans le cadre du Rassemblement national étudiant afin de faire le point sur la grève printanière, dont on peut tirer un «bilan exemplaire», selon le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), Jérémie Bédard-Wien.
 Les associations nationales - ASSÉ, FEUQ, FECQ et TACEQ - y ont assisté à titre d'observateurs.
 Participation populaire, combativité, votes pour reconduire la grève semaine après semaine, démocratie directe participative: les moyens et les attitudes privilégiées pendant la grève ont permis aux étudiants de «triompher», de «vaincre la hausse des frais de scolarité et la loi 78», a résumé M. Bédard-Wien.
 Surpris lorsque La Presse Canadienne l'a questionné sur l'évaluation des faiblesses du mouvement étudiant, le porte-parole a hésité avant d'invo-

quer un bilan sans faille et d'admettre que cette question n'avait pas été abordée, faute de temps.
 Tempérant quelque peu les propos de son collègue, l'attachée de presse de l'ASSÉ, Valérie Plante-Lévesque a précisé que le rassemblement n'était en fait pas l'occasion d'effectuer un bilan approfondi sur les actions du mouvement étudiant et les résultats obtenus. L'ASSÉ tiendra pour sa part un congrès d'orientation en mars durant lequel elle fera son propre bilan.
 Mme Plante-Lévesque a par ailleurs spécifié que la judiciarisation de la grève et l'impact de la reprise des cours sur le rythme de vie des étudiants avaient été dénoncés comme des conséquences malheureuses du mouvement de mobilisation.
 L'ASSÉ s'est montrée plus critique à l'endroit du sommet sur l'éducation supérieure à venir, et dont les premières rencontres préparatoires ont eu lieu jeudi et vendredi.
 M. Bédard-Wien a rappelé que l'association qu'il représente a «beaucoup de réserves par rapport à la forme du sommet» et qu'elle se réserve le



droit de claquer la porte «si les discussions tendent vers une vision marchande de l'éducation».



Photo: Olivier Pontbriand, La Presse

Le porte-parole de l'ASSÉ a promis que des actions à l'extérieur du sommet sur l'éducation supérieure étaient dans les plans, à commencer par une manifestation pendant cette rencontre prévue en février.

À ce sujet, il a été cinglant à l'endroit du ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne.

«Cette tendance à chercher des consensus qu'exprime autant le ministre Duchesne nous semble inquiétante», a-t-il d'abord lancé. Questionné sur l'ironie de sa déclaration - que peut chercher le ministre, si ce n'est un consensus? -, il a ensuite tenté de corriger le tir.

«Il n'y aura pas de consensus entre les associations membres de l'ASSÉ et le Conseil du patronat, qui vise à transformer les orientations fondamentales de l'éducation post-secondaire au Québec pour les arrimer au marché et à des critères d'évaluation marchands», a-t-il repris.

«Nos positions ne sont peut-être pas irréconciliables, mais elles font état de deux visions très différentes. Autour de la table, lors des rencontres préparatoires de jeudi et vendredi, on s'est rendu compte qu'il sera difficile de trouver des consensus.»

Jérémy Bédard-Wien a cependant dit avoir observé un changement positif au cours des échanges.

«Le ton a changé. Le sommet de cette année est très différent des sommets bidons du gouvernement libéral. On nous laisse l'espace pour parler de nos revendications, pour l'instant du moins», a-t-il lancé, prudent.

Il a par ailleurs promis que des actions à l'extérieur du sommet sur l'éducation supérieure étaient dans les plans, à commencer par une manifestation pendant cette rencontre prévue en février.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Trois-Rivières : Une soixantaine d'associations étudiantes attendues - Publié le: samedi 01 décembre 2012, 13H30 | Mise à jour: samedi 01 décembre 2012, 13H44

Agence QMI

TROIS-RIVIÈRES – Près de 200 délégués de plus d'une soixantaine d'associations étudiantes étaient attendus samedi à l'occasion de la deuxième édition du Rassemblement national étudiant (RNE).

Le rassemblement se tiendra toute la fin de semaine à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Le RNE veut donner l'occasion au mouvement étudiant de faire le point sur la grève du printemps dernier. Les étudiants veulent également

établir une stratégie commune en vue du Sommet sur l'enseignement supérieur.

«La démarche s'inscrit dans la continuité du premier RNE, qui a permis de poser les fondations de la collaboration du mouvement étudiant dans le cadre de la grève générale illimitée», a dit Jérémy Bédard-Wien, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

Des membres de l'ASSÉ et de la Fédération étudiante universitaire du Québec, notamment, participaient à ce rassemblement.

[Afficher 53 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 3 commentaires \(Québec\)](#)

Gilles Laplante 1 commentaire masqué

Qui va payer? Les travailleurs syndiqués?

12/01/2012 04:55 PM

Daniel_Boi 1 commentaire masqué

quel perte de temps et d'énergie

12/01/2012 03:39 PM

louko 1 commentaire masqué

Pas capable d'appliquer la loi, ça vaut pas cher,.....

12/01/2012 03:15 PM

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Rimouski : les étudiants du cégep votent pour la désaffiliation de la FECQ - Mise à jour le vendredi 30 novembre 2012 à 18 h 50 HNE



Vote des étudiants du Cégep de Rimouski sur la désaffiliation à la Fédération étudiante collégiale du Québec.

Les étudiants du cégep de Rimouski se prononcent contre le maintien de l'affiliation avec la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) dans une proportion de 66,6 %.

Quelque 455 étudiants sur 2100 ont participé au référendum organisé par l'Association générale des étudiants du Cégep de Rimouski (AGECR), soit 21 % des étudiants. Seulement 11 votes ont été annulés et 6 autres ont été jugés non valides. Le vote s'est tenu de mercredi à vendredi.

Le président de l'association étudiante, Virgile Beaudoin, favorable à la désaffiliation, est satisfait des résultats. La présidente de la FECQ, Élianne Laberge, prend acte des résultats et accepte le verdict. « La Fédération reste la même », assure Mme Laberge.

Vidéo : Le Cégep de Rimouski dit non à la Fédération collégiale étudiante du Québec

Pour Mme Laberge, les processus d'adhésion ou de désaffiliation des associations étudiantes font partie de la réalité de la Fédération. Tout cela, selon Mme Laberge, ne remet pas en question les fondements et la raison d'être de la Fédération.

LA PRESSE : La révolte étudiante en mots - Publié le vendredi 30 novembre 2012 à 11h55 | Mis à jour le jeudi 06 décembre 2012 à 11h12



Josée Lapointe, La Presse

Un autre livre sur la crise sociale du printemps dernier vient d'être publié. À mi-chemin entre l'essai et le pamphlet, le *Dictionnaire de la révolte étudiante* (éditions Tête première) est un objet unique, qu'on lit à petites

doises pour se rappeler les événements qui ont secoué le Québec il y a quelques mois.

Carré rouge, Anarchopanda, Négociations, Slogan, Casseroles, Se faire passer un Victoriaville, tout le lexique de ces mois bruyants y est énuméré avec des définitions qui oscillent entre l'ironie, la sociologie, l'analyse étymologique, la politique, l'indignation et la mauvaise foi.

Préfacé par Guy Rocher - qui conseille d'en faire une lecture en ordre alphabétique -, l'ouvrage est rédigé par une centaine de personnes de divers milieux: les journalistes de *La Presse* Marc Cassivi, Rima Elkouri et Jean-Christophe Laurence, le cinéaste Bernard Émond, les auteurs Stéphane Dompierre et Louis Hamelin, des acteurs de la grève comme Gabriel Nadeau-Dubois et Martine Desjardins, des médecins, sociologues, philosophes, professeurs, comédiens, qui jettent un regard de biais sur des événements qu'on n'a pas fini d'analyser.



RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC: Cégep de Rimouski : début du vote sur la désaffiliation de la FECQ – Mise à jour le mercredi 28 novembre 2012 à 18 h 35 HNE

Vidéo : Quitter ou non la FECQ

Les 2700 étudiants du Cégep de Rimouski décideront au cours des trois prochains jours si leur association étudiante demeurera affiliée à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Le vote se déroule toutefois dans un climat de tension et de division.

Ce référendum se tient sous fond de bisbille entre la FECQ et plusieurs associations collégiales qui souhaitent se désaffilier. La Fédération a refusé d'approuver la désaffiliation dans quatre cégeps de la province. Selon la FECQ, les membres de ces associations étudiantes n'avaient pas respecté les règlements de la Fédération.

Le vote s'étendra sur trois jours à Rimouski, mais la campagne référendaire a été lancée la semaine dernière, précise le président de l'Association générale étudiante du Cégep de Rimouski, Virgile Beaudoin. « C'était une campagne référendaire où les deux camps pouvaient parler aux étudiants des différentes options et de ce qu'il allait se passer, dans un cas comme dans l'autre », explique M. Beaudoin.

Pour certains étudiants, la FECQ demeure une fédération efficace et capable de mobiliser les étudiants. La Fédération, rappellent ces étudiants, c'est 80 000 membres et un interlocuteur reconnu par le gouvernement. « Ce n'est pas en restant seul, selon moi, qu'on peut arriver à

avoir un poids et tenir une discussion », commente une étudiante.

D'autres critiquent son manque de transparence. « Si on devient indépendants, il y a beaucoup d'avantages qui se rattachent à ça. On va pouvoir mieux gérer nos décisions, mieux gérer notre argent. En ce moment, il y a 14 000 \$ par année qui sont remis à la FECQ », fait valoir un partisan de la désaffiliation.

La parole est donc donnée aux étudiants de Rimouski à l'occasion de ce référendum. Ce n'est toutefois qu'une fois le vote terminé que la FECQ statuera sur la validité du processus.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Une centaine d'étudiants de l'UdeM réclament la démission du recteur – Mise à jour le mardi 27 novembre 2012 à 16 h 09 HNE



Intervention policière à l'intérieur de l'Université de Montréal le 28 août

Une centaine d'étudiants de l'Université de Montréal ont manifesté mardi midi devant le pavillon Roger-Gaudry pour exiger la démission du recteur, Guy Breton.

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) lui reproche les conséquences des interventions policières qui se sont déroulées dans certains pavillons les 27 et 28 août derniers.

Ces jours-là avaient été marqués par une trentaine d'arrestations. Des policiers avaient délogé du campus des étudiants qui tentaient de perturber la rentrée scolaire.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) avait toutefois indiqué que cette opération n'était pas reliée à la loi 12 qui visait à assurer aux étudiants l'accès à leurs cours, mais était plutôt motivée par des actes criminels commis sur le campus.

Or, aucune accusation n'a jusqu'ici été déposée contre les étudiants interpellés ces jours-là, selon la secrétaire générale de la FAECUM, Mireille Mercier-Roy, qui reproche au recteur Bre-

ton d'avoir envenimé la situation en faisant appel aux policiers.

Cette fois, les policiers n'ont pas été appelés sur place. La manifestation a duré environ une heure et s'est dispersée dans le calme.

Les commentaires (8)

Envoyé par [lombroso gilberto](#) de MONTREAL, 27 novembre 2012 à 18 h 47 HNE

Une centaine d'étudiants de l'UdeM réclament la démission du recteur..Je pense qu'ils veulent Guy Larocche .lombroso

Envoyé par [Lise St-Laurent](#) de Montérégie, 27 novembre 2012 à 17 h 13 HNE

Peut-être que les étudiants avaient poussés un petit peu trop loin. Ils ont de la misère avec l'autorité, peu importe le contexte. Si la police a pu rétablir l'ordre, c'était la chose à faire pour permettre aux étudiants de se rendre à leurs cours.

Envoyé par [Reggie Lemelin](#) de Montréal, 27 novembre 2012 à 18 h 24 HNE en réponse à [Lise St-Laurent de Montérégie](#)

À l'UQAM le retour en classe s'est fait sans police.

Envoyé par [Iris Avaro](#) de Montréal, 27 novembre 2012 à 20 h 14 HNE en réponse à [Lise St-Laurent de Montérégie](#)

Et la manif d'aujourd'hui, sans police, s'est terminée dans le calme.

Envoyé par [Simon Cloutier](#) de Montréal 27 novembre 2012 à 16 h 46 HNE

Une chance que ces étudiants-es sont là. Qui peut s'opposer au grand boss?

Régler un problème politique avec la police, c'est renier le rôle fondamental de l'université, la création d'un espace de liberté. De là toute l'incompétence de ce recteur.

Envoyé par [Georges Henri](#) de Montréal, 27 novembre 2012 à 18 h 58 HNE en réponse à [Simon Cloutier de Montréal](#)

Le rôle fondamental de l'université c'est la transmission du savoir. Tu n'es pas plus libre de briser les lois à l'université qu'ailleurs. Ces étudiants qui empechaient d'autres étudiants d'aller à leurs cours vont à l'encontre du rôle fondamental de l'université.

Envoyé par [Iris Avaro](#) de Montréal, 27 novembre 2012 à 20 h 17 HNE en réponse à [Simon Cloutier de Montréal](#)

@Georges Henri de Montreal
Ces étudiants qui empechaient d'autres étudiants d'aller à leurs cours vont à l'encontre du rôle fondamental de l'université.

Vous faites passer le droit individuel devant le droit collectif. C'est votre point de vue et il est respectable, mais ce n'est pas aucunement le rôle de l'université de protéger le droit individuel à l'étude en appelant à l'intervention policière.

Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Québec, 28 novembre 2012 à 02 h 52 HNE en réponse à [Simon Cloutier de Montréal](#)

dans ce cas c'est pas un droit individuel devant le droit collectif. c'est un droit collectif des carré vert devant un autre droit collectif des carré rouge et le droit collectif des carrés rouges n'était pas reconnu comme étant supérieur au carré vert et ne leur permettait pas de faire des actes criminels et le droit collectif des carrés rouges était loin d'être justifié, ne représentait pas la majorité des étudiants quebecois, juste une minorité qui essayait par des séances de vote "organisé" de faire croire qu'ils étaient majoritaire alors qu'ils ne l'étaient pas.

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC: Rimouski : bisbille entre la FECQ et l'association étudiante de Rimouski – Mise à jour le lundi 26 novembre 2012 à 15 h 48 HNE



Éliane Labege, porte-parole de la FECQ

Le référendum organisé par les étudiants du Cégep de Rimouski sur leur désaffiliation de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a suscité une vive controverse lors du Conseil administratif de la FECQ qui s'est déroulé en fin de semaine à Rivière-du-Loup.

L'Association générale des étudiants du Cégep de Rimouski (AGECR) dénonce l'attitude du comité exécutif de la FECQ qui, selon eux, refuse clairement de reconnaître les résultats d'un référendum en faveur d'une désaffiliation.

Selon le communiqué publié par huit représentants de l'AGECR présent au Conseil administratif, la FECQ fera tout en son pouvoir, « avec ou sans contrat référendaire, pour s'assurer que les étudiants et étudiantes du Cégep de Rimouski restent affiliés ».

Selon le président de l'AGECR, Virgile Beaudoin, les dirigeants de la FECQ ont fait preuve de mépris et de manque de respect envers les étudiants du Cégep de Rimouski.

Malgré leur désir d'entamer des pourparlers avec la FECQ, les représentants de l'AGECR se sont heurtés à une attitude hostile, selon Virgile

Beaudoin. « Il n'y avait pas moyen de négocier. Il y a eu pleins, pleins, pleins d'attaques. On s'est fait montrer du doigt, on s'est fait plusieurs fois montrer la porte », raconte M. Beaudoin.

Le référendum de désaffiliation se tiendra de mercredi à vendredi. S'il s'avère positif, l'association entreprendra les démarches pour cesser le paiement de cotisation à la FECQ, même si celle-ci ne reconnaît pas le résultat.

Le Cégep de Rimouski n'est pas le seul à avoir entamé un processus de désaffiliation de la FECQ. C'est le cas aussi au cégep Granby-Haute-Yamaska. Les étudiants du Cégep d'Alma ont voté pour la désaffiliation en mai dernier. La FECQ n'a toujours pas pris en compte le résultat de ce vote. La FECQ est surtout critiquée pour son manque de transparence et son processus démocratique qualifié de « déficient ».

Hausse de cotisation

La FECQ voudrait aussi doubler ses cotisations actuellement fixée à 2.50 \$ par année, par étudiant. À Baie-Comeau, les étudiants ont accepté en assemblée générale de payer dorénavant 5 \$. Ils ont également fait passer de 20 \$ à 25 \$ par session la cotisation à leur association locale.

Le vice-président aux affaires externes de l'association étudiante du Cégep de Baie-Comeau, Vincent Larin, croit que la FECQ pourra leur offrir plus de jours de soutien. La cotisation à la Fédération est la même depuis longtemps, souligne M. Larin. « On est un cégep en région, ils ont besoin de se déplacer, ils ont besoin de moyens financiers pour le faire », explique le responsable étudiant. La hausse de cotisation était prévue avant même la grève, précise M. Larin.

La hausse de cotisation à la FECQ pourrait être entérinée officiellement à la session d'hiver. L'association étudiante du Cégep de Sept-Îles ne s'est pas encore prononcée officiellement à ce sujet. Celle de Gaspé se prononcera mercredi midi.

Les commentaires (5)

Envoyé par [Yoland Gingras](#) de Sept-îles, 27 novembre 2012 à 09 h 09 HNE

non à la marchandisation des assemblées étudiantes qui devraient être libre de toute cotisation car elle brime le droit des étudiants de s'exprimer!

Envoyé par [Claude Harrison](#) de Matane, 27 novembre 2012 à 08 h 29 HNE
C'est la FECQ qui ne cessait de dire que ce serait décidé par vote démocratique et ils sont les premiers à refuser le résultat d'un vote démocratique et ils veulent doubler la cotisation des membres alors qu'ils refusent l'augmentation des frais de scolarité. Faites ce que je dit et non ce que je fait...

Envoyé par [Jo Bleu](#) de Rimouski, 27 novembre 2012 à 07 h 43 HNE

Deux poids, deux mesures!! les associations étudiantes peuvent augmenter les cotisations afin de renflouer les coffres .. mais gare au gouvernement!

Quelle hypocrisie!!
Envoyé par [Isabelle Caron](#) de Montréal, 26 novembre 2012 à 17 h 02 HNE

Je trouve ça un peu ironique qu'ils aient besoin de hausser les cotisations. Comme si ce n'était pas le même principe pour les frais étudiants.

Eux peuvent augmenter mais pas le gouvernement.

Où est la logique étudiante?

Cela dit, ce n'est pas une bonne chose de se rallier à une asso comme l'Assé qui s'est renfloué grâce aux grandes centrales étudiantes. S'ils n'avaient pas eu cette "subvention" ils devraient hausser aussi tout comme le FECQ doit le faire. Tout a un prix soudainement. Ils viennent de le réaliser. Une grève, ça coûte cher. Tout comme l'éducation. Si seulement ils avaient utilisé ces sommes pour aider les étudiants moins bien nantis, tout ce cirque n'aurait pas eu lieu.

Envoyé par [Paul-André Landry](#) de Rimouski, 26 novembre 2012 à 21 h 01 HNE en réponse à [Isabelle Caron de Montréal](#)

Il est question ici du mépris et de l'intimidation dont fait preuve la FECQ à l'endroit de c'est membre. Oui, c'est tout de même ironique de constater que cette organisation use de tactiques similaires à celles qu'elle a dénoncé de la pars du gouvernement ce printemps.

EN passant, c'est la FECQ qui à eu recours à du soutiens Syndical tel que mentionné cette fin de semaine! (d'ailleurs, il est où le lien avec l'ASSÉ ici?)

LA PRESSE : Crise financière à la FECQ: Léo Bureau-Blouin réagit - Publié le dimanche 25 novembre 2012 à 18h30



Photo: Ivanoh Demers, La Presse

«J'ai fait le choix d'adopter une attitude modérée et ça, ça embête plusieurs représentants étudiants qui étaient un peu plus radicaux», reconnaît Léo Bureau-Blouin.

Ewan Sauves, La Presse

La crise financière qui affecte la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) était prévisible, compte tenu de l'ampleur qu'a pris le conflit étudiant. La cause en valait toutefois la peine, a affirmé son ancien président, le député de Laval-des-Rapides Léo Bureau-Blouin.

«Je pense que les gens nous en auraient voulu, si pour des raisons financières, on avait com-

promis des interventions publiques ou des manifestations, a indiqué Léo Bureau-Blouin. On a fait le choix de dire: "Cette cause-là est tellement importante, que ça vaut la peine d'aller jusqu'au bout".»

La FECQ est critiquée de tous bords par des étudiants depuis la [publication d'une lettre ouverte samedi](#). Elle aurait manqué de transparence, de démocratie et de respect lors de ses rassemblements le printemps dernier, en plus d'avoir gardé confidentiels plusieurs documents financiers.

«La crise qui frappe actuellement la FECQ est le fruit d'une dynamique interne malsaine», peut-on lire dans la lettre rédigée par une trentaine de membres d'associations étudiantes collégiales.

Selon l'ex-président, la fédération a toujours agi selon les règles. «On a toujours été dans l'intérêt de la population étudiante, mais j'ai fait le choix d'adopter une attitude modérée et ça, ça embête plusieurs représentants étudiants qui étaient un peu plus radicaux», reconnaît Léo Bureau-Blouin.

Le message fait mention, entre autres, d'une assemblée en janvier dernier, où «les représen-

tants d'un journal étudiant d'une association membre (de la FECQ) ont été expulsés par le congrès en complète violation des règlements».

L'ex-président se dit «déçu» de lire ce genre de commentaires, indiquant que cette réunion s'était déroulée à huis clos. «Ça m'a un peu déçu de voir certains étudiants utiliser des raccourcis pour avancer leur point», a déploré M. Bureau-Blouin.

Il ajoute que lorsqu'on fait de la politique, à l'Assemblée nationale comme dans les collèges, il faut faire être prêt à faire des «compromis difficiles».

«Lorsque j'étais président, certains me reprochaient de ne pas diffuser sur Internet certains dossiers stratégiques, certains plans d'action. Mais imaginez si, par exemple, un parti politique mettait en ligne toute sa stratégie électorale?» lance le jeune député.

La politique, c'est aussi de la stratégie, rappelle-t-il. «Il y a certains éléments qu'on ne veut pas que les adversaires politiques connaissent. Ça compromet la mission de l'organisation sinon.»

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : La FECQ : «Gangrenée», selon des associations étudiantes - Publié le: samedi 24 novembre 2012, 19H14 | Mise à jour: samedi 24 novembre 2012, 19H36



Photo Agence QMI / Archives

Éliane Laberge, présidente de la FECQ

Frédérique Léger-Provost / Agence QMI

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) est vivement critiquée par d'actuels et anciens membres de certaines associations étudiantes collégiales, dans une lettre ouverte envoyée aux médias récemment.

Selon la trentaine de signataires de la lettre, qui proviennent entre autres des cégeps de Jonquières, Shawinigan, Rivière-du-Loup, Saint-Hyacinthe et Trois-Rivières, la FECQ traverserait même une crise.

Ils affirment que «la crise qui frappe actuellement la FECQ est le fruit d'une dynamique interne malsaine résultant d'un profond manque de transparence, d'une valorisation très déficiente de la démocratie et d'un manque flagrant de respect pour les décisions prises démocratiquement par le congrès ou une association étudiante membre».

Une vague de désaffiliation affecte d'ailleurs la FECQ depuis quelques mois. D'autres votes de désaffiliation seront tenus prochainement par quatre associations.

À ce sujet, Vincent-Olivier Bastien, vice-président de la FECQ, qui a pris connaissance de la lettre ouverte samedi matin, note que les processus d'affiliation et de désaffiliation sont courants et que la fédération respecte les choix des assemblées. «C'est évident que ça a brassé un peu plus

dans les derniers mois, mais ça demeure un procédé démocratique habituel!», a-t-il affirmé.

Les reproches à l'endroit de la FECQ concernent notamment le plan d'action de la grève générale du printemps dernier. Les protestataires notent que «jamais, la fédération n'a incité les associations membres à consulter les assemblées à savoir si celles-ci étaient prêtes à envisager le principe d'une grève générale».

Certaines associations auraient quand même consulté leurs assemblées, en se faisant dire par l'exécutif national qu'il était beaucoup trop tôt pour parler de grève. «Pourtant, un plan d'action confidentiel a été adopté en janvier prévoyant le recours au débrayage à la mi-mars», ont écrit les signataires.

De son côté, M. Bastien affirme que le plan d'action n'a jamais été confidentiel. Selon lui, il était clair pour les associations membres de la FECQ que la grève générale faisait partie «d'une échelle de moyens de pression» potentiels. «Ça a été discuté en janvier. Certains signataires de la lettre n'ont même jamais participé aux congrès

de la FECQ», a dit M. Bastien, qui croit qu'il s'agit d'une erreur d'interprétation de leur part. M. Bastien soutient que la FECQ n'est pas une fédération vouée à la grève, mais bien à offrir des services à ses membres. Elle n'a pas lancé d'appel à la grève et a attendu que ses membres s'expriment en faveur du débrayage dans les assemblées pour les représenter en ce sens.

Afficher 11 commentaires (Québec)

BikerQc 1 commentaire masqué

Le FECQ est dans sa totalité une inutilité.

11/25/2012 09:50 AM

Guy7500 1 commentaire masqué

Ils se sont pris pour un syndicat et là certains ne sont pas d'accord avec cela.

11/25/2012 09:05 AM

Nicole43 1 commentaire masqué

BRAVO aux jeunes qui prennent leur avenir en mains. Ce n'est certainement pas en laissant des associations décider à leur place qu'ils vont réussir. Prenez vos décisions individuellement parce qu'au bout du compte, on est toujours seul(e) dans la défaite.

11/25/2012 08:57 AM

RogerLafontaine 1 commentaire masqué

Ce que je trouve le plus hilarant, c'est le déni du VP de la FECQ. Un vrai politicien. Pourtant, si les faits sont vrais, pourquoi essayer de le minimiser. Je félicite ceux qui dénoncent les processus non démocratiques. Le gouvernement n'a pas

tout les droits. Les associations et syndicats non plus.

11/25/2012 08:31 AM

SuiSaBoutE 1 commentaire masqué

La FECQ stune petite clique ...

11/24/2012 10:43 PM

The_Visitor 6 commentaires masqués

Il est grand temps d'interdire aux universités de prélever obligatoirement la cotisation des associations étudiantes sur la facture des étudiants.

11/24/2012 09:10 PM

Gilles Laplante 1 commentaire masqué

Vous avez parfaitement raison. Encore étudiants, leurs dirigeants s'habituent déjà à gaspiller l'argent des autres. La FECQ se met à genoux pour faire payer leur déficit par les syndicats. Ils n'ont peut-être pas tout à fait tort, étant donné que ce sont les syndicats les véritables dirigeants.

11/25/2012 09:47 AM

ADELWAIDE 4 commentaires masqués

il est temps pour vous d'aller visiter un pays où l'habit vous ferait sur mesure. Comme vous devez être mal dans votre peau dear visitor. Cela doit être stressant de porter vos lunettes et de ne jamais voir du positif chez ceux qui ne partagent pas vos idées

11/24/2012 11:11 PM

The_Visitor 1 commentaire masqué

Je suis ancien étudiant et à j'ai été obligé de payer des cotisations à des associations étudiantes sans mon consentement. De quel droit l'université peut-elle m'obliger à payer une cotisation à une association étudiante qui ne me représente pas du tout? C'est du vol.

C'est aux associations étudiantes d'aller chercher leur cotisations si, et je le dis encore SI, les étudiants veulent bien payer pour cela. Dans le cas présent, c'est pas la force que les associations étudiantes se financent. Ce sont des escrocs qui profitent des étudiants. Les présidents d'associations étudiantes se payent des salaires sur le dos des étudiants et font de la politique à nos frais. Je pense qu'il y a beaucoup de personnes qui partagent mes idées. C'est vous qui êtes déconnecté et qui croyez sans doute encore à l'idéal communiste. Allez donc en Corée en Nord. Pour ma part, je veux ma liberté.

11/25/2012 06:29 PM

squessy 1 commentaire masqué

idiot

11/25/2012 07:13 AM

unefretcapresse 1 commentaire masqué

"de ne jamais voir du positif chez ceux qui ne partagent pas vos idées"...relisez l'article et le commentaire que vous commentez...vous verrez que vous faites de l'auto-projection.

11/24/2012 11:18 PM

Afficher 1-79 de 86 commentaires (Montréal)

JOURNALMÉTRO : Plusieurs votes de désaffiliation à la FECQ - Mise à jour: samedi 24 novembre 2012 | 15:27

Par Lise Millette La Presse Canadienne

MONTRÉAL - Aux prises avec des problèmes financiers, la Fédération étudiante collégiale du Québec tiendra une série de référendums pour confirmer si les étudiants souhaitent toujours être représentés par le regroupement.

La Fédération ne se cache pas que la remise en question de la FECQ repose sur des perceptions d'étudiants qui ont pu être déçus de certaines décisions de rendre publics ou non les plans d'action et les stratégies des dirigeants.

Outre ses questions de gouvernance interne, la FECQ souhaite surtout mettre l'accent sur les services de représentation offerts à ses membres étudiants.

Vincent-Olivier Bastien, le vice-président de la FECQ, insiste pour préciser que ce genre de procédure n'est pas exceptionnel, mais s'inscrit plutôt dans une consultation démocratique.

Ce type de consultation revient, dans une certaine mesure, chaque année, et exige une participation minimale de 10 pour cent des étudiants. La FECQ compte notamment sur sa présence confirmée au Sommet de l'éducation supérieure pour convaincre ses membres de rester dans ses rangs, contrairement à d'autres organisations qui tergiversent sur la question, dont l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

«La FECQ sera présente et donc, toutes les associations pourront voir leurs voix représentées au sommet, ce qui est donc un argument de poids», souligne Vincent-Olivier Bastien.

L'ancien président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, adjoint parlementaire à la première ministre, n'a pas voulu commenter cette stratégie, formulant plutôt un souhait de large adhésion à la consultation gouvernementale qui prendra son envol, dès jeudi prochain, par une première rencontre préparatoire.

«Ce que je souhaite c'est que l'ensemble des associations étudiantes soient présentes. L'une des batailles du mouvement étudiant a été de pouvoir dialoguer avec le gouvernement et là on offre la possibilité d'être impliqué et de façonner de l'enseignement supérieur de demain».

M. Bastien souligne par ailleurs que ces dernières années, loin de fondre, les effectifs de la FECQ se sont accrus, passant de 60 000 à 80 000, avec l'arrivée des associations étudiantes des cégeps d'Ahuntsic et de Sainte-Foy.

Cette progression des effectifs est également observable au sein de l'ASSÉ l'aile radicale du mouvement étudiant. Le vice-président de la FECQ n'y voit pas une contradiction.

«L'ASSÉ a sa raison d'être autant que la FECQ mais compte à la fois des membres collégiaux et universitaires, alors que nous sommes un organisme qui représente uniquement des collégiens, alors ce n'est pas la même mentalité», mentionne-t-il.

LE DEVOIR : Vague de désaffiliation à la FECQ - La Fédération étudiante se voit notamment reprocher par des membres un manque de transparence et une culture démocratique déficiente - Samedi 24 novembre 2012

À retenir

Pour lire la [lettre ouverte envoyée aux médias](#)

Lisa-Marie Gervais

Maintes fois critiquée pour son manque de transparence et aux prises avec des problèmes financiers, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) est de nouveau dans la tourmente. Elle s'apprête à faire face à une nouvelle vague de désaffiliation, alors que des consultations sur le sujet se tiendront dans plusieurs cégeps au cours des prochains mois, a appris Le Devoir.

En effet, des votes de reconsidération de l'affiliation à la FECQ se tiendront au cégep de Rimouski (28, 29 et 30 novembre), et le cégep de Granby-Haute Yamaska lance lundi une campagne de désaffiliation. D'autres consultations devraient se tenir prochainement dans deux autres associations, soit au cégep de Chicoutimi et à l'École nationale d'aérotechnique (un campus d'Édouard-Montpetit).



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Selon la présidente de la FECQ, Éliane Laberge, les étudiants dans les associations locales ne sont pas bien informés sur ce que la FECQ peut leur offrir comme services.

Dans une [lettre ouverte envoyée aux médias](#) signée par 29 actuels et anciens membres d'associations étudiantes d'au moins une dizaine de collèges différents, on parle de « la plus

grande vague de consultation de désaffiliation dans un si court laps de temps de toute l'histoire de la fédération ». « La crise qui frappe actuellement la FECQ est le fruit d'une dynamique interne malsaine résultant d'un profond manque de transparence, d'une valorisation très déficiente de la démocratie et d'un manque flagrant de respect pour les décisions prises démocratiquement par le congrès ou une association étudiante membre », peut-on lire.

Les reproches à l'origine de ce ras-le-bol collectif envers la FECQ sont nombreux. À commencer par le manque de transparence, un problème récurrent. Les états financiers et plans de campagne sont tenus confidentiels et les délégués se plaignent de devoir approuver des budgets auxquels ils ne comprennent rien. Certains procès-verbaux contenant des décisions prises par la fédération ne seraient pas publiés depuis un an, malgré l'adoption d'une résolution obligeant à les rendre publics.

La présidente de la FECQ, Éliane Laberge, admet que la question de la transparence revient sou-

vent. « Mais c'est un débat où participent tous les membres de la FECQ. Il y a eu un appel de mémoires par rapport à la question de la confidentialité et il a été décidé que les états financiers et les plans de campagne devaient être confidentiels. On essaie de faire croire que c'est une grosse clique méchante qui prend les décisions, mais ça a été fait démocratiquement », a-t-elle dit.

Les signataires de la lettre ouverte jugent la culture démocratique « déficiente ». Ils dénoncent le fait que les orientations des plans d'action soient débattues au début de l'été et adoptées à la mi-août, alors que les campus sont déserts. Ils déplorent que les décisions soient souvent prises par l'exécutif national de la fédération et ensuite soumises aux associations locales.

Enfin, dans cette lettre coup de gueule qui dresse une longue liste de reproches, les signataires s'estiment très mal représentés. Aucune intervention publique du président de la FECQ pendant la grève, Léo Bureau-Blouin, n'a reflété un mandat adopté qui évoquait la gratuité scolaire, pas plus que la violence de l'État à l'égard des étudiants n'a été condamnée, se désolent des exécutants à qui Le Devoir a parlé. Même la proposition prônée par M. Bureau-Blouin de compenser une réduction de la hausse des droits

de scolarité en rendant moins généreux le crédit d'impôt pour les études postsecondaires ne faisait pas l'unanimité. « Elle avait été tablettée pour sauver la face à Léo, mais il l'a ressortie pendant les négos. Ça me révolte qu'il prétende parler au nom des étudiants », a dit Sean-Olivier Parent, ancien représentant externe des étudiants du cégep de Rimouski.

Autodétermination

Autre pomme de discorde entre certaines associations locales qui ont tenu des consultations pour se désaffilier et la fédération : cette dernière refuse de reconnaître l'issue du vote parce qu'elle juge que les processus de renoncement n'étaient pas conformes aux lois. C'est ainsi que les associations représentant les étudiants des cégeps André-Laurendeau, Alma, Saint-Félicien et Shawinigan (environ 7000 au total) figurent toujours sur le site Web de la FECQ et sont comptées dans ses 80 000 membres, malgré des votes de désaffiliation.

Le président de l'Association des étudiants du Cégep d'Alma, Pierre-André Lebeuf, considère que son association n'est plus membre de la FECQ depuis mai dernier, à l'issue d'un vote en assemblée générale. « Contrairement à ce que dit la FECQ, ce sont nos statuts et règlements qui ont préséance », a-t-il dit, précisant que son

association cessera de payer ses cotisations à la FECQ à l'hiver. « La FECQ envisage de doubler ses cotisations devant le gouffre financier. Elle ne veut pas reconnaître les cégeps qui se désaffilient. [...] J'appelle ça un mensonge. »

Selon Éliane Laberge, les étudiants dans les associations locales ne sont pas bien informés sur ce que la FECQ peut leur offrir comme services. « Elles suivent un processus qui n'est pas légitime. Oui, ils suivent leurs statuts, sauf que quand on est affilié à un syndicat, on adhère aux règlements généraux de cette centrale-là, c'est la même chose pour nous », a-t-elle soutenu.

Même si le processus n'est pas respecté, il est difficile d'aller à l'encontre de ce qui relève du principe internationalement reconnu de l'autodétermination des peuples, note Stéphane Beaulac, professeur de droit à l'Université de Montréal. « La forme ne doit jamais l'emporter sur le fond. C'est un adage bien ancré dans le monde juridique. Même si une procédure en place devrait être respectée à la lettre, il peut y avoir des accros quand même », a-t-il indiqué. « Ultimement, on voit mal comment on pourrait forcer une association, contre son gré, à rester à l'intérieur d'une structure fédérale. »

Vos réactions (19)

LE DEVOIR : Pour la gratuité scolaire... et plus : Quelques milliers de personnes défilent à Montréal à l'appel de l'ASSÉ - Vendredi 23 novembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
La manifestation s'est déroulée dans un calme relatif, en présence de quelques syndicats, de Québec solidaire et de policiers antiémeutes.



Photo : - Le Devoir Annik MH De Carufel



Photo : - Le Devoir Annik MH De Carufel



Photo : - Le Devoir Annik MH De Carufel

Lisa-Marie Gervais
Température clémente et carrés rouges: il y avait comme un relent de printemps jeudi dans le centre-ville de Montréal, où quelques milliers de personnes ont répondu à l'appel de

l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) à manifester pour la gratuité scolaire. Déclarée illégale dès le départ parce que le trajet n'avait pas été divulgué, la manifestation s'est déroulée dans un calme relatif, en

présence de quelques syndicats, de Québec solidaire et de policiers antiémeutes. L'ASSÉ, qui continue d'encourager la grande marche du 22 du mois, inscrivait sa démarche dans un mouvement de protestation international

contre la marchandisation de l'éducation, qui a rassemblé les étudiants de plusieurs pays, dont la Grande-Bretagne. « Nos gouvernements veulent de plus en plus arrimer l'éducation post-secondaire aux besoins du marché, alors que l'éducation post-secondaire devrait avoir des orientations humanistes de transmission de connaissances, de transmission du savoir et de développement de l'esprit critique », a déclaré Jérémie Bédard-Wien, porte-parole de l'ASSÉ. Gratuité scolaire, pour la Palestine, contre le néolibéralisme... les causes qui rassemblaient les marcheurs étaient nombreuses. Un peu trop aux yeux de certains, qui ne comprenaient pas le but de la manifestation. « Pourquoi ils manifestent... on ne le sait pas trop », a lancé un employé de Postes Canada au volant de sa voiture, en plein embouteillage. « Le message ne passe pas. » Amir Khadir, député de Québec solidaire, tient responsable de cette confusion la « propagande » orchestrée, selon lui, par le lobby des affaires et des chambres de commerce. « Mais rappelons-nous que ce mouvement revendique de manière ample le meilleur accès possible à l'éducation », a dit le député dont le parti appuie la gratuité scolaire. Il espère que le Sommet sur l'enseignement supérieur sera un « exercice sincère ». « Si on se fie au budget, on a de quoi se méfier. [...] J'en appelle à la population pour

faire pression sur le Parti québécois. Notre peuple a de meilleures attentes d'un gouvernement que de nous présenter une pâle copie de ce que les libéraux faisaient. »

Des absentes

Selon l'ASSÉ, près de 60 000 étudiants universitaires et collégiaux à travers le Québec avaient déclenché la grève pour la journée et même pour des périodes plus longues dans certains cas. Aucune des deux fédérations étudiantes collégiale et universitaire n'a emboîté le pas à l'ASSÉ dans cette manifestation, ce qui n'a pas empêché certaines des associations qu'elles représentent de voter la grève.

Les fédérations estiment que leur participation au sommet sur l'éducation, annoncé par le gouvernement de Pauline Marois, est une stratégie plus efficace pour obtenir gain de cause que de prendre la rue. L'ASSÉ, quant à elle, doit décider dimanche prochain, lors d'un congrès à Québec, si elle participera ou non au sommet.

Hormis le bruit des slogans criés et des pétards qui ont explosé et quelques actes de vandalisme perpétrés par des individus masqués, la manifestation n'a pas dégénéré. Le Service de police de la Ville de Montréal n'a effectué aucune arrestation.

Avec La Presse canadienne

Discours engagés place Émilie-Gamelin

Environ 300 personnes se sont réunies jeudi soir afin d'écouter les discours militants de personnalités proches du mouvement étudiant, l'occasion aussi de souligner le vingtième anniversaire de la place Émilie-Gamelin. L'activité était organisée par l'Action terroriste socialement responsable (ATSA), et le public a pu entendre, entre autres, Gabriel Nadeau-Dubois, Dominic Champagne, Béatrice Vaugrante ou Éric Ruel. L'ancien porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a tenu à dénoncer la corruption. « Le vrai problème, ce n'est pas que les politiciens et les entrepreneurs mangent aux mêmes tables, c'est qu'ils partagent la même notion de la politique. » Il a, au passage, écorché le nouveau maire de Montréal, Michael Applebaum, le jugeant trop libéral. Les orateurs ont aussi évoqué les thèmes de la justice sociale et de la solidarité entre les générations. Annie Roy, une des fondatrices de l'ATSA, a tenu à souligner l'importance de l'espace public dans le mouvement social. « C'est possible de vivre dans un monde où il y a plus de partage », a souligné Mme Roy.

Vos réactions (35)

THE GAZETTE : Weather, Bill 78 worked in students' favour – Friday, November 23, 2012



Photograph by: ALLEN MCINNIS
GAZETTE FILES

"We ended up with what we wanted with no concessions," says FEUQ president Martine Desjardins, flanked by former student leaders Léo Bureau-Blouin (left) and Gabriel Nadeau-Dubois at a news conference in May.

By Karen Seidman, Gazette Universities Reporter
Nov. 10, 2011, was a damp, grey day that seemed pretty ordinary for November in Montreal. Student leaders had high hopes for their first big demonstration against a tuition increase of \$1,625 over five years, but were still pleasantly surprised when 30,000 students showed up and brightened the dull day as a sea of vibrant red streamed through the streets of the downtown core.

Red banners, red tuques, red jackets — and all other colours punctuated by red felt squares. It was Montrealers' first glimpse of the tincture of a movement that would have them literally, and figuratively, seeing red for months to come.

While the demonstration unfolded peacefully as riot police watched carefully from the sidelines, it ended badly when about 20 students occupied the McGill University administration building, resulting in a tense standoff at Milton and University Sts. Tear gas was used for the first of many times by Montreal police to keep students in check.

"It was an unbelievable turnout," recalled Gabriel Nadeau-Dubois, the former spokesperson for the Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), which was regarded as one of the most radical student groups of the movement. "We would never have

believed a few months later we would have ten times that number on the streets. We really sensitized my generation to the importance of taking a position."

Indeed, a year later, students seem to have much to celebrate. On Nov. 10, at a gathering with other student representatives, Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) president Martine Desjardins shared a toast with some of them.

"We never thought we would fight till September, that there would be an election about our fight or that we'd now be preparing for a summit," Desjardins said, acknowledging students had been asking for an Estates General since 2007. "We ended up with what we wanted with no concessions."

McGill law professor Daniel Weinstock said if you had told students a year ago that former Liberal leader Jean Charest would be an ex-politician, tuition would be frozen and the government would be holding a high-profile Summit on Higher Education, "it would have been dreaming in Technicolor for even the most optimistic student leaders."

So how did it happen that students seemed to get everything they wanted while the Liberals got the boot and universities face a shortfall of about \$160 million over two years from cancelled tuition increases and expenses incurred from the boycotts?

Alex Usher, president of the Toronto-based consultancy Higher Education Strategy Associates, thinks he knows how it happened: "It seems deeply weird to me that the institutions didn't argue their case harder," he said, especially because the Liberals were already discredited with charges of corruption and polls showed people understood the merits of increasing tuition.

"How they could fumble the ball that badly on that one is beyond me," Usher said. "The students won beyond their wildest dreams."

Daniel Zizian, director general of the Conference of Rectors and Principals of Quebec Universities (CREPUQ), said universities "did the best we could under the circumstances."

In addition to universities dropping the ball, Usher believes student organizers benefited from

savvy skills — and a little luck. Namely, the weather.

As a protesting Quebec student himself during the 1990s, Usher said the mobilization back then didn't compare with the past year, and it was at least in part because the winter was a lot colder.

"If it had been minus-20 Celsius in February instead of 5C, it would have been harder to get momentum," he said.

The other stroke of luck for students, according to Usher, was Charest's refusal to call an election after Victoriaville, when the suddenly stormy student protest movement showed up for the Liberal convention on May 4, resulting in a violent standoff with provincial police.

"That was the moment where students briefly overstepped, there was violence and Charest could have gone to the polls," Usher said. "Tuition fees are essentially untouchable now for five, maybe 10 years. ... Tactically, the students were miles ahead of the government."

To Nadeau-Dubois, the government "critically underestimated" the students: "Our convictions, our sense of sacrifice, our collective determination."

When student associations began to actually vote to "strike," or boycott classes on Feb. 14, it was expected to go on for about a week. Maybe, Desjardins thought, there would be a few weeks of boycotts as in past protests.

"The goal is never to have the biggest strike, it's to solve the problem," said Éliane Laberge, president of the Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

But it dragged on. Week after week, students voted to continue their strike, with more than 150,00 boycotting classes for as long as 15 weeks. Protests became more frequent, bridges were blocked, access to targeted buildings was blocked, there were smoke bombs in the métro and reports of police brutality.

"There was a feeling the government didn't want to solve the problem, so maybe we needed to be more intense or radical," Laberge said.

FECQ was headed then by a young college student who always made efforts to discourage any kind of violence, but who was firm in his convictions. Léo Bureau-Blouin made such an impression he was courted by the PQ and easily won his



riding on election night, becoming the youngest serving MNA in Quebec. He is one of the organizers of the Summit on Higher Education and sat beside Premier Pauline Marois at its launch. Nadeau-Dubois, on the other hand, became the face of the "radicals" who were provoking the fight — and he was recently found guilty of contempt of court by Quebec Superior Court Justice Denis Jacques for urging protesters to continue with pickets despite an injunction granted to a fine arts student allowing him to return to classes. He plans to appeal the decision and maintains he did nothing wrong, saying his case is just the tip of the iceberg because there are 3,000 students still facing legal consequences. "I am proud of what we did collectively and my contribution," he said. No one thought the protest would spark a controversial special law, Bill 78, to try to force students back to class on May 16, after three months of boycotts and unrest. No one thought it would bring the Casseroles, clanging their pots in

the streets as the social unrest broadened and the protests went on night after night. No one thought the students would maintain their resolve, that it would actually take the election of a new party — a party whose leader had sported a red square for much of the spring — to finally bring social peace back to campuses and neighbourhoods of Montreal. By most accounts, students didn't just "win" a tuition freeze — they showed what a vigilant citizenry can accomplish. Heck, they even put the idea of free tuition back on the table. "When I was protesting back in the '90s, we wanted fully funded education, but no one dared say it," CEGEP teacher Julien Villeneuve said. Free tuition was the focus this week as about 40,000 members of ASSÉ (the former CLASSE, which temporarily formed a coalition for the duration of the movement) boycotted classes on Nov. 22 to support the International Student Movement's push for free education. "This is the next chapter of our struggle," spokesperson Jérémie Bédard-Wien said. And it

seems to be taking off: ASSÉ has brought in about 25,000 new members and said there is growing support for free tuition. Gerry Sklavounos, higher education critic for the Liberals, said he believes the PQ has encouraged this movement. "They showed they're willing to give in to protests and have now painted themselves into a corner," he said. He wants to provide students here with the best education possible, but doesn't believe free tuition is the way to go. "A freeze or even indexation to the cost of living, which would be about two per cent, would be insufficient," he said. "Most universities put the salary increases that they budget yearly at around four to five per cent." But Nadeau-Dubois said free tuition is the way to go and believes everyone who branded him a radical has it wrong. "I think it's a very moderate position to defend accessibility," he said. "The position of the Liberal government to increase tuition by 75 per cent was radical."

LA PRESSE : Bureau-Blouin parle du Printemps érable aux députés français - Publié le jeudi 22 novembre 2012 à 18h32

Michel Dolbec, La Presse Canadienne
Le jeune député Léo Bureau-Blouin est en visite à Paris pour la première fois depuis son élection. Vendredi, il sera à l'Assemblée nationale pour une conférence-débat sur «le sens de l'engagement» et le passage du syndicalisme étudiant à la politique nationale. Pendant le «Printemps érable», puis lorsqu'il est devenu le plus jeune député de l'histoire du Québec, l'ancien président de la Fédération étudiante collégiale du Québec a eu droit à

quelques portraits élogieux dans la presse française. À l'Assemblée nationale française, l'adjoint parlementaire de la première ministre Pauline Marois pour les dossiers jeunesse expliquera comment on passe du militantisme étudiant à l'arène politique. La rencontre a été organisée par le Comité d'action politique France-Québec, qui regroupe les organisations de jeunesse des partis représentés à l'Assemblée nationale. Pour ce débat, le comité a réuni des élus français qui ont connu un par-

cours semblable. Parmi eux, le sénateur David Assouline, ancienne figure du mouvement lycéen, Bruno Julliard, ex-président de l'Union nationale des étudiants de France, désormais adjoint au maire de Paris, ou encore la jeune socialiste Constance Blanchard, 25 ans, ancienne présidente de l'Union nationale lycéenne. Jeudi, Léo Bureau-Blouin a assisté à la réunion du conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse en compagnie de Jean-François Lisée, ministre responsable de ce dossier.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Collège de Valleyfield : La grève étudiante a coûté plus de 25 000 \$ aux étudiants - Publié le: jeudi 22 novembre 2012, 17H44 | Mise à jour: jeudi 22 novembre 2012, 17H50



Photo Agence QMI / Archives

Ces chiffres proviennent de la conciliation bancaire 2011-2012 qui a été rendue publique sur le web cette semaine.

Eric Tremblay / Agence QMI
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD – Le conflit étudiant qui a duré 13 semaines au Collège de Valleyfield, à Salaberry-de-Valleyfield, sur la Rive-Sud de Montréal, a engendré des dépenses supérieures à 25 000 \$ pour son association étudiante.

Ces chiffres proviennent de la conciliation bancaire 2011-2012 qui a été rendue publique sur le web cette semaine. Entre le 1er août 2011 et le 4 octobre 2012, le solde du compte a chuté de 64 719,59 \$ à 38 798,56 \$, soit une différence de 25 921,03 \$.

«C'est difficile pour moi de dire le montant précis des subventions accordé à la grève, a indiqué Justin Arcand, président de l'Association générale des étudiants du Collège de Valleyfield (AGÉCoV) au moment du conflit. C'est possible que ce soit environ 25 000 \$ parce que, pendant la grève, on a fait des dépenses. Elles ont toutes été faites en vertu d'un mandat obtenu en assemblée générale.»

Environ 14 000 \$, soit près de 60 % des coûts reliés à la grève, sont associés au transport. Des factures élevées, dont une de 2903,12 \$ ont

été acquittées pour des autobus. Pour la manifestation générale du 22 mars, quatre autobus ont été mobilisés par l'association étudiante du Collège de Valleyfield.

«Il y avait rarement des manifestations à Valleyfield. Les gens se déplaçaient donc en autobus; un aller-retour à Montréal coûte entre 460 \$ et 500 \$», a spécifié M. Arcand.

Dix-neuf factures pour du transport ou de l'essence, pour des participations à des manifestations à Sherbrooke, Saint-Jérôme ou Mont-Laurier sont inscrites dans la conciliation bancaire. Les montants s'élevaient de 5,50 \$ à quelques centaines de dollars.

La nourriture occupe aussi une part importante des dépenses, soit 7574,34 \$. De cette somme, on note une somme de 920 \$ pour de la pizza le 27 avril. «Cette facture est en lien avec le blocage effectué alors que la direction générale voulait forcer un retour en classe. Les gens bloquaient l'accès du Collège depuis 5 h 30 et on a décidé de les nourrir en après-midi», a indiqué l'ancien président de l'AGÉCoV.

Le 19 mars, un chèque de 1121,09 \$ a été accordé pour payer les repas de la semaine de grève et manifestation, peut-on lire.

Si l'on en juge les trois mentions pour les dépenses de café, les manifestants en auraient pu pour 674,77 \$ entre le 16 avril et le 11 mai.

Les autres dépenses concernent des chèques de mobilisation (2940,58 \$) et divers articles de mobilisation (463,94 \$) parmi lesquelles un remboursement de tissu pour mobilisation à Jeanne Reynolds (13,64 \$) et des batteries pour le porte-voix (24,14 \$).

Une somme de 713 \$ a aussi été allouée pour payer la sécurité lors du bed in au Collège.

Les subventions maintenues

Malgré les dépenses imprévues par la grève, qui a été plus longue que prévue selon Justin Arcand, les activités socioculturelles et sportives ont toutes reçu une subvention équivalente à celles des années passées.

«Environ 50 % du budget est dédié à ces activités et notre politique prévoit une parité dans les montants alloués. L'année passée, il y a eu des demandes prévues en socioculturel qui n'ont pas été faites alors on a exceptionnellement accordé entre 5000 \$ et 10 000 \$ de plus aux sports», a affirmé Arcand.

Le budget de l'AGÉCoV provient de cotisation (25 \$) perçue à chaque étudiant toutes les sessions lors de l'inscription. Selon la charte, il n'est pas possible de retirer sa cotisation à l'association étudiante.

Afficher 3 commentaires (Montréal)



Mannix23 1 commentaire masqué

snif snif...

call...800-GND-CSN

11/29/2012 09:52 AM

apouchkine 1 commentaire masqué

C'est triste de voir que les étudiants sont obligés de payer. Le gouvernement devrait payer avec notre argent.

11/24/2012 05:06 PM

Anarchopanda 1 commentaire masqué

Et c'est intéressant parce que...?

11/23/2012 01:38 PM

Afficher 1 commentaire (Québec)

MasterMike 1 commentaire masqué

Ça donne quasiment envie de verser une larme...

11/22/2012 06:43 PM

LE DEVOIR : Nouvelle manifestation étudiante pour réclamer la gratuité scolaire – Jeudi 22 novembre 2012, 17h12



Photo : Jacques Nadeau -Le Devoir

L'ASSÉ, qui maintient le mot d'ordre de manifester tous les 22 du mois, avait inscrit la démarche dans un mouvement de protestation international.

La Presse canadienne

Quelques milliers d'étudiants ont manifesté dans les rues de Montréal, jeudi, à l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), pour réclamer la gratuité scolaire.

Selon l'ASSÉ, près de 60 000 étudiants universitaires et collégiaux à travers le Québec avaient déclenché la grève pour la journée et même pour des périodes plus longues dans certains cas.

L'ASSÉ, qui maintient le mot d'ordre de manifester tous les 22 du mois, avait toutefois inscrit la démarche dans un mouvement de protestation international, alors que des étudiants de plusieurs pays ont tenu des journées de revendication contre la marchandisation de l'éducation, un discours repris par le porte-parole de l'ASSÉ, Jérémie Bédard-Wien, lors d'un point de presse précédant la marche.

«Nos gouvernements veulent de plus en plus arrimer l'éducation postsecondaire aux besoins du marché alors que l'éducation postsecondaire devrait avoir des orientations humanistes de transmission de connaissances, de transmission du savoir et de développement de l'esprit critique», a-t-il déclaré.

Cependant, après avoir obtenu gain de cause avec la mobilisation du printemps dernier contre la hausse des droits de scolarité, l'ASSÉ se croit désormais en mesure d'en obtenir davantage.

«Nous avons réussi à annuler la hausse, ce qui nous permet d'ouvrir un espace de possible, a déclaré M. Bédard-Wien. Nous aimerions remplir cet espace de possible par une vision humaniste, une vision progressiste de l'éducation et cette vision, depuis 2001, depuis la fondation de l'ASSÉ, c'est la gratuité scolaire.»



Photo : Lisa-Marie Gervais

Devant la manifestation étudiante, Jeanne Reynolds, ex-porte-parole de la défunte CLASSE, fait la sécurité pour l'ASSÉ

Manifestation tolérée

La manifestation, qui s'est mise en branle peu après 14h, a rapidement été déclarée illégale, les manifestants n'ayant pas fourni leur itinéraire, mais le Service de police de la ville de Montréal a indiqué qu'elle serait tolérée aussi longtemps qu'elle ne donnerait pas lieu à des actes criminels.

La démarche ne fait toutefois pas l'unanimité. Les fédérations étudiantes universitaires (FEUQ) et collégiale (FECQ) du Québec ne participaient pas à la manifestation.

D'une part, les deux fédérations ne revendiquent pas la gratuité scolaire mais bien le gel des droits de scolarité. D'autre part, elles estiment que leur participation au sommet sur l'éducation, annoncé par le gouvernement de Pauline Marois, est une stratégie plus efficace pour obtenir gain de cause que de prendre la rue. L'ASSÉ, quant à elle, doit décider dimanche prochain, lors d'un congrès à Québec, si elle participera ou non au sommet.

Une seule association membre de la FEUQ, celle de la faculté d'éducation de l'UQAM, a voté en faveur d'une grève d'un jour et, du côté de la FECQ, deux associations, celles du Collège Édouard-Montpetit à Longueuil et du Collège d'Alma, se sont prononcées contre la grève durant la journée.

Mise à jour:

Pour l'Université de Montréal, les associations suivantes étaient également en grève jeudi: Histoire de l'art, Sciences infirmières, Cinéma, Service social et Sciences politiques et études internationales.

Vos réactions (15)

LA TRIBUNE : Des étudiants de Sherbrooke à la manifestation nationale - Publié le jeudi 22 novembre 2012 à 16h44



Imacom, Maxime Picard

Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) Une cinquantaine d'étudiants de l'Université de Sherbrooke et de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke ont pris part à une manifestation nationale à Montréal, jeudi, afin d'appuyer les revendications du mouvement étudiant à l'échelle internationale.

Du côté de l'Association générale des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines (AGEFLESH), on indique que des étudiants se seraient assurés que les cours soient levés à la faculté des lettres et sciences humaines.

Cependant, la direction de la faculté avait fait savoir qu'il n'y aurait pas de suspension des activités pédagogiques et avait demandé aux professeurs de ne pas s'interposer en cas de perturbation. La direction ne rapportait aucun incident hier et la journée se serait déroulée somme toute rondement.

Rappelons que cette grève d'une journée avait été adoptée en assemblée générale mardi. Un peu plus de 145 personnes étaient présentes à cette



assemblée, et environ 68 personnes ont voté en faveur de la grève. L'AGEFLESH compte environ 1900 membres.

Au Cégep de Sherbrooke, tout s'est déroulé comme à l'habitude, la grève ayant été rejetée par les cégépiens.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Montréal | Le «22» : Quelque 2000 étudiants dans les rues - Publié le: jeudi 22 novembre 2012, 13H44 | Mise à jour: jeudi 22 novembre 2012, 15H46

Video : La traditionnelle manifestation étudiante du «22» s'est tenue le jeudi 22 novembre 2012, à Montréal. Des milliers d'étudiants étaient sur place. Ils ont quitté le Square-Victoria peu après 14 h pour ensuite se diriger dans les rues de la métropole. , 22 novembre 2012 , agenceqmi Agence QMI

Une foule estimée à 2000 personnes a déambulé sous haute surveillance policière dans les rues de Montréal, jeudi après-midi, pour la traditionnelle manifestation du «22», à l'invitation de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

La marche, qui s'est mise en branle vers 14h30 à partir du square Victoria, a été déclarée illégale peu avant son départ par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), puisque ses organisateurs n'avaient pas fourni le trajet aux autorités. Elle a toutefois été tolérée par le SPVM.

Des gens masqués étaient présents, d'autres étaient déguisés en pères Noël, et des membres du Black Block se sont déployés dans la foule, qui s'est dirigée vers l'ouest du centre-ville, empruntant la rue Saint-Jacques puis la rue University en direction nord.

Les membres du Black Block se sont faits plus nombreux au fil de l'après-midi. Vers 15h, on en dénombrait au moins une trentaine, répartis à l'avant et à l'arrière de la manifestation, certains criant des slogans contre la police.

Des cris de solidarité envers Gaza se sont également fait entendre durant la marche, tandis que d'autres participants ont réclamé la gratuité scolaire.

Quelques participants se sont emparés de divers objets pouvant servir de projectiles au cours de la marche.

Par mesure de précaution, des policiers ont été déployés devant les bureaux de la première ministre, rue McGill College.

Le cortège, qui a sillonné aussi la rue Sainte-Catherine, le boulevard de Maisonneuve, puis la rue Sherbrooke, a paralysé la circulation à plusieurs intersections du centre-ville, provoquant l'exaspération de plusieurs automobilistes.

Vers 16h, une partie de la foule a emprunté la rue Sainte-Catherine, tandis que plusieurs dizaines de manifestants, parmi lesquels se trouvait Amir Khadir, se sont regroupés temporairement devant le quartier général du SPVM, rue Saint-Urbain.

La manifestation a pris fin vers 16h30 à la place Émilie-Gamelin, avec les discours de représentants étudiants. Les participants, dont plusieurs étaient venus de diverses régions du Québec, se sont ensuite dispersés dans le calme.

Pas de grabuge

La marche s'est déroulée sans problèmes majeurs, bien que quelques débordements aient été observés.

Des manifestants ont fait détonner des pièces pyrotechniques, des cônes et une poubelle ont été renversés, une roche a été lancée en direction d'un policier. Des auto-patrouilles du SPVM et des véhicules des médias ont subi des dommages. Les autorités ne rapportaient aucun blessé ni aucune arrestation, à 17h.

L'éducation, un enjeu national

Lors d'un bref point de presse en début d'après-midi au square Victoria, lieu de départ de la manifestation, Jérémie Bédard-Wien, le porte-parole de l'ASSÉ, a une fois de plus revendiqué la gratuité scolaire. «Le mouvement étudiant n'a pas perdu son momentum», a lancé M. Bédard-Wien.

Il a souligné le caractère international des enjeux qui touchent l'éducation, parmi lesquels la lutte contre la marchandisation de l'éducation dans de nombreux pays.

Précisant que l'appel a été entendu par des étudiants de toutes allégeances et de diverses associations, il a dit que «nous avons en commun d'avoir répondu à l'appel de l'ASSÉ, pour témoigner de notre solidarité avec les luttes étudiantes internationales dans le cadre de semaine de mobilisation étudiante qui a débuté le 14 novembre».

«Nos gouvernements veulent de plus en plus arrimer l'éducation postsecondaire aux besoins du marché alors que l'éducation postsecondaire devrait avoir des orientations humanistes de transmission de connaissances, du savoir et de développement de l'esprit critique», a-t-il ajouté.

M. Bédard-Wien a fait part des inquiétudes de son organisation envers le récent budget provincial, «un budget d'austérité qui s'inscrit dans la continuité des budgets libéraux qui l'ont précédé».

Le porte-parole a indiqué que la manifestation est aussi l'occasion de démontrer la solidarité avec les luttes menées par le peuple palestinien, qui est victime des attaques d'Israël, avec l'appui du gouvernement canadien.

Photos Maxime Deland, sauf la 1ère de Michel Desbiens



Photo agence QMI, Michel Desbiens
La traditionnelle manifestation étudiante du «22» s'est tenue le jeudi 22 novembre 2012, à Montréal. Des milliers d'étudiants étaient sur place. Ils ont quitté le Square-Victoria peu après 14 h pour ensuite se diriger dans les rues de la métropole.







Afficher 6 commentaires (Québec)

Guy7500 1 commentaire masqué

Ce sont des crétins.

11/25/2012 10:27 AM

trisyaoan 1 commentaire masqué

Mais ce sont nos enfants (Poline Marois) ils veulent tout gratuit alors payez chers CON(S).....tribuables

11/22/2012 05:09 PM

Paul_Gendron 1 commentaire masqué

Tiens, pourtant, les Libéraux ne sont plus au pouvoir. Causer du trouble et du désordre, c'est tout ce qu'ils veulent. Ok pour l'éducation gratuite, mais vous m'aidez à payer mes taxes, mes imports, l'Hydro, etc.

11/22/2012 04:08 PM

Voici_quoi 1 commentaire masqué

y a pu rien de gratuit, réveillez vous???????

11/22/2012 04:04 PM

Nicole43 1 commentaire masqué

L'amour et l'eau fraîche pour tous avec ça ... plus déconnecté que ça, tu meurs.

11/22/2012 03:47 PM

Matt777666 1 commentaire masqué

Boring...

11/22/2012 03:40 PM

[Afficher 1-79 de 528 commentaires \(Montréal\)](#)

LA TRIBUNE : Budget Marceau: aucune compensation pour le conflit étudiant - Publié le jeudi 22 novembre 2012 à 09h25



Archives La Tribune, Frédéric Côté

Alain Webster
Isabelle Pion, La Tribune (Sherbrooke) Le premier budget Marceau ne contient aucun engagement lié à une compensation pour les coûts engendrés par le conflit étudiant, le printemps dernier. Une mauvaise nouvelle pour l'Université de Sherbrooke, à l'instar des autres établissements touchés par la grève. Par ailleurs, les commissions scolaires, les cégeps et les universités devront patienter avant de connaître les impacts réels du budget sur leurs finances. Les organisations en sauront davantage lors du dépôt des crédits, qui doit avoir lieu prochainement.

Selon *La Presse*, le détail des crédits devrait être présenté le 6 décembre.

« Il y a des choses qu'on va savoir ultérieurement. La contrainte financière du gouvernement est majeure. On le savait; la marge de manœuvre n'est pas très grande. Le budget déposé n'a fait que confirmer ce qu'on se disait... C'est difficile de voir quel sera l'impact», commente Alain Webster, vice-recteur au développement durable et aux relations gouvernementales de l'UdeS, en précisant que l'institution doit attendre le dépôt des crédits.

LA PRESSE : 2000 étudiants marchent contre la «marchandisation de l'éducation» - Publié le jeudi 22 novembre 2012 à 09h19 | Mis à jour le jeudi 22 novembre 2012 à 20h11



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse

Des petits groupes de 10 à 15 personnes empêchent l'accès aux pavillons des Sciences de la gestion et De Sève, sur la rue Sainte-Catherine.

Hugo Pilon-Larose et David Santerre, La Presse

Environ 2000 d'étudiants ont répondu à l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et ont manifesté, jeudi après-midi, dans les rues du centre-ville de Montréal.

Les causes de cette manifestation, qui s'inscrit dans un mouvement international de contestations sociales, sont multiples. Les premiers slogans à fuser au départ du square Victoria concernaient le conflit israélo-palestinien.

Les manifestants ont par la suite emprunté la rue Sainte-Catherine pour déambuler dans le quartier des affaires. Les Montréalais, habitués aux manifestations étudiantes depuis le «printemps érable», semblaient amusés par le maquillage et les costumes de certains. Plusieurs visages étaient peints en rouge pour l'occasion et un manifestant déguisé en banane géante en a fait sourire plusieurs.

Des personnes masquées et habillées de noir ont tenté à plusieurs reprises de briser du matériel urbain, tels des cônes de construction, mais d'autres manifestants les en ont empêchés.

Devant le quartier général du SPVM, rue Saint-Urbain, où une vingtaine de policiers de l'escouade anti-émeute formaient un cordon de sécurité, la tension a monté d'un cran en quelques secondes lorsqu'un agent a poussé

un manifestant pacifique qui marchait sur le trottoir. «Calme-toi, Jean-Nic», lui a crié un collègue.

«C'est pour ça que ça dégénère, des comportements comme ça», a dit le manifestant à *La Presse*.

Les manifestants ont par la suite repris leur route rue Sainte-Catherine avant de s'arrêter au parc Émilie-Gamelin.

Lors d'un point de presse, plus tôt dans la journée, l'un des porte-parole de l'ASSÉ, Jérémie Bédard-Wein, a confirmé que des autobus avaient été loués aussi loin qu'à Matane pour transporter les étudiants qui voulaient prendre part à la manifestation.

Plus de 60 000 étudiants et cégépiens sont en grève aujourd'hui, à la suite de l'appel de l'ASSÉ.

Plus tôt dans la journée, un groupe de 200 personnes avaient manifesté dans les environs de l'Université de Montréal.

Après avoir quitté le pavillon Jean-Brillant vers midi, elles ont sillonné les rues du quartier pour finalement entrer dans le pavillon de HEC.

La manifestation a été pacifique et aucun méfait n'a été commis.

Par ailleurs, quelques dizaines de militants pour la gratuité scolaire ont bloqué trois entrées de l'UQAM ce matin. De petits groupes de 10 à 15 personnes empêchaient l'accès aux pavillons des Sciences de la gestion et De Sève, rue Sainte-Catherine, ainsi que l'entrée de service du pavillon Hubert-Aquin, rue Saint-Denis. Les pavillons étaient toutefois accessibles par d'autres portes.

Ils scandaient les slogans connus du printemps dernier, pour la «démocratie directe», contre la «marchandisation de l'éducation» et le «capitalisme».

Sur leurs banderoles, on lisait notamment «La FEUQ et la FEUQ ne nous représentent pas».

Les étudiants réclament diverses choses, comme l'amnistie pour les personnes qui ont été arrêtées et accusées lors des manifestations étudiantes du printemps, le gel des droits de scolarité et la gratuité scolaire. Des pancartes font aussi référence à la semaine de grève mondiale décrétée par des organisations militantes de plusieurs pays. Au terme d'un forum de discussion par internet, ces groupes ont choisi la période du 14 au 22 novembre pour cette grève.

Depuis mardi, cinq facultés de l'UQAM sont en grève, tout comme le cégep du Vieux-Montréal. Le mouvement culmine et prend fin aujourd'hui.

Cette grève ne fait toutefois pas l'unanimité, selon nos sources. Des militants qui ont pris la rue avec assiduité au printemps ne sont pas d'accord cette fois, car ils doivent composer avec un deuxième trimestre intensif après celui de l'hiver dernier, qui a été rattrapé à la fin de l'été.

THE GAZETTE : Students hit streets to support free tuition – Thursday, November 22, 2012





Photograph by: Allen McInnis, The Gazette

About 50,000 students have voted for a day, or a few days, of boycotting classes to support the International Student Movement, which organized worldwide protests for the week of Nov. 14 to 22.

By Karen Seidman, GAZETTE universities reporter

MONTREAL — The red squares were back en masse on Thursday as several thousand students marched through the streets of downtown Montreal in support of free tuition — the latest salvo in an ongoing student push for more accessible university education.

Although a tuition freeze is in effect for this year, about 60,000 students voted for a day, or a few days, of boycotting classes to support the International Student Movement, which organized worldwide protests in favour of free education, and opposing the commercialization of education, for the week of Nov. 14 to 22.

Students snaked their way from Victoria Square back to their favourite gathering spot, Place Émilie Gamelin, where the protest quietly dispersed. Police said there were no arrests and just a little mischief, mainly targeting them.

Although the demonstration was backed by one of the largest student groups, the Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), it's not supported by either the Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) or the Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

The FEUQ said it was none too pleased about a demonstration with a goal that seemed unclear, and which came at a time when the focus should be on the upcoming Summit on Higher Education. FEUQ president Martine Desjardins said students protested last year when there were no other options, but, she said, now there is a government that is open to listening to students, and it is time to talk.

But ASSÉ said it hasn't yet decided if it will even participate in the summit.

"The strength of our mobilization today demonstrates the Quebec student movement is still very strong," said ASSÉ spokesperson Jérémie Bédard-Wien. "If this government is intent on raising tuition fees, if it is intent on continuing to commodify education, we will be here to remind them we have the necessary leverage to make this process stop."

The scale might have been smaller, but there were similarities with the demonstrations last March against tuition fee hikes.

There was lots of red face paint and black balaclavas, incessant drumming, firecrackers, chants and songs (still) against former premier Jean Charest, anti-establishment slogans, a procession of squad cars and police on bicycles, riot police watching closely from the sidelines and a certain one-finger salute as the crowd passed the Loto-Québec building on Sherbrooke St.

But there were some very big differences, too. There were fewer honks of support from cars near the march or cheers from pedestrians along the route. And the protest seemed to divide students rather than unite them.

One protester carried a sign with a message for former student leader Léo Bureau-Blouin, now the MNA for Laval des Rapides, disparaging the summit Bureau-Blouin is helping to organize.

And the day started with students blocking some entrances at the Université du Québec à Montréal and vandalizing the school. One of the messages scrawled across a wall also denigrated "Les Sommets du PQ," showing the government really doesn't have all students in its court as it proceeds with a summit that is supposed to address major issues like quality, accessibility and funding.

But many students in the crowd believed neither the summit nor the tuition freeze are enough.

"You can't put a price on education because it's a fundamental right and should be free," said Mathieu Bastien, a biology student at the Université de Montréal. "Students are here today because they don't want education to be a commercial commodity."

THE GAZETTE: Monthly student protest march set for 2 p.m. Thursday at Victoria Square: Two large student federations withhold participation – Thursday, November 22, 2012

By THE GAZETTE/Presse CANADIENNE, Montreal Gazette

MONTREAL — Thousands are expected to mass at Victoria Square in the city's downtown beginning at 2 p.m. Thursday to march for abolition of university tuition fees in Quebec.

The demonstration is part of a tradition — launched in late winter amid the student Red

Square campaign — to flood the streets with protesters on the 22nd of each month.

Earlier Thursday, some protesters had briefly blocked several entrances to buildings in the downtown campus of l'Université du Québec à Montréal, to punctuate strike votes among student associations there to mark the event with a walkout of at least one day.

The Association pour une solidarité syndicale étudiante, one of the key players in the Red Square movement, said that groups representing more than 60,000 university and college students had voted in favour.

However, two other large federations — representing a broad cross-section of university and CEGEP student groups respectively — said they would not participate in the latest protest.

JOURNALDEMONTRÉAL : Collège Lionel-Groulx : Portes fermées jeudi - Publié le: mercredi 21 novembre 2012, 18H30 | Mise à jour: mercredi 21 novembre 2012, 18H34



Photo Éric Mondou / Agence QMI

Les étudiants du Collège Lionel-Groulx, à Sainte-Thérèse, ont voté, le mercredi 21 novembre 2012, une levée des cours du 22 novembre 2012. Eric Mondou / Agence QMI

SAINTE-THÉRÈSE – Dans le cadre de la semaine de mobilisation internationale, les étudiants du collège Lionel-Groulx ont voté en faveur de la levée des cours du 22 novembre. Par conséquent, la direction du collège a décidé de fermer ses portes pour cette journée.

Le parfum du printemps étudiant était de retour mercredi après-midi dans le gymnase du cégep situé à Sainte-Thérèse. Après près de deux heures de débat, les quelques centaines d'étudiants réunis ont adopté, à majorité, un mandat de grève pour les cours du 22 novembre.

La direction du cégep a agi promptement en annonçant la fermeture du collège pour la journée de jeudi. « On a appris que des piquets de grève pourraient être érigés. La direction a donc pris la décision de fermer ses portes. Nous allons indiquer aux enseignants de ne pas se présenter demain », a indiqué Yves Marcotte, directeur des communications du cégep. Ce dernier a toutefois voulu préciser que les cours pour adultes, tenus le soir, allaient avoir lieu comme à l'habitude.

Lors des interventions qui ont précédé le vote, plusieurs étudiants ont insisté sur l'importance de démontrer au nouveau gouvernement péquiste que le mouvement étudiant était encore bel et bien vivant.

Or, Maria Leppanen, étudiante en sciences humaines, paraissait visiblement agacée par cette position. « Je ne comprends plus du tout le but de manquer des cours. Je commence l'université en février et je ne peux plus me permettre de faire la grève », a-t-elle indiqué.

Le collège Lionel-Groulx a été au cœur du mouvement contre la hausse des frais de scolarité au printemps dernier. La session actuelle a dû être condensée en 13 semaines, au lieu de 15, pour rétablir l'horaire.

Marchandisation de l'éducation

L'opposition à la marchandisation de l'éducation est le thème principal de la semaine de mobilisation internationale. La journée du 22 novembre est le point culminant de la semaine et une manifestation nationale est d'ailleurs prévue dans les rues de Montréal.

Selon le site Web de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (Classe), plus de 53 000 étudiants ont jusqu'à maintenant décrété une levée de cours pour la journée du 22 novembre.

Afficher 2 commentaires (Montréal)

Marc-Andre Lachapelle 1 commentaire masqué

Surprenant que les étudiants décident du fonctionnement d'un établissement, il devrait simplement supprimer le poste de direction... et utiliser cette argent autrement.. blague à part...La classe n'était pas "dissous" ?

[11/21/2012 10:39 PM](#)

bbobolo 1 commentaire masqué

Incroyable. Rien qu'au québec qu'une telle chose pourrait arriver.

[11/21/2012 07:20 PM](#)

LA PRESSE : La FECQ veut doubler ses cotisations - Publié le mercredi 21 novembre 2012 à 07h54

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse
Malgré des dons de 140 000\$ qui provenaient en «grande partie» des syndicats, la dernière grève étudiante a coûté cher à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), a appris *La Presse*. L'association étudiante veut maintenant doubler la cotisation annuelle de ses dizaines de milliers de membres.

L'état-major de l'organisation a adopté cette position en septembre dernier, lors d'une réunion au cours de laquelle les états financiers déficitaires de l'exercice se terminant le 31 mai 2012 ont été présentés. La majorité des coûts de la grève sont donc inclus dans ce bilan.

Malgré les apparences, la présidente de FECQ assure que l'augmentation proposée n'a aucun lien avec les coûts de la grève ou avec la situation financière de l'association.

«Si, bêtement, notre seul but avait été de renflouer les coffres, on aurait proposé une hausse de cotisation de 0,50\$ pour un an, et après ça, ç'aurait été fini», a affirmé Éliane Laberge, en poste depuis la fin du mandat de Léo Bureau-

biouin. «Notre objectif, ce n'est pas ça, c'est de faire grandir la Fédération.» Mme Laberge évoque notamment l'ajout de plusieurs services qui profiteraient aux membres de la FECQ.

La cotisation annuelle est actuellement de 5\$ par étudiant. Le conseil d'administration et le comité de direction veulent la faire passer à 10\$. Si la proposition, adoptée à l'unanimité en septembre, est appuyée par une majorité d'associations, la hausse de cotisation entrerait en vigueur en août 2013.

Joint au téléphone, les attachés de presse de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont assuré que l'augmentation de la cotisation demandée à chaque étudiant n'était pas dans leurs cartons.

Près de 140 000\$ en dons

Les états financiers de l'organisation montrent que la générosité de ses grands frères syndicaux lui a permis d'éviter la catastrophe financière. L'organisation a enregistré un déficit annuel de 63 000\$, moins élevé qu'en 2011 (77 000\$).

Mais les «dons» reçus ont été multipliés par 20, passant de 6520\$ à 136 234\$.

Finalement, plus du tiers des revenus de la FECQ proviennent des dons. Il s'agit «en grande partie» de chèques provenant de syndicats, selon Mme Laberge.

Après l'entrevue, elle a estimé que plus ou moins 55% de ces sommes venaient de syndicats.

«Souvent, on pense juste aux centrales syndicales, mais on a reçu beaucoup de dons venant des syndicats locaux qui faisaient des assemblées générales et décidaient dans leurs assemblées générales d'appuyer le mouvement étudiant», avec des sommes plus humbles, selon la présidente de la FECQ. Les autres dons viendraient de particuliers et d'organismes communautaires.

En dépit de deux états financiers écrits à l'encre rouge, Éliane Laberge estime que son organisation «s'en sort plutôt bien» malgré une «période difficile sur le plan financier».

LE DEVOIR : Cégeps et commissions scolaires écopent - Les détails concernant le financement des universités devront attendre la conclusion du Sommet de l'enseignement supérieur - Mercredi 21 novembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Les cégeps et les commissions scolaires perdront en subventions, a révélé le budget Marceau. Les budgets alloués devraient toutefois permettre le maintien de différentes mesures, notamment des programmes de sport, de l'anglais intensif en 6e année et des tableaux blancs interactifs.

Lise-Marie Gervais

Québec - L'éducation est l'un des rares secteurs où les dépenses globales croissent (environ 2 % pour les deux ministères confondus), mais il y a encore beaucoup d'inconnu concernant le financement des universités, dans l'attente du Sommet sur l'enseignement supérieur. Au chapitre des compressions, les cégeps et les commissions scolaires auront un effort supplémentaire à fournir, puisqu'elles perdront en subventions, a révélé le budget mardi.

En effet, le gouvernement péquiste a annoncé qu'il annulera graduellement l'aide additionnelle qu'on versait à certaines commissions scolaires pour compenser, le cas échéant, l'iniquité de la péréquation scolaire. Cette coupe dans la mesure de fiscalité scolaire permettra au gouvernement de récupérer 150 millions pour l'année fiscale 2013-2014. Calculé sur une année scolaire, c'est un effort de 200 millions pour les commissions scolaires.

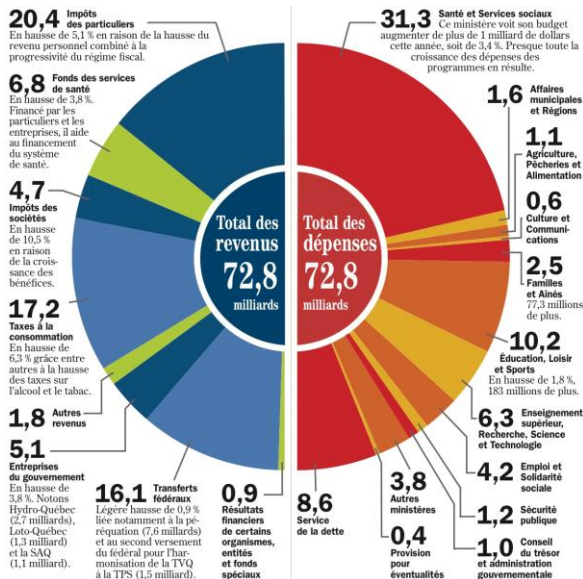
« Elles vont recevoir moins de compensations et nous leur demandons donc de resserrer leur gestion », a dit le ministre des Finances, Nicolas

Marceau. Le budget du ministère de l'Éducation sera bonifié de 1,8 %, à 10,2 milliards.

La Fédération des commissions scolaires déplore ces compressions, qui s'ajoutent aux 300 millions coupés ces deux dernières années pour un total d'un demi-milliard. Rappelant que 33 commissions scolaires sur 69 sont en situation de déficit, la présidente, Josée Bouchard, craint l'impact sur les plus petites d'entre elles, en particulier concernant les services aux élèves. « Il s'agit d'une journée noire », a-t-elle déclaré.

Quant aux cégeps, ils recevront 1,5 % des dépenses que promet de faire le gouvernement sur un total de 2,7 % pour l'enseignement supérieur, ce qui ne couvre pas les coûts de fonctionnement de base, note le président-directeur général de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne. Il craint également la revue budgétaire de l'année en cours, dont il connaîtra les détails sous peu.

Ces compressions ciblées contribuent à l'effort commun de plusieurs ministères en ce contexte d'austérité. En éducation, cela permet de financer les dépenses, en plus des coûts de fonctionnement, de différentes mesures, notamment les programmes de sport, le maintien de l'anglais intensif en 6e année et les tableaux blancs interactifs. La ministre de l'Éducation, Marie Malavoy, soutient n'avoir jamais remis en question la poursuite de ces programmes, mais elle entend procéder à leur réévaluation.



Le Budget Marceau en un coup d'œil

Recherche et entreprises

Vos réactions (4)

Chris G. Eustace - Abonné, 21 novembre 2012 06 h 55

Les commissions scolaires et le budget du Québec
21 novembre 2012

Les commissions scolaires et le budget du Québec

En 2008, ministre de l'Éducation Michelle Courchesne a adopté le projet de loi 88.

Projet de loi 88 a appelé à la réduction du nombre de commissaires des commissions scolaires de moitié.

Il ya 1305 commissaires au Québec. (Utilisation de la Commission Scolaire Lester B. Pearson à titre d'exemple). L'an dernier, les 23 commissaires ont coûté aux contribuables un minimum de \$ 350,000.00.

Cela représente une moyenne d'environ \$ 15,217.00 minimum pour chaque commissaire. Les commissaires du Québec nous a coûté environ \$ 19,858,695.00 minimum

Le Parti Québécois a prorogé le mandat des commissaires d'écoles pour 2 ans pour un total de 7 ans!

Si le PQ a suivi le plan Libéral du projet de loi 88, nous permettrait d'économiser environ 10 \$ millions de dollars par an minimum.

Si le PQ a suivi l'idée de la Coalition Avenir Québec et d'éliminer tous les commissaires et les remplacer par les parents et le personnel scolaire, il y aurait une économie d'environ 20 millions de dollars par an.

Si le PQ a suivi le plan de CAQ il n'y aurait pas d'élections des commissions scolaires. Cela permettrait d'économiser des millions de dollars de plus.

(S'il vous plaît noter que les chiffres ci-dessus sont approximatives.)

Chris Eustace
Johanne Lavallée Bernard Dupuis - Abonné, 21 novembre 2012 08 h 48

L'enfer est pavé de bonnes intentions.

Non seulement ces chiffres sont approximatifs, mais comme dans le cas du déficit zéro, ils ne tiennent pas compte des conséquences désastreuses de cette suppression des commissions scolaires. Dire que les parents et le personnel scolaire pourraient remplacer les commissaires est une chose, mais abolir les commissions scolaires en est une autre.

En effet, les commissaires sont déjà des parents et des représentants du milieu social, économique et scolaire. Il me semble que l'éducation est une chose trop importante pour être laissée aux mains des seules directions d'école. En fait, le modèle que la CAQ propose est ni plus ni moins que celui de l'école privée. Les directions de ces écoles peuvent décider ce qui concerne leur école. Ainsi les élèves éprouvant certaines difficultés intellectuelles, psychologiques, physiques ou sociales (les «BS») sont exclus. Les parents peuvent décider que les enfants appartenant à certaines classes sociales défavorisées soient exclus.

De plus ces chiffres ignorent le rôle d'encadrement pédagogique et physique (surveillance,

Sans surprise, les étudiants ne voient pas leur contribution augmenter de ce budget, la hausse des droits de scolarité ayant été annulée. À terme, après sept ans, cette annulation entraîne une diminution de 170 millions de dollars de la contribution additionnelle des étudiants au financement des universités.

Toutefois, cette annulation de la hausse n'est pas compensée par une plus grande contribution gouvernementale, celle-ci s'en tenant à 195 millions pour l'année 2013-2014, soit ce que le gouvernement précédent avait prévu dans son Plan de financement des universités. Pour cette même année, le cadre financier projette des dépenses de 3,075 milliards en 2013-2014, en légère augmentation, en incluant le financement à long terme des immobilisations. Mais le nouveau gouvernement péquiste a laissé entendre que tout était conditionnel au Sommet sur l'enseignement supérieur, dont les premières rencontres commencent à la fin du mois.

Pour les deux fédérations étudiantes, collégiale et universitaire, il n'y a « ni de bonnes ni de mauvaises surprises ». « On reste dans ce qui était prescrit par les libéraux », a indiqué Éliane Laberge, présidente de la FECQ. Cela ne laisse que peu de marge de manoeuvre pour concrétiser ce qui sera décidé au sommet, s'inquiète-t-elle.

Quant à l'aide financière, les dernières mesures entrées en vigueur sous les libéraux seront financées jusqu'à la fin de l'année financière, mais reviendront au niveau de 2011-2012 pour les années subséquentes. Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, déplore aussi que les incitatifs à la recherche soient davantage versés aux entreprises plutôt qu'aux universités.

transport, magasinage et réparations du vandalisme) indispensable aux institutions scolaires modernes. Comment ces encadrements pourraient-ils être assumés par les seuls parents, professeurs et directions d'écoles qui sont déjà surchargés et en instance de «burn out»?

Il est à parier que l'abolition des commissions scolaires coûtera encore plus cher que ce l'est actuellement. Un peu comme dans le cas du déficit zéro, la mise à la retraite des médecins, infirmières et professeurs a causé des problèmes dont les solutions ont coûté plus cher que le statu quo.

Le sort d'une société est trop important pour être laissé aux seules mains des comptables. Il faut voir les deux côtés (ou les quatre) de la médaille. Bernard Dupuis, Berthierville

Michèle Poupore - Inscrite, 21 novembre 2012 12 h 34

Le nombre de commissaires
Il y a 21 commissaires à la CSDM pour desservir 110 000 élèves et 21 commissaires à LBPSB pour desservir 24 000 élèves.

Je ne comprends pas cette logique.

Guy Lavoie - Inscrit, 21 novembre 2012 17 h 37
Budget d'analphabète?

Avec 49% d'analphabètes au pays, on est réellement en droit d'attendre du gouvernement un effort important pour redresser une telle situation. À quoi donc est-ce que nous allons assister à présent? Y a-t-il âme qui vive pour nous répondre dans ce gouvernement?

LE DEVOIR : Des étudiants en grève «internationale» - Mercredi 21 novembre 2012

Marie-Andrée Chouinard

Les effets du printemps étudiant sur les sessions universitaires et collégiales ne sont pas encore terminés qu'un autre mouvement de grève s'ajoute au menu ces jours-ci dans quelques cégeps et universités. La cible est toujours de nature économique, puisqu'on vise la marchandisation de l'éducation, mais le mouvement est d'ampleur internationale.

« Un monde, une bataille », voilà le slogan qui réunit les étudiants du monde entier dans une lutte destinée à soutenir des enjeux d'accès libre et gratuit à l'éducation, comme le stipule la déclaration commune du Mouvement étudiant international, auquel se joignent sans grande

surprise des établissements d'enseignement supérieur du Québec.

Ce mouvement s'oppose aux effets du système économique et financier actuel sur le système éducatif, tels les droits de scolarité, les prêts étudiants et l'enseignement au service du marché du travail.

Depuis le 14 novembre, dans certains cas, et jusqu'à jeudi, jour de manifestation internationale, quelques cégeps et étudiants membres de certaines associations de l'UQAM, de l'Université de Montréal, de l'UQAC et de l'Université Laval espéreront la levée officielle des cours, ayant voté la grève. Le point culminant de la grève aura lieu le 22, en même temps que des millions d'étudiants répartis un peu partout sur le globe.

À Montréal, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante convie les grévistes à une manifestation en après-midi, depuis le square Victoria.

Au cégep de Saint-Laurent, où trois journées de grève ont été entérinées par l'assemblée générale le 9 novembre dernier, les étudiants ont effectué du piquetage en matinée mardi, jusqu'à ce que l'administration lève les cours.

« Cette fois, le contexte en est un de solidarité internationale, avec à la base des revendications communes à plusieurs pays, comme l'accès à une éducation libre, gratuite et émancipatrice », explique Jess Corneau, l'un des porte-parole de l'Association étudiante du cégep de Saint-Laurent.



LA TRIBUNE : 1900 étudiants débrayent avec 68 votes en faveur de la grève - Publié le mardi 20 novembre 2012 à 15h15

Isabelle Pion, La Tribune (Sherbrooke) Les étudiants de la faculté de lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke seront en grève, jeudi, dans le cadre de la semaine internationale de grève. Au cours d'une assemblée où un peu plus de 145 étudiants étaient présents, 68 personnes se sont prononcées en faveur de la grève et 62 contre.

L'Association des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'UdeS (AGE-FLESH) regroupe environ 1900 membres. Selon la coordonnatrice Mauranne Mathieu Côté, le quorum d'assemblée extraordinaire a été atteint; il est de 96 personnes. Du transport sera organisé en collaboration avec l'Association

étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) pour se rendre à une manifestation à Montréal. Des lignes de piquetage doivent être organisées afin de faire respecter la décision. Les étudiants du Cégep de Sherbrooke ont récemment rejeté la grève, qui visait également à appuyer les revendications du mouvement étudiant à l'échelle planétaire.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Les étudiants du Vieux-Montréal de retour dans la rue – Mise à jour le mardi 20 novembre 2012 à 8 h 31 HNE



Nouveau vote de grève au Cégep du Vieux-Montréal

Les 7000 étudiants du Cégep du Vieux-Montréal se joignent au mouvement de grève dans le cadre d'une semaine d'action internationale contre la marchandisation de l'éducation. Les cégépiens ont voté en faveur de trois journées d'une grève qui s'est amorcée mardi matin. Les activités de l'institution sont suspendues depuis lundi soir et le cégep sera fermé les 20, 21 et 22 novembre. Aucun accès à l'établissement ne sera autorisé. Les élèves soutiennent participer à une semaine de grève internationale. Ils réclament également le retrait des accusations criminelles et pénales liées au conflit étudiant du printemps dernier.

Un peu plus de 1000 cégepiens se sont prononcés au cours d'une assemblée tenue lundi. Le résultat du vote est de 708 personnes en faveur de la grève, 333 contre, et 19 se sont abstenues, selon le site Internet de l'Association générale du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM). Des dizaines d'associations étudiantes affiliées à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) seront en grève au cours de la semaine du 14 au 22 novembre. Une manifestation est prévue pour la dernière journée de cette semaine de protestation. [Les commentaires \(61\)](#)

THE GAZETTE : Universities left in limbo – Tuesday, November 20, 2012

By Karen Seidman, GAZETTE universities reporter For Quebec universities, the budget delivered by the Parti Québécois on Tuesday leaves them in a kind of financial limbo, still unsure of how much or when they will be compensated for the cancelled tuition increase. Even students — who finally got to see their hard-fought tuition freeze right there in black and white — had some concerns with a budget they fear is shortchanging university research. "There is no new investment in university research and this is a big concern," said Martine Desjardins, president of the Fédération étudiante universitaire du Québec, who was disappointed in some elements of the budget. "We think the government is financing teaching and the tuition fee freeze with the budget from research." And while students benefited this year from increased financial aid that was put in place to offset the tuition increase, students were upset

to see that aid next year will return to 2011-12 levels. The budget seemed to spark some anxiety among university leaders, with Daniel Zizian, director general of the Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), saying some elements were positive but others were worrisome. Zizian acknowledged the government wants to leave the door open for the Summit on Higher Education that the PQ is planning in February, but said there were uncertainties in the budget that were unsettling, such as a suggestion that the money used to compensate universities for the shortfall from the cancelled tuition hike would have to be found in the existing budget. Unlike the PQ campaign platform, which had committed \$150 million to compensating universities over five years for the cancelled tuition hike, the budget only vaguely says the government "could compensate universities."

"There are no numbers," said Olivier Marci, vice-principal (external relations) at McGill University. "It was something we expected would be solved in the budget and it's not the case." However, universities were pleased the budget confirmed a commitment to the university funding plan, which projected \$574 million in additional funding for universities from Quebec by 2018-19. While the tuition freeze is accounted for, the budget says some decisions had to be put on hold pending the outcome of the Summit. Even as this budget that fulfilled a promise for a tuition freeze landed, the social peace it delivered may be short-lived; an international student movement pushing for free university tuition is gaining momentum here and more than 28,000 CEGEP and university students are poised to boycott classes on Thursday and demo

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Cette semaine : Des milliers d'étudiants en grève - Publié le: lundi 19 novembre 2012, 23H54 | Mise à jour: lundi 19 novembre 2012, 23H59



Photo Archives / Agence QMI

Afficher 7 commentaires (Québec)
[Honi soit qui mal y pense](#) 1 commentaire masqué
 Comme par hasard, ça arrive le jour que Marcéau sort son budget et qu'on déclare les Carrés rouges gagnants !

[11/20/2012 08:40 PM](#)
 Guy7500 1 commentaire masqué
 C'est la population qui va perdre patience et commencer à leur lancer des objets.
[11/20/2012 11:26 AM](#)
 Nicole43 1 commentaire masqué

Une grande manifestation nationale est prévue jeudi. Agence QMI **MONTRÉAL - Près de 25 000 étudiants devraient être en grève d'ici jeudi à travers la province, dans le cadre de la Semaine de mobilisation internationale, qui a pour but de lutter contre la marchandisation de l'éducation.** Une trentaine d'associations étudiantes, affiliées à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), ont déjà voté en faveur d'une grève d'un ou plusieurs jours. D'autres associations doivent se prononcer au courant de la semaine. Certaines associations ont déjà commencé leur grève, d'autres l'entameront mardi ou plus tard durant la semaine. Lors d'une assemblée générale, les étudiants du Cégep du Vieux-Montréal ont voté pour trois journées de grève; les cours ne reprendront que vendredi. Le cégep de Saint-Laurent, ainsi que plusieurs facultés de l'Université du Québec à Montréal, de l'Université de Montréal, de l'Université Laval et de l'Université du Québec à Rimouski participent aussi au mouvement. Une grande manifestation nationale est prévue jeudi.

Étudiants en grève ?? Vous voulez dire en "boycott"
[11/20/2012 08:23 AM](#)
 bohémien 1 commentaire masqué



Va t elle aller dans la rue comme elle demandait a Charest, ce sont ses enfants gatés de ce bel avenir québécois
[11/20/2012 07:13 AM](#)
 Voici_quoi 1 commentaire masqué
 Ils ont commencé une fois, la porte est ouverte pour l'avenir, le grève est plus importante que l'éducation pour plusieurs étudiants qui pensent que de sortie dans la rue va tout régler. On va

voir avec le budget d'aujourd'hui, comment le PQ va faire pour maintenir le Québec sur ses rails. Comment cela va nous coûter toutes ses belles promesses et voir les autres partis saliver à l'idée de faire tomber le gouvernement pour prendre sa place, et voilà, la roue recommence à tourner...
[11/20/2012 05:51 AM](#)
 trisyoan 1 commentaire masqué

Mais ce sont nos enfants (Pauline Marois)
[11/20/2012 05:42 AM](#)
[monaco1](#) 1 commentaire masqué
 Mme. Marois va vous ramener à l'ordre..... Soit dans le bon chemin...
[11/20/2012 12:55 AM](#)
[Afficher 1-78 de 250 commentaires \(Montréal\)](#)

LA PRESSE : Verts ou rouges, les quotidiens? - Publié le lundi 19 novembre 2012 à 09h11

Nathalie Collard, La Presse
 Revenons six mois en arrière. Nous sommes en plein conflit étudiant et, dans les soupers de famille et d'amis, c'est pratiquement le seul sujet de discussion. Sur les réseaux sociaux aussi. Et presque tout le monde a son opinion à propos du travail des médias.
 Tel journal est trop pro-gouvernement, tel autre est trop pro-étudiant, chacun y va de ses critiques.
 Qui dit vrai? Une [étude réalisée par des chercheurs du Centre d'études sur les médias de l'Université Laval](#) a analysé le contenu des quatre quotidiens payants de la région montréalaise pour le savoir. Au total, on a scruté 4000 articles publiés dans le *Journal de Montréal*, *Le Devoir*, *The Gazette* et *La Presse* entre le 13 février et le 23 juin dernier (à l'exception des photos, des caricatures et des titres). Les résultats préliminaires de l'étude ont été présentés aux journalistes membres de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) réunis en congrès le week-end dernier.
 Certains résultats confirment des évidences: par exemple, la majorité des chroniqueurs du *Journal de Montréal* étaient pro-gouvernement alors que la couverture du quotidien *Le Devoir* était pro-étudiante. Le traitement des «carrés rouges» par *The Gazette* était lui aussi négatif. C'est toutefois *La Presse* qui a présenté la couverture la plus équilibrée (60% de ses articles n'avaient pas d'orientation favorable ni défavorable à l'endroit des protagonistes).
 Pour en arriver à ces constats, les chercheurs ont pris soin d'identifier les protagonistes en jeu (le gouvernement et les quatre associations pour ou contre la hausse), de définir les termes utilisés

dans leur recherche (un texte pouvait être favorable, très favorable, défavorable ou très défavorable). Les auteurs de l'étude font également la distinction, primordiale, entre textes journalistiques, analyses, chroniques, éditoriaux et lettres d'opinion des lecteurs.
 Trois des quatre quotidiens ont offert une couverture composée à 53% d'articles de nouvelles, de portraits et d'entrevues, une proportion qui chute à 41% au *Devoir*. *Le Journal de Montréal* est le quotidien qui a publié le plus grand nombre de chroniques alors que *Le Devoir* est celui qui a consacré la plus grande part de sa couverture (33%) aux lettres d'opinion et de lecteurs.
 Enfin, parmi les aspects à améliorer, les journalistes retiendront sans doute la trop petite part faite à l'analyse durant le conflit: entre 2 et 7% de leur couverture, selon le journal (c'est *Le Devoir*, avec 7%, qui en a fait le plus).
 Voilà pour les statistiques. Le Centre d'études sur les médias publiera un rapport plus complet dans quelques mois.
 Au-delà des chiffres, toutefois, il y a les perceptions. Pour cette raison, il était intéressant d'entendre Gabriel Nadeau-Dubois, ancien porte-parole de la CLASSE, venir présenter son point de vue sur le travail des médias dans le cadre du congrès.
 M. Nadeau-Dubois a rappelé que les mots avaient été utilisés comme des armes dans ce conflit. L'emploi du terme «boycott» plutôt que «grève» était une tentative du gouvernement de miner la légitimité du mouvement étudiant. Tout comme l'emploi délibéré du mot «CLASSÉ» plutôt que CLASSE avait une connotation négative, selon lui.

À la question qui a obsédé bien des journalistes durant le conflit - «pourquoi les militants étudiants étaient-ils agressifs à l'endroit des médias?» -, l'ex-porte-parole a répondu que, selon lui, c'était en raison du fossé qui existait entre ce qu'ils vivaient et ce qui était rapporté par les médias.
 Gabriel Nadeau-Dubois n'était pas le seul non-journaliste invité par la FPJQ à disséquer la couverture médiatique du printemps dernier. En après-midi, dans un atelier sur la police et les journalistes, c'était au tour du chef du SPVM, Marc Parent, d'exposer son point de vue.
 La discussion, nécessaire, a montré la profondeur du fossé qui sépare ces deux groupes de la société. Deux solitudes qui ont toutefois fait l'effort de dialoguer, de tenter de trouver un terrain d'entente afin que chacun puisse faire son travail. Un défi de longue haleine.
 Ce qu'on retient de cette journée de discussions autour de la couverture médiatique de la crise sociale qu'a vécue le Québec, c'est que le travail journalistique n'est pas vraiment compris, ni des différents acteurs de la société ni du grand public. De part et d'autre, on projette ses attentes, ses perceptions et ses préjugés sur les médias. Lorsqu'on lit les articles ou qu'on regarde les reportages, on est déçu du résultat.
 Plusieurs questions sont restées sans réponse et bien des aspects du travail journalistique n'ont pas été abordés, par manque de temps ou de volonté. Reste que cet exercice de réflexion proposé par la FPJQ est bénéfique pour les journalistes qui n'ont pas souvent l'occasion de s'arrêter pour réfléchir à leur travail et le critiquer. C'est sain.

LA PRESSE : Congrès de la FPJQ: premier bilan du conflit étudiant - Publié le dimanche 18 novembre 2012 à 12h37



Photothèque Le Soleil, Pascal Raththé
 En plus de l'engouement pour les médias sociaux, le DGE devra tenir compte d'une autre nouveauté dans son offensive auprès des jeunes électeurs : le conflit étudiant.

Anabelle Nicoud, La Presse
 Événement historique par sa forme et son ampleur, le conflit étudiant était l'un des thèmes majeurs du rendez-vous annuel des journalistes québécois, le congrès de la Fédération professionnelle des journalistes québécois, qui s'est fini dimanche.
 Panéliste d'un atelier consacré à la couverture du printemps érable, l'ex co-porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois croit que les

journalistes n'ont pas toujours bien saisi ce mouvement social d'un nouveau genre.
 «Le mouvement étudiant a opéré un changement d'échelle politique. Pour comprendre le mouvement étudiant, il faut adopter une analyse plus fine, aller voir dans les marges», croit l'étudiant en histoire et en philosophie.
 «Avons-nous bien couvert le conflit?» À cette question, une étude à paraître de l'Université Laval apportera une réponse qui bat en brèche certaines idées reçues. Ainsi, *La Presse*, critiquée pendant le conflit, est le quotidien payant montréalais qui a réalisé la couverture la plus équilibrée des événements du printemps. Quant aux entrevues des émissions d'affaires publiques des grands réseaux d'information, elles ont également fait une place égale aux points de vue opposés sur la hausse des frais de scolarité.
 Autre invité de la FPJQ, le directeur du Service de police de la Montréal, Marc Parent a encouragé les journalistes à dénoncer les «pommes pourries» qui se trouveraient parmi les agents du SPVM. Dans la foulée de l'affaire 728, Marc Parent s'est même prononcé en faveur de l'installation de caméras sur les voitures des patrouilleurs, pour filmer leurs interventions.
 «Gabriel Nadeau-Dubois et Marc Parent ont fait face à la musique avec une belle humilité», estime Brian Myles, le président de la FPJQ. «On

a des points de vue différents, mais on est capables de se parler».
 Le 35e congrès s'est également penché sur les «murs payants» mis en place sur les sites internet des grands médias, au Canada, mais aussi aux États-Unis. L'introduction d'un abonnement numérique n'a pas rebuté les lecteurs du *New York Times*, dit Jim Roberts, assistant managing editor au grand quotidien new-yorkais. Les médias écrits devraient-ils se méfier des nouvelles technologiques? «Si vous faites seulement ce dans quoi vous êtes bon, vous n'évoluerez jamais», répond Jim Roberts.
 Enfin, un an après la remise du rapport de Dominique Payette, qui recommandait la création d'un titre professionnel pour les journalistes, le ministre de la Culture Maka Kotto perçoit toujours un «flou conceptuel» au sein de la profession. Et ce n'est pas à l'État de prendre les devants, croit-il.
 «L'État ne peut décider qui peut prendre la parole, et qui peut la transmettre», a-t-il tranché, au cours d'un discours remarqué pour son lyrisme.
 «Le ministre a reconnu la réalité: l'absence d'entente sur la création d'un titre professionnel. Le pouvoir de décider qui est journaliste doit rester entre les mains du monde journalistique», estime pour sa part Brian Myles.

Pas moins de 600 journalistes ont répondu présents au rendez-vous annuel du congrès de la FPJQ, organisé pour la première fois à Saint-

Sauveur. Un succès, selon la fédération, qui compte près de 2000 membres.

LA PRESSE : Journalistes et étudiants ne se sont pas compris, dit Nadeau Dubois - Publié le samedi 17 novembre 2012 à 14h21

Louise Leduc, La Presse

Revenant sur la grève qui a secoué le Québec pendant le printemps érable, Gabriel Nadeau-Dubois conclut que les relations souvent orageuses entre les étudiants et les médias s'expliquent en grande partie par une mauvaise compréhension des réalités de chacun.

L'ex-leader de la CLASSE était invité aujourd'hui à Saint-Sauveur au congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec au cours duquel les gens du métier font leur examen de conscience annuel.

Avons-nous bien couvert le conflit étudiant? À cela, Gabriel Nadeau-Dubois répond en entrevue que les journalistes ont mal saisi le mode de fonctionnement de son organisation, qui était en rupture d'un point de vue démocratique avec ce qui se fait habituellement.

Cela s'est repercuté sur lui dans la mesure où les médias l'ont identifié comme le chef de son groupe au sens traditionnel des choses alors qu'il n'en était que le porte-parole, le porte-voix des revendications de ses troupes. «On m'a attribué la responsabilité de beaucoup de choses dont je n'étais pas responsable, dit-il en entrevue. Et quand je le rappelais, on m'accusait de refuser mes responsabilités. On disait que c'était une façon pour moi de me défilier.»

De l'autre côté du miroir, les étudiants, qui ont été quelques-uns à s'en prendre physiquement à des reporters pendant le conflit, n'ont pas compris une dimension fondamentale de la presse écrite, à savoir le mur étanche qui sépare la page éditoriale du journal - celle où les éditorialistes signent un texte d'opinion reproduisant théoriquement l'opinion du propriétaire - et les

pages d'information du journal où l'objectivité la plus totale est recherchée.

À la décharge des étudiants, Gabriel Nadeau-Dubois relève que cette distinction est très mal connue des citoyens en général. Il ajoute aussi que la méfiance dont ont fait montre les étudiants reflète également la méfiance grandissante de la population envers les journalistes.

Le congrès des journalistes, qui se tient toute la fin de semaine, se penche aussi sur les jours difficiles que vit Radio-Canada et pose la question sans détour: cette institution est-elle en train de s'éteindre à petit feu?

Maka Kotto, ministre de la Culture du Québec et Pierre Duchesne, ministre de l'Enseignement supérieur ont été invités au congrès. Pierre Duchesne a pour sa part participé à un atelier qui mettait en vedette des journalistes ayant délaissé le métier pour se lancer en politique.

LE DEVOIR : Monde étudiant - La grève : permise? pas permise? - Samedi 17 novembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Le ministre de l'Éducation a promis d'examiner le vide juridique concernant le droit des étudiants de faire la grève.

Lisa-Marie Gervais

Il n'y a rien dans le droit qui permette aux étudiants de faire la grève, mais rien, non plus, qui les en empêche. Ce vide juridique laisse libre cours à de multiples interprétations que le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a promis d'examiner. L'histoire pourrait lui être de bon conseil, suggèrent des experts en droit.

On s'est demandé, avec raison, si ces étudiants avides de printemps avaient le droit de faire grève. Une question légitime qui s'est imposée alors qu'ont plu les demandes d'injonctions, en avril dernier, et que le gouvernement libéral, préférant le mot « boycott », a refusé de reconnaître la légalité du recours au débrayage illimité au mouvement de contestation étudiante.

Dans un climat instable qui commandait d'agir prestement, les tribunaux ont répondu favorablement aux demandes d'injonction formulées par des étudiants qui n'appuyaient pas la grève et réclamaient le droit d'assister à leurs cours. De nombreux juges ont considéré le droit de grève comme un droit individuel de boycotter un cours, ce qui ne conférait pas aux associations le droit d'imposer le choix de la majorité, tel que voté dans les assemblées générales.

Cette interprétation « clientéliste de l'éducation » est fautive, croit fermement un groupe de professeurs de la faculté de droit de l'Université Laval et membres du Groupe d'étude en droits et

libertés (GEDEL). Dans un article qu'ils s'approprient à publier dans la revue Les cahiers de droit, Louis-Philippe Lampron et Christian Brunelle sont remontés dans le temps, jugeant nécessaire cette perspective historique afin de comprendre pourquoi, cette fois-ci, alors que le droit à la grève pour les étudiants n'avait jamais été remis en cause par les pouvoirs politiques et juridiques - ni même le gouvernement libéral de Jean Charest lors de la grève de 2005 -, on en avait douté.

Des précédents

« Le vide juridique a toujours existé, mais le consensus social n'avait jamais posé problème. Il y avait comme un gentlemen's agreement », souligne au Devoir Me Lampron, avocat et professeur de droit, à l'Université Laval. Il y a eu au moins neuf grèves générales étudiantes au Québec depuis les années 1960 et personne n'avait jamais hésité à les considérer comme des grèves, a-t-il ajouté.

À la recherche de l'esprit de la loi et dans le but de démontrer l'esprit du législateur, les chercheurs ont ainsi fouillé dans les archives, remontant même jusqu'au verbatim des échanges lors des débats parlementaires à l'Assemblée nationale. Ils y ont fait de surprenantes découvertes... aux allures prémonitoires.

Le 20 juin 1983, Claude Ryan, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'éducation à

l'Assemblée nationale du Québec, incitait ses collègues à reconnaître aux associations étudiantes le droit de poursuivre toute fin que « ses membres veulent démocratiquement lui donner », de manière, espérait-il, à fermer ainsi « la porte à des injonctions et à des contestations de toutes sortes qui mettront bien plus de désordre et d'instabilité qu'elles n'apporteront de solutions au problème ».

Camille Laurin, ministre de l'Éducation d'alors, aurait aussitôt laissé entendre que le projet de loi 32, sur l'accréditation et le financement des associations étudiantes, créait des obligations sans prévoir de sanctions. « Nous avons fait le pari que cette loi serait utilisée davantage comme un instrument pédagogique, comme un instrument de conciliation pour faciliter la solution des différends. Cette loi se veut donc éducative et non punitive. »

Loi 32 contre Code du travail

Pour tenter de trancher sur la légalité du débrayage étudiant, plusieurs spécialistes du droit ont entrepris de comparer les statuts de la grève étudiante, en regard de la loi 32, et ceux d'une grève de salariés syndiqués, régis par le Code du travail. Les interprétations sont très partagées.

La presque totalité des juges qui ont eu à se prononcer sur des demandes d'injonction a tranché qu'une association étudiante ne pouvait jouir des mêmes droits qu'une association de

salariés. Le juge Robert Mongeon, dans Michaudville c. Cégep Saint-Laurent, est catégorique : « Nulle part, ne trouve-t-on des pouvoirs accordés à l'Association qui se comparent de près ou de loin aux droits et pouvoirs accordés à un syndicat ou à une unité d'accréditation reconnus par le Code du travail », écrit-il dans son jugement. « Les étudiants et leurs associations prétendent à un droit de faire la "grève" sans contrôles, sans limites et sans encadrement. Cela s'appelle un droit de grève sauvage. Avec égards, je crois qu'aucune loi du Québec ne permet un tel abus, un tel déraillement. Par opposition, les lois du travail encadrent, limitent et balisent le droit de grève tout en prévoyant un moyen de s'en sortir par la négociation d'une convention collective de travail, d'une conciliation, d'une médiation ou même d'un arbitrage. »

L'histoire

Même si la comparaison entre les deux n'est pas parfaite, Brunelle et Lampron ne partagent pas ce point de vue. Selon eux, par le seul effet de l'accréditation, « les associations étudiantes jouissent bel et bien de pouvoirs qui peuvent se comparer - en faisant les adaptations nécessaires, bien évidemment - à ceux des associations de salariés régies par le Code du travail », écrivent-ils dans leur article « La liberté d'expression en contexte de crise : le cas de la grève étudiante ».

Et encore une fois, ils s'en remettent à l'histoire des 50 dernières années pour justifier le droit des étudiants à la grève. « Au Québec, il nous

semble que le phénomène des grèves étudiantes a suffisamment marqué, au fil des années, les rapports entre les autorités (gouvernementales, universitaires, collégiales) et les étudiants pour passer, en quelque sorte, dans les moeurs. Les occasions de frapper d'illégalité le recours à ce moyen de pression ont été trop nombreuses, par le passé, pour ne pas en déduire une tolérance certaine de l'État à leur égard », soulignent-ils.

Droit individuel, droit collectif

Qu'en est-il alors du droit de l'étudiant qui ne souhaite pas faire la grève comme il a été voté par l'association dont il est membre ? Dans la cause Carrier c. Université de Sherbrooke, le juge Gaétan Dumas compare le mouvement de grève étudiant à un boycottage dans un magasin à grande surface. Selon lui, un individu a tout à fait le droit de boycotter un magasin, mais il ne peut en empêcher un autre d'acheter dans ce même magasin, encore moins de lui en bloquer l'accès.

Selon Me Michel Filion, avocat et auteur de deux dictionnaires de droit, en droit civil, le contrat que les étudiants ont avec l'établissement d'enseignement a préséance sur le contrat qu'ils ont avec leur association étudiante. « Les étudiants ont un contrat avec l'établissement d'enseignement et c'est la raison même pour laquelle ils se trouvent dans un tel établissement et, accessoirement, dans l'association. Donc, le contrat avec l'association et les décisions de l'assemblée des membres ne permettent pas d'écarter le contrat avec l'établissement », a-t-il

écrit dans une lettre publiée en juin dernier dans des journaux de Québec.

Encore une fois, Brunelle et Lampron divergent et rejettent les propos de Me Filion, estimant que la liberté contractuelle aménagée par le droit civil ne jouit pas d'une prépondérance sur un autre droit. Pour eux, comparer liberté d'expression commerciale et liberté d'expression politique est « une confusion regrettable ». « Il est dérangeant de constater avec quelle indifférence le système de représentation collective mis en place par le législateur est ainsi détourné, au nom d'une logique purement individuelle qui banalise l'exercice de la démocratie participative étudiante ».

Mais la question du droit à la grève demeure : les associations étudiantes souhaitent qu'on respecte leur droit démocratiquement acquis de faire la grève, tandis que des étudiants en désaccord avec la grève revendiquent leur droit d'assister à leurs cours. À qui donner raison ? Brunelle et Lampron rejettent la vision individualiste. « Quant au préjudice susceptible d'être causé à l'étudiant qui n'a pas accès à ses cours en raison de la grève déclenchée par son association étudiante et des piquets de grève qu'elle dresse en conséquence, en quoi se distingue-t-il fondamentalement du préjudice "collectif" que subit l'ensemble de ses collègues aux prises avec la même situation ? », soutiennent-ils.

[Vos réactions \(62\)](#)

LA PRESSE : Le conflit étudiant au coeur du congrès de la Fédération des journalistes - Publié le vendredi 16 novembre 2012 à 10h41



Photo: PC

Marc Parent, chef du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).
La Presse Canadienne, Montréal

Les grèves étudiantes du printemps dernier seront au coeur du congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), qui s'ouvre vendredi, à Saint-Sauveur, dans les Laurentides.

Le thème sera abordé via un certain nombre d'ateliers, samedi. Les participants se demanderont notamment si les médias ont été réellement objectifs dans leur couverture du conflit et s'ils ont trop mis l'accent sur les manifestations au détriment des enjeux de fond.

Un autre atelier portant sur la relation parfois conflictuelle entre les médias et les policiers se déroulera notamment en présence du directeur du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Marc Parent. Certains journalistes affectés à la couverture de manifestations avaient été brièvement arrêtés, le printemps dernier.

Le congrès de la FPJQ se déroulera au Manoir Saint-Sauveur du vendredi 16 novembre au dimanche suivant. Les organisateurs attendent de 500 à 600 participants.

Le nouveau ministre de la Culture et des Communications, Maka Kotto, prendra la parole samedi midi. Il devrait notamment revenir sur le rapport du Groupe de travail sur le journalisme et l'avenir de l'information au Québec, rédigé par la professeure Dominique Payette, qui recommandait l'an dernier une intervention accrue de l'État dans le secteur de l'information.

D'autres sujets seront abordés durant le congrès, dont les nouveaux modèles d'affaires testés par certains médias sur Internet, l'utilisation des médias sociaux, les compressions du gouvernement Harper à Radio-Canada et le recours aux sources confidentielles.

LA PRESSE : Droit de grève pour les étudiants: Duchesne est ouvert - Publié le mercredi 14 novembre 2012 à 16h49 | Mis à jour le mercredi 14 novembre 2012 à 17h00



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Les étudiants n'avaient pas le droit de grève au printemps dernier. Mais grâce à un « consensus social », on le leur a reconnu dans les faits, selon un professeur de droit.

Paul JOURNET, La Presse (Québec) Assimiler la grève étudiante à un boycottage a créé une crise sociale, croit le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne. Il songe à changer la loi pour accorder aux étu-

diants le droit de grève, ce qui leur permettrait d'empêcher leurs confrères d'assister à leurs cours. Le ministre examinera la question l'hiver prochain, au sommet sur l'enseignement supérieur.

« Pendant 40 ans, au Québec, on parlait de droit de grève (étudiante), a dit M. Duchesne. Il y a eu des grèves, des situations dans les cégeps et universités. Puis l'ancien gouvernement libéral a décidé qu'il inventait le mot *boycott*. La conséquence, c'est qu'on a eu une crise sociale importante, avec une instabilité qui a duré longtemps. On a eu, à un certain moment, 300 000 étudiants en grève. On avait 200 000, 300 000 personnes dans les rues chaque mois, pendant trois ou quatre mois. On a créé de l'instabilité. »

« L'ancien gouvernement libéral, qui était dans la politique de la division, a dit: "On va faire rappeler les juges, on va multiplier les injonctions et on va appeler la police." Ça n'a pas donné un climat favorable aux études », a poursuivi le ministre.

Les étudiants n'avaient pas droit de grève, mais grâce à un « consensus social », on le leur a reconnu dans les faits, [a déjà soutenu Louis-Philippe Lampron](#), professeur de droit à l'Université Laval. Le printemps dernier, on a interprété la grève étudiante de façon plus étroite. Elle était devenue un droit individuel de boycotter un cours.

Cette interprétation a été retenue par plusieurs tribunaux, qui ont rendu plus de 20 injonctions afin de permettre à des étudiants de rentrer en classe même si leur association avait voté pour la grève (rappel [ici](#) et [ici](#)). Certaines injonctions forçaient des établissements à donner les cours malgré le vote pour la grève. D'autres empêchaient qu'on bloque l'accès aux salles de cours. En avril, le juge de la Cour supérieure Marc-André Blanchard avait toutefois refusé de rendre l'injonction que demandaient des élèves du cégep de Lanaudière, qui voulaient que leurs cours reprennent.

[Plusieurs injonctions n'ont pas été respectées](#), et des établissements comme le cégep et l'Universi-

té de Sherbrooke ont été accusés [d'outrage au tribunal](#). Après l'adoption de la loi 12, seule l'accusation d'outrage au tribunal contre Gabriel Nadeau-Dubois, alors porte-parole de la CLASSE, avait été maintenue.

Sklavounos contre le «droit de bloquer les portes»

Le porte-parole libéral en matière d'éducation, Gerry Sklavounos, accuse le ministre Duchesne de vouloir donner aux étudiants le «droit de bloquer les portes». Il rappelle que, même si le conflit étudiant du printemps dernier est le plus important de l'histoire québécoise, la majorité des étudiants ont terminé leurs cours. «Alors que 70% de nos étudiants ont terminé leurs cours normalement le printemps dernier, le ministre

permettrait à ceux qui veulent bloquer l'accès aux salles de classe de le faire légalement et en toute impunité. Pendant ce temps, les classes seront éclairées, chauffées ou climatisées, les professeurs, chargés de cours, administrateurs et employés de soutien, payés. Les Québécois assumeront la note, mais nos étudiants ne recevront pas leurs cours», a-t-il dénoncé.

Il accuse le gouvernement Marois d'avoir «essayé d'acheter la paix en gelant les droits de scolarité» et en «refilant la facture de 120 millions à la classe moyenne». [Et l'ASSÉ menace de relancer un cycle de perturbations](#), a-t-il rappelé.

M. Duchesne réplique que les étudiants ont le droit de manifester. «Mais ce qu'on dit aux gens, c'est qu'on manifeste quand il y a un blocage, quand on n'écoute pas», a-t-il lancé. Il a rappelé

que tous les étudiants seront entendus au [sommet sur l'éducation supérieure](#).

Dans un communiqué de presse, la Fédération étudiante collégiale du Québec a dénoncé les attaques de M. Sklavounos: «Il est simplement irresponsable de nier l'importance de la démocratie étudiante, de refuser de penser à s'asseoir afin d'évaluer les méthodes qui nous permettraient un meilleur arrimage législatif des droits qu'exercent déjà les associations étudiantes depuis la fin des années 60. De plus, M. Sklavounos fait fi des constats et problématiques rencontrés au printemps, tout en refusant d'observer les droits fondamentaux que confèrent normalement le droit d'association.»

JOURNALMÉTRO : Des associations étudiantes seront en grève - Mise à jour: Mardi 13 novembre 2012 | 18:48



Archives Métro

Manifestation durant le printemps érable à Montréal

Par Camille Laurin-Desjardins

Quelques associations étudiantes québécoises seront en grève à partir de mercredi, à l'occasion de la Semaine de mobilisation internationale, qui vise à lutter contre la marchandisation de l'éducation.

Une trentaine d'associations, affiliées à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), ont voté en faveur d'un ou de quelques jours de grève ou doivent se prononcer dans les prochains jours, concernant la semaine qui se déroule du 18 au 22 novembre. «C'est pour témoigner de notre solidarité envers d'autres mouvements étudiants à l'international, pour replacer notre mobilisation du printemps dans un contexte de mobilisation internationale», explique Jérémie Bédard-Wien, de l'ASSÉ.

Le but n'est donc pas nécessairement de promouvoir la gratuité scolaire, mais plutôt de lutter contre la marchandisation de l'éducation. Le tout culminera le 22 novembre, pour une grande manifestation nationale.

Aucune association faisant partie de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ni de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) n'a voté de mandat de grève concernant cette semaine. Les deux fédérations disent se concentrer sur la préparation en vue du Sommet sur l'éducation supérieure. «En fait, la majorité des associations ont de la difficulté à voir quelle est la cible et quels sont les objectifs qui sont visés par la grève», croit Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

La présidente de la FECQ, Éliane Laberge, précise que certaines associations ont préparé des conférences et des ateliers en vue de cette semaine.

LE DEVOIR : Conflit étudiant : grève ou boycottage? - La FECQ mandate Juripop pour éclaircir la question juridique - Mardi 13 novembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Une grève étudiante est-elle l'équivalente d'une grève de travailleurs ? La Clinique juridique Juripop tentera de résoudre la question.

Lisa-Marie Gervais

De nombreux étudiants ont débrayé ce printemps, jusqu'à près de 200 000 au plus fort de la grève. Mais en avaient-ils le droit ? La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a décidé d'en avoir le cœur net et mandate la Clinique juridique Juripop pour faire la lumière sur la question. Une grève étudiante est-elle l'équivalente d'une grève de travailleurs ? Peut-elle être légitimée en vertu du Code de travail ? Jusqu'ici, le mystère demeure entier : la loi actuelle ne permet pas la grève, mais ne l'empêche pas non plus, comme le dit Marc-Antoine Cloutier, directeur général de la Clinique

juridique Juripop et comme l'ont rappelé plusieurs juristes durant le conflit étudiant.

«Aucun jugement, nul tribunal, n'est venu clarifier la situation, tous s'étant contentés de dire que la question devrait être traitée lors des audiences sur le fonds des différentes requêtes d'injonction, qui n'ont finalement jamais été plaidées», a indiqué M. Cloutier.

Pourtant, le printemps a vu deux visions s'opposer, celle des étudiants, convaincus que leur débrayage était parfaitement légal, et celle du gouvernement qui, en désaccord avec cette prémisse, a nié leur droit à la grève, préférant même le mot «boycott».

En clair, la Clinique Juripop a été chargée d'évaluer les différents scénarios pour un meilleur arrimage entre les moyens de pression des associations étudiantes et les lois. Qu'ont-elles le droit de faire ? «Dans tous les cas, attendre tranquillement les bras croisés de revivre une situation semblable, attendre la prochaine vague de requêtes d'injonctions ou d'outrages ne servira personne», a dit par voie de communiqué, Éliane Laberge, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec. «C'est pour cette raison que nous entamons cette réflexion et avons demandé à la Clinique juridique Juripop de nous soumettre divers scénarios qui auraient pour effet d'inscrire clairement dans la loi les droits que nous exerçons déjà politiquement et légitimement depuis les années 60».

La Fédération étudiante collégiale souligne que le Barreau du Québec avait proposé en mai dernier que leurs comités d'experts, notamment en droit de la personne, puissent contribuer à l'établissement de cadres pour qu'une grève étudiante ait des balises claires en matière de droit, un peu comme pour les salariés. Le bâtonnier de l'époque, Louis Masson, rappelait qu'au même titre que les élus du gouvernement choisis démocratiquement «les représentants des fédérations étudiantes l'ont également été en vertu de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants».

[Vos réactions \(54\)](#)

LA PRESSE : Vote pour la grève dénoncé à l'Université de Montréal - Publié le lundi 12 novembre 2012 à 17h50 | Mis à jour le mardi 13 novembre 2012 à 12h04

Ewan Sauves, La Presse



<p>Votes illégaux et messes basses douteuses: le résultat du vote d'une association étudiante de l'Université de Montréal sur un mandat de grève a suscité la grogne de plusieurs étudiants, aujourd'hui.</p> <p>Dès mercredi, la rue reverra le rouge alors que des centaines de cégépiens et d'universitaires seront en grève pour dénoncer la marchandisation de l'éducation. Organisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), une «semaine de mobilisation internationale» est prévue partout au Québec, du 14 au 22 novembre prochain.</p> <p>Depuis quelques jours, les associations étudiantes des universités sont invitées à voter pour ou contre leur participation à ce mouvement.</p> <p>À 11h30 ce matin, c'était au tour de l'Association des étudiants en sciences politiques et en études internationales de l'Université de Montréal (AESPEIUM) de se positionner sur la question.</p> <p>Au terme de plusieurs heures de débat, il a été décidé que les 719 étudiants de l'AESPEIUM n'auraient pas cours les 14 et 22 novembre prochains. Le vote a toutefois été serré: 79</p>	<p>membres ont appuyé la tenue de deux journées de grève, 54 ont voté contre et 7 se sont abstenus.</p> <p>Selon Jessica Bromhorst, étudiante en études internationales, ce résultat n'est pas valide. Elle a quitté son assemblée avec un goût amer, cet après-midi. «On m'a donné mon carton pour voter sans même vérifier mon identité», dénonce Jessica Bromhorst, en entrevue avec <i>La Presse</i>.</p> <p>L'hiver dernier, des personnes vérifiaient rigoureusement, à l'aide d'une liste de membres, que seuls les étudiants de l'AESPEIUM exercent leur droit de vote, ajoute-t-elle. «Aujourd'hui, il n'y avait aucune régulation. Je trouve ça fâchant, parce que ce n'est pas démocratique.»</p> <p>De plus, certains votes auraient été faits sur des bouts de papier et non sur le carton distribué à l'entrée de la salle, peut-on lire dans une discussion sur la page Facebook de l'association étudiante.</p> <p>Une autre étudiante, qui préfère taire son nom, a assuré avoir entendu quelqu'un dire au président de l'association qu'il n'était pas membre de l'AESPEIUM et qu'il est «venu pour que vous</p>	<p>ayez quorum et que le vote de grève passe». «On est plusieurs à avoir vu la scène», mentionne-t-elle.</p> <p>Nicolas Lavallée, président de l'AESPEIUM, a indiqué que la séance d'aujourd'hui s'est déroulée dans les règles de l'art. «On a fait comme d'habitude, en vérifiant les membres et les simples observateurs. Pour eux, l'assemblée leur a donné le droit de parole, mais pas le droit de vote.»</p> <p>M. Lavallée a admis qu'une «liste officielle» des membres était utilisée au dernier trimestre pour vérifier les présences, mais que, aujourd'hui, elle n'était tout simplement pas prête. «C'est un processus bureaucratique qui est long et on ne l'a pas encore.»</p> <p>En ce qui concerne la phrase qu'un étudiant lui aurait glissée à l'oreille durant les discussions, c'est tout simplement faux, promet le président.</p> <p>«Inventer des faits, je trouve ça particulièrement dégueulasse. L'assemblée a duré une heure et demie et personne n'est venu me parler de ça.»</p>
--	--	---

TVANouvelles : Conflit étudiant : Un étudiant de l'UQAC bénéficie d'une absolution conditionnelle - Première publication lundi 12 novembre 2012 à 17h41

<p>Par Jean Houle TVA Nouvelles</p> <p>L'un des chefs d'une manifestation étudiante à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), survenue le 5 avril dernier, bénéficie d'une absolution conditionnelle du tribunal.</p> <p>Simon Lefebvre, 25 ans, inscrit au Baccalauréat en intervention plein air, a reconnu sa culpabilité à une accusation de voies de fait contre une étudiante et un membre du service de sécurité.</p> <p>Ce jour-là, l'étudiant au programme de plein air avait été identifié comme un agitateur de cette manifestation, et pris charge d'un petit groupe pour tenter d'entrer dans une classe de biologie.</p> <p>Il a poussé un agent de sécurité de l'UQAC et une autre étudiante qui se trouvait sur les lieux. Les policiers l'avaient arrêté à son arrivée au palais de justice, dans la foulée de la manifestation.</p>	<p>Lefebvre a plaidé coupable à une seule des trois accusations de voies de fait. Les deux autres charges ont été abandonnées. Les deux procureurs au dossier se sont entendus pour une demande d'absolution conditionnelle. L'Université était bien d'accord avec cette suggestion, en échange du plaidoyer de culpabilité.</p> <p>«C'est un bon étudiant, explique le directeur des affaires publiques de l'UQAC Jean Wauthier. L'université ne pouvait laisser passer ses gestes, mais une fois qu'il a reconnu sa culpabilité, nous ne voulions pas qu'il lui reste des conséquences.»</p> <p>Devant le tribunal, la Couronne a fait valoir que la salle ciblée par l'intrus et son groupe lors de la manifestation contenait des produits chimiques.</p> <p>«On ne peut pas présumer de ses intentions, mais quelqu'un qui n'est pas autorisé à entrer</p>	<p>dans une telle classe peut être dangereux», a indiqué Me Jean-Sébastien Lebel.</p> <p>L'étudiant a déjà subi les contrecoups de sa mise en accusation. Les Forces armées canadiennes lui ont refusé un emploi d'été.</p> <p>L'homme de 25 ans pourra se reprendre dans un an, au terme de sa probation. Son absolution deviendra permanente si, d'ici là, il n'importune pas le personnel de l'UQAC, ni ne se trouve sur les lieux de toute manifestation sur le terrain de l'Université.</p> <p>Quinze autres étudiants de l'UQAC se retrouveront devant la Cour le 4 décembre prochain, après leur occupation des locaux administratifs pendant quelques heures, le printemps dernier.</p>
---	---	---

LA TRIBUNE : Les étudiants du Cégep renoncent au mouvement de grève mondial - Publié le lundi 12 novembre 2012 à 15h05



Archives La Tribune

<p>Claude Plante, La Tribune</p> <p>(Sherbrooke) Les étudiants du Cégep de Sherbrooke ne feront pas partie du mouvement de grève à l'échelle planétaire qui doit avoir lieu du 14 au 21 novembre.</p> <p>Lundi, réunis en assemblée générale, ils ont rejeté ce nouveau mouvement de débrayage dans une forte majorité. Le nombre de jours de grève avait été réduit à un, soit seulement le 22 novembre.</p> <p>Exceptionnellement, le vote a été pris à mains levées.</p> <p>Rappelons que le dépôt d'une pétition de plus de 200 noms avait justifié la tenue de cette assemblée. Les statuts et règlements de l'Association</p>	<p>étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) stipulent qu'une assemblée générale spéciale de grève peut être organisée si une pétition comptant les signatures de trois pour cent des membres est déposée.</p> <p>Le Mouvement international étudiant (MIE) a appelé les étudiants du monde entier à faire la grève. Le MIE les invite entre autres à contester la hausse des droits de scolarité, à revendiquer une éducation sans endettement et à dénoncer la place grandissante du privé dans l'enseignement et la recherche.</p>
---	---

LE DEVOIR : Un trou de 33 millions pour les cégeps - La Fédération des cégeps demande au gouvernement de payer la facture - Samedi 10 novembre 2012

<p>Lisa-Marie Gervais</p> <p>À l'annonce du budget, la Fédération des cégeps souhaite que Québec honore les engagements que l'ancien gouvernement libéral avait pris à son égard. Elle s'attend à ce que le gouvernement comble le trou de 33 millions, causé par le conflit étudiant, dans ses 48 cégeps.</p> <p>« Pour nous, c'est un incontournable [que Québec paye la facture]. On ne peut pas adopter de budgets déficitaires », a déclaré au Devoir Jean Beauchesne, le président-directeur général de la Fédération des cégeps. Si les cégeps doivent assumer les coûts de la grève, ce sont les ser-</p>	<p>vices aux étudiants qui en souffriront, a-t-il laissé entendre.</p> <p>Ces coûts sont répartis entre la main-d'œuvre (qui a coûté 30 millions supplémentaires) et d'autres frais, comme la sécurité et la perte de revenus occasionnée par la grève (3 millions). « Mme Courchesne [ex-présidente du Conseil du trésor] avait négocié avec la CSN pour l'ajout de personnel et tout ça. Elle avait pris un engagement formel et public, mais elle n'a pas fait approuver un appel au fonds consolidé. C'est du jargon pour dire qu'elle n'a pas fait autoriser une décision du Conseil du trésor avant de partir, et</p>	<p>on le déplore », a-t-il soutenu. « On réclame du gouvernement actuel le paiement de ça. »</p> <p>Pour l'instant, les échos qu'il a du ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, sont qu'il devra attendre que les universités aient terminé le décompte des coûts additionnels engendrés par le conflit étudiant. Trois universités seraient toujours en train d'effectuer ces calculs. La situation financière des 14 cégeps touchés par la grève pourrait sérieusement empirer, a indiqué M. Beauchesne.</p> <p>Un horizon de cinq ans</p> <p>Il rappelle que deux « vagues de compressions », totalisant 31 millions durant l'année 2011-</p>
---	---	---



2012, ont forcé les cégeps à puiser dans leurs soldes de fonds. Ceux-ci ont été considérablement réduits et sont même dans le rouge dans certains cas, rappelle-t-il. « Par exemple, le Collège de Maisonneuve était dans le négatif et le plan de redressement approuvé par le ministère est suivi à la lettre. Mais c'est sûr que si on leur disait qu'ils ont une autre facture de plus à assumer... ça irait moins bien », a-t-il souligné. « Je me vois mal aller au ministère avec huit cégeps et faire huit plans de redressement. » La Fédération des cégeps réitère un souhait qu'elle fait année après année au sujet d'une situation qu'elle envie particulièrement aux universités : soit un réinvestissement inscrit dans une entente échelonnée sur cinq ans. Les cégeps gèrent actuellement des budgets annuels et dénoncent le peu de marge de manoeuvre que

cela leur procure. Par le passé, ils ont fait face à plusieurs réinvestissements suivis de compressions et ont déploré devoir ainsi jouer au « yo-yo » avec leurs finances. « Ça devient ingérable », a insisté Jean Beaugesne. Le p.-d.g. de la Fédération des cégeps est d'autant plus inquiet que le budget du 20 novembre a été produit « en catastrophe », selon lui. « On ne demande pas de réinvestissement et on ne dit pas que les collèges sont sous-financés. On n'est pas là non plus pour prendre les décisions à la place du gouvernement, mais on exige nos budgets avec [des montants pour] les coûts de système et une vision », a soutenu Jean Beaugesne. Il conclut en espérant que les crédits seront déposés en même temps et non pas seulement les orientations budgétaires, comme ce fut déjà le cas par le passé.

Vos réactions (1)

Daniel Lemieux - Inscrit, 11 novembre 2012 01 h 14
Les coûts du boycott étudiant
Après le SPVM et les universités, voici les cégeps et leurs réclamations. Ça n'a plus de fin. Voilà donc une autre conséquence de l'entêtement du PLQ de Jean Charest, qui aurait pu entrevoir des solutions satisfaisantes pour les deux parties bien avant la fin du conflit. Rétrospectivement, on peut mieux évaluer le temps perdu pendant les négociations, maintenant que l'on sait que la ministre Line Beauchamp n'a fait qu'obéir aux dictats de son patron.

LE SOLEIL : Le nombre d'élèves en difficulté explose dans les cégeps - Publié le jeudi 08 novembre 2012 à 05h00 | Mis à jour le jeudi 08 novembre 2012 à 10h16



Photothèque Le Soleil, Yan Doublet
Jean Beaugesne, président de la Fédération des cégeps, réclame un financement à long terme. Daphnée Dion-Viens, Le Soleil (Québec) Le nombre d'étudiants en difficulté dans les cégeps a connu une augmentation fulgurante au cours des deux dernières années. D'environ 3000 en 2009-2010, il est passé à près de 9000 en 2011-2012, selon des chiffres provisoires de la Fédération des cégeps. À l'approche du premier budget du gouvernement Marois, le réseau collégial lance un appel à l'aide et réclame un financement à long terme.

Le nombre de cas « a vraiment explosé », lance Jean Beaugesne, président de la Fédération des cégeps, tout en soulignant que ces chiffres reflètent la tendance observée dans les écoles secondaires. Cette augmentation signifie aussi qu'un plus grand nombre d'élèves ayant des problèmes d'apprentissage réussissent tout de même à décrocher leur diplôme d'études secondaires, si bien qu'ils sont de plus en plus nombreux à arpenter les corridors des cégeps. On parle ici d'étudiants qui souffrent, entre autres, d'un déficit d'attention, de dyslexie, de dysorthographe ou encore d'un syndrome d'Asperger, de troubles d'anxiété ou d'autres problèmes de santé mentale. Les chiffres de la Fédération comprennent les cas diagnostiqués, les cas autodéclarés de même que ceux qui ont été identifiés par des enseignants ou différents intervenants. **Situation « invivable »** Avec cette augmentation, il devient par ailleurs de plus en plus difficile pour les cégeps d'offrir des services adéquats à ces élèves, poursuit M. Beaugesne : « On n'a pas le financement pour ces clientèles-là. Il faut au moins pouvoir

s'ajuster aux nouvelles clientèles qui nous arrivent parce que c'est invivable. » Puisqu'aucune somme n'est spécifiquement dédiée aux étudiants en difficulté, les collèges se débrouillent en pigeant dans leur budget courant pour l'instant, explique M. Beaugesne. « Mais cette façon de faire a atteint ses limites. On souhaite que l'on reconnaisse que ces jeunes-là ont aussi droit à l'éducation postsecondaire », affirme-t-il. Pour mieux planifier l'avenir, les cégeps réclament par ailleurs un financement à long terme, au moins sur cinq ans, afin d'éviter « l'effet yo-yo ». Au cours des 20 dernières années, les cégeps ont connu des compressions une année sur deux, en moyenne. En 2011-2012, le gouvernement libéral avait accordé une somme supplémentaire de 3,5 millions \$ pour répondre aux besoins de ces étudiants, alors que les cégeps évaluaient les besoins à 13 millions \$. Cette somme n'était pas récurrente. À titre comparatif, près d'un milliard de dollars sont consacrés chaque année aux élèves en difficulté d'apprentissage ou d'adaptation dans les écoles primaires et secondaires du Québec.

LA PRESSE : Les universités recevront une compensation moindre - Publié le mercredi 07 novembre 2012 à 17h25

Tommy Chouinard, La Presse (Québec) Les universités recevront une compensation moindre que celle qu'elles réclamaient pour l'annulation de la hausse des droits de scolarité. Le gouvernement Marois leur versera 32 millions de dollars. La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) demandait autour de 40 millions. Elle s'appuyait sur le plan de financement des universités du gouvernement Charest, qui était basé sur une hausse des droits

de scolarité de 325\$ pour cette année (1625\$ en cinq ans). Or, les libéraux avaient changé de position depuis et voulaient augmenter les droits de scolarité de 254\$ pour cette année (1778\$ en sept ans). Le gouvernement Marois a donc décidé de fixer sa compensation en fonction de cette hausse moins élevée que celle prévue au départ. C'est ce qui explique l'écart entre ce qu'il versera et ce que réclamaient les universités, dit-on à Québec.

En annonçant l'annulation de la hausse des droits de scolarité, en septembre, Pauline Marois avait promis de compenser le manque à gagner des universités. Elle confirmera le montant de la compensation aujourd'hui. Elle dévoilera également la « démarche participative » qui mènera au Sommet sur l'enseignement supérieur, attendu l'an prochain. La CREPUQ n'a pas voulu commenter pour l'instant.

TVANOUVELLES : Droits de scolarité : Pas de hausse dans le prochain budget, confirme le ministre Duchesne - Première publication mercredi 7 novembre 2012 à 12h57 - Mise à jour : mercredi 7 novembre 2012 à 18h55



Crédit photo : Agence QMI
Pierre Duchesne, ministre de l'Enseignement supérieur
Par Charles Lecavalier et Geneviève Lajoie | Agence QMI

Le dossier des droits de scolarité est une véritable patate chaude pour le gouvernement Marois. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a dû confirmer que le budget du 20 novembre comprendra un gel des droits de scolarité pour l'année 2013-2014, comme l'a révélé le Journal de Québec. Il s'est par ailleurs trouvé dans l'embarras durant la période de questions, lorsque les libéraux l'ont accusé d'avoir « pipé les dés » et décidé à l'avance de l'issue du sommet en prônant le gel. Ils ont déposé à l'Assemblée nationale une lettre datant du 5 octobre, signée par M. Duchesne et adressée au Conseil supérieur de l'éducation, où

il recommande le gel des droits de scolarité pour l'année 2013-2014. « Je vous informe que le ministère de l'Enseignement supérieur [...] a l'intention de recommander un gel des droits de scolarité de base au niveau de ceux exigés en 2011-2012 », peut-on lire dans la lettre. M. Duchesne rétorque qu'il ne s'agit que d'une « hypothèse de travail », un « document technique » qu'il devait soumettre au Conseil supérieur de l'éducation pour qu'il émette un avis sur les droits de scolarité des étudiants étrangers pour les deux prochaines années. Il accuse d'ailleurs l'opposition de faire de la « stratégie » pour « créer des zones d'ombre » et nuire au sommet sur l'enseignement.



Maintenir les options ouvertes

La décision de «maintenir le statu quo» est nécessaire, dit-il, pour «maintenir les options ouvertes» lors du sommet qu'il prépare depuis plus d'un mois et qui n'aura pas lieu avant l'hiver 2013. La crédibilité dudit sommet aurait été affectée «si ça avait été l'inverse et qu'on prévoyait une hausse des droits de scolarité dans un an dans le budget.»

Il a aussi annoncé peu après la période de questions, lors d'un point de presse improvisé, que le gouvernement Marois n'aura «pas de proposition soumise à la table» pendant le sommet. Jusqu'à tout récemment, le PQ défendait pourtant l'indexation des droits de scolarité.

«Il va y avoir des documents de discussions. Ce n'est pas un exercice où l'on dit: "Voilà notre position, qu'en pensez-vous?"», a expliqué M. Duchesne. L'indexation reste toutefois la solution favorisée par Pauline Marois, «qui a émis sa préférence», a dit le ministre.

Tromper la Chambre

Le PLQ accuse carrément Pauline Marois et Pierre Duchesne d'avoir «trompé la Chambre».

Pour Jean-Marc Fournier, la fameuse lettre est plutôt une preuve que la décision est prise d'avance et que les dés sont pipés.

Le critique libéral en matière d'enseignement supérieur, Gerry Sklavounos, soutient quant à lui que le PQ «ménage sa base électorale en refilant la facture aux contribuables».

Étudiants heureux

Les fédérations étudiantes sont très satisfaites de cette position.

«Pour nous, c'est une bonne nouvelle parce que le Parti québécois démontre qu'il respecte encore les engagements qu'il a tenus auprès des étudiants au cours des derniers mois, mais c'est aussi une bonne nouvelle parce qu'à notre sens, un gel des frais de scolarité est bien plus propice à permettre une accessibilité aux études qu'une

hausse, par exemple», a réagi la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec, **Éliane Laberge**.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) n'avait toujours pas réagi sur l'heure du dîner.

Une maigre compensation pour les universités

Le gouvernement Marois versera 32 millions\$ aux universités pour compenser l'annulation de la hausse des frais de scolarité.

Rien pour plaire aux recteurs, qui crient au sous-financement et qui réclamaient plutôt 42 millions\$.

Un des premiers gestes de Pauline Marois lorsqu'elle a pris le pouvoir a été d'annuler la hausse des droits de scolarité décrétee par le précédent gouvernement libéral. Elle s'était en contrepartie engagée à compenser les universités.

THE GAZETTE : CLASSE disbands, but celebrates victories – Wednesday, November 7, 2012



Photograph by: Tijana Martin, Montreal Gazette
Protesters cheer during a mass demonstration in Montreal that was organized by the student group CLASSE against Jean Charest's government in June.

By Catherine Solyom, THE GAZETTE

You might say it's been a bad week for CLASSE, the radical face of the Quebec student movement, whose members formed the backbone of nightly protests throughout the so-called Maple Spring.

On Thursday, its former spokesperson, Gabriel Nadeau-Dubois, was found guilty of contempt of court for suggesting striking students ignore court injunctions in May to allow non-striking students to attend class.

Then on Saturday, a majority of the organization's members voted to disband the student organization altogether.

Created in December 2011 as a temporary alliance to fight planned tuition hikes, members of the Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante assembled at a conference at UQAM and decided the time had come to end it.

Far from mourning its passing, however, CLASSE spokespeople took the opportunity to celebrate their victories.

In a press release issued Saturday, CLASSE took credit for creating a mass movement, and, ultimately, forcing an end to the tuition hikes and

the repeal of Bill 78, the controversial legislation that restricted protests on or near campuses, as well as any protests of 50 or more people that had not been approved by Quebec police.

"Throughout the strike, the associations that were members of the CLASSE did incredible work, while the CLASSE ... not only blocked the tuition hike but defied the neo-liberal agenda behind this ideological choice," said Jeanne Reynolds, the co-spokesperson for CLASSE.

She might also have argued CLASSE was instrumental in bringing down the Liberal government of Quebec, and paving the way for a Parti Québécois government under Pauline Marois.

Marois, as well as other PQ MNAs proudly wore the student movement's red square throughout the spring — up until June, when an election seemed imminent — although it is not clear whether the student vote was what gave the PQ an edge over the Liberals or the upstart Coalition Avenir Québec.

But if CLASSE is no longer, the ASSÉ — L'Association pour une solidarité syndicale étudiante — will remain a permanent fixture of student politics, Reynolds said, as students prepare for Marois's promised summit on higher education to be held within the next few months.

With that in mind, all student associations, the CLASSE statement read, are invited to attend the Rassemblement national étudiant (RNE) — national student conference — Dec. 1 and 2.

As for Nadeau-Dubois, he has decided to appeal the decision that found him guilty of contempt of court and has called for help in paying his mounting legal fees.

Nadeau is facing a year in prison and a \$50,000 fine.

Juripop, a legal aid clinic, which represents two other student organizations, the FECQ for CEGEP students, and the FEUQ for university students, has told Le Soleil it would be a conflict of interest for it to help with Nadeau-Dubois's defence, financially or otherwise.

But a fundraising rally in support of Nadeau-Dubois was held in Toronto on Saturday. Participants said the contempt of court decision was an attack on free speech that set a dangerous precedent for other social movements in Canada.

As spokesperson for CLASSE at the time, Nadeau Dubois told RDI news channel in May that "it's legitimate for students to take the necessary means to respect the democratic choice that was made to go on strike." A judge found Thursday that Nadeau-Dubois had thereby encouraged striking students to ignore court injunctions and "advocated anarchy."

THE GAZETTE : Tuition freeze letter sparks outrage in Quebec National Assembly - Liberals erupt while Premier Pauline Marois, higher-education minister scramble to deny all – Wednesday, November 7, 2012



Photograph by: Tijana Martin
Montreal Gazette

A protester stands behind his Quebec flag during a mass demonstration against tuition hikes, in Montreal in June.

By Philip Authier, THE GAZETTE

QUEBEC – A war of words erupted in the National Assembly Wednesday after the Liberals made public a letter apparently confirming the government's decision to freeze university tuition until 2014.

With the Liberals saying the Parti Québécois government has broken its promise to do nothing

about the tuition increase until after an coming summit of all the parties, Premier Pauline Marois and Higher Education Minister Pierre Duchesne were scrambling to deny all.

"You have decided on a freeze for Quebec students," interim Liberal leader Jean-Marc Fournier fired across the floor. "There has not been the summit. The dice are rigged. You have deceived Quebecers in the last election campaign."

"It's not the case," Duchesne responded. "And if there is a budget being prepared it will be tabled. I have obtained assurances from the premier and

the minister of finance that all the options remain open. This is an approach of dialogue.” The controversy is over a letter sent by Duchesne to the Conseil supérieur de l’éducation confirming tuition increases for foreign students and students from the rest of Canada but which also makes reference to “all students registered for university education.”

“I am informing you that the minister of higher education ... intends to recommend a freeze on tuition on the base of levels set in 2011-2012 meaning \$72.26 per credit or \$2,167.80 a year for a full-time student registered for \$30 credits.” Taken aback, Duchesne insisted the letter is strictly technical and is only intended to inform

the network of the base fees to which they add a higher fee for foreign students.

“It would be a good idea to give all the information when we quote a letter,” Duchesne said, noting the two annexed tables refer only to foreign students. This is not the whole regime.” But Liberal education critic Gerry Sklavounos would not let up.

“I think the minister signs letters without having read them,” Sklavounos said. He said it’s clear the government has no plans to respect its election promise to only index tuition to the cost of living.

He said the summit, which is the PQ government’s response to last spring’s student crisis,

will be nothing more than window-dressing for a decision already made.

“Basically, the summit’s a sham,” Sklavounos said.

The Liberals are going after the government on the issue because yet another tuition freeze would allow it to avoid a confrontation with student groups, which rocked the foundation of the previous Liberal regime.

A two-year freeze would allow the PQ minority government to coast through an election campaign with none of the troubles the Liberal had.

TVANOUVELLES : Dépôt du budget : Le gel des droits de scolarité prolongé en 2014 - Première publication mardi 6 novembre 2012 à 21h19



Crédit photo : archives Agence QMI

Par Charles Lecavalier | Agence QMI

Dans le budget qu’il déposera à l’Assemblée nationale, le gouvernement Marois prolongera le gel des droits de scolarité pour au moins une autre année, a appris le *Journal de Québec*.

Contrairement à ce qui était prévu par le ministre de l’Enseignement supérieur, Pierre Du-

chesne, la décision sur la tarification sera prise avant la tenue du sommet sur l’éducation post-secondaire, promis par le PQ en campagne électorale.

Le gouvernement Marois choisirait ainsi de prolonger le gel des droits de scolarité, comme le souhaitait la Fédération étudiante universitaire du Québec.

Le PQ refuse toutefois de confirmer ou d’infirmier l’information. «Les consultations prébudgétaires sont d’ordre privé», dit-on au cabinet du ministre des Finances, Nicolas Marceau.

Le budget du 20 novembre force la main des péquistes. Mais une hausse comme telle est écartée d’emblée.

L’indexation est le scénario favorisé par la première ministre Pauline Marois, et ce sera la

position défendue par le gouvernement lors du sommet que prépare M. Duchesne.

À l’interne, on soutient qu’un gel prolongé pour 2013-2014 et conditionnel aux résultats du sommet ne serait pas un changement de la position défendue par le gouvernement.

Lundi, il a été confirmé que la décision sur les droits de scolarité n’était plus entre les mains du ministère de l’Enseignement supérieur. «Ce n’est plus dans ma cour, je dois attendre de voir le budget», a dit un porte-parole du ministre Duchesne.

Au bureau du ministre des Finances, Nicolas Marceau, on confirme aussi qu’il y aura des «réponses le 20 novembre là-dessus» et que le budget «tiendra compte de la réalité du sommet» prévu au printemps 2013.

LA TRIBUNE : Vote sur «une grève mondiale» au Cégep - Publié le mardi 06 novembre 2012 à 12h28



Archives La Tribune, Jessica Garneau

Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) Le spectre de la grève plane à nouveau sur le Cégep de Sherbrooke. Une assemblée générale est prévue lundi, de 11h30 à 13h30 au Centre de l’activité physique.

Les étudiants seront conviés à se prononcer sur la tenue d’un vote de grève, cette fois pour appuyer les revendications du mouvement étudiant à l’échelle mondiale.

Si les étudiants se prononçaient en faveur, ils se retrouveraient en grève du 14 au 21 novembre. Un tel scénario risquerait de prolonger la session jusqu’en juin.

Selon l’Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS), c’est le dépôt d’une pétition avec quelque 200 noms qui a forcé la tenue d’une assemblée générale spéciale de grève.

Cette «grève mondiale» est soutenue par le Mouvement International Étudiant (International Student Movement, ISM) et se fera dans l’optique de «contester les augmentations des frais de scolarité, les coupes budgétaires, la commercialisation grandissante de l’éducation et, globalement, la marchandisation du savoir partout autour du globe», annonce l’AÉCS.

TVANOUVELLES : À Rimouski : Gabriel Nadeau-Dubois s'en prend au gouvernement péquiste - Première publication dimanche 4 novembre 2012 à 21h39



Crédit photo : Agence QMI

Par Miguel Tremblay | Agence QMI

À peine quelques heures après la dissolution de la **Coalition large de l’Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)**, son ancien co-porte-parole, **Gabriel Nadeau-Dubois**, présent au Salon du livre de Rimouski, n’a pas été tendre envers le **gouvernement de Pauline Marois**.

Celui qui fut l’un des trois leaders du mouvement de protestation des étudiants contre la hausse des droits de scolarité du printemps 2012 s’est montré incisif dimanche envers le nouveau gouvernement lors d’un déjeuner littéraire organisé par Radio-Canada, qui réunissait sept auteurs.

Il s’est dit déçu de l’enthousiasme de la première ministre à l’égard de l’exploitation pétrolière lors de discours d’ouverture à l’Assemblée nationale, en dépit de l’intention de Mme Marois d’en faire un développement qui soit durable.

Gabriel-Nadeau-Dubois a blâmé cette ouverture à l’exploitation pétrolière, qui est, selon lui, contraire aux principes d’un gouvernement du 21e siècle devant s’engager pleinement à la préservation de l’environnement.

Il a dit considérer que le Parti québécois n’incarne pas le changement et se détourne de la jeunesse.

TVANOUVELLES / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEDÉMONTREAL : Conséquence de la grève étudiante : Deux fois plus d’abandons au Cégep de Sherbrooke - Première publication samedi 3 novembre 2012 à 19h33 / Publié le: samedi 03 novembre 2012, 21H38 | Mise à jour: samedi 03 novembre 2012, 22H04



Le Cégep de Sherbrooke a honoré 1554 diplômés cette année, 400 de moins que l'an dernier.

Par Marie-Pier Cornellier | TVA Nouvelles

La grève étudiante du printemps dernier aura doublé le taux d'abandon au Cégep de Sherbrooke comparativement aux années antérieures. Samedi, 1554 diplômés ont été honorés, pour la période de novembre 2011 à octobre 2012. Un nombre qui aurait pu être bien plus élevé si ça n'avait pas été des 400 abandons.

«Ce n'est pas aujourd'hui qu'on veut se rappeler la grève», a lancé une diplômée en graphisme. Ça va faire partie de nos mémoires, mais aujourd'hui on est là pour célébrer la fin de notre cours.»

Marie-Pier, finissante en technique d'éducation à l'enfance se dit bien fière de recevoir son diplôme aujourd'hui. «Le mouvement étudiant a en plus servi à quelque chose», s'est-elle empressée d'ajouter.

La grève a duré huit semaines au Cégep de Sherbrooke. Les étudiants ont eu un mois pour rattraper la matière.

À ce moment-là, ce diplôme a-t-il plus de valeur aux yeux des étudiants? «Je dirais peut-être le contraire», a affirmé une diplômée en génie mécanique. «On a manqué tous nos laboratoires, alors que d'autres dans d'autres écoles, non, et nous avons quand même notre diplôme.»

Une étudiante en graphisme voit la situation différemment: «Les professeurs n'ont pas été plus mous avec nous, et ce, même s'il ne nous restait plus beaucoup de temps.»

Du côté de la direction, on convient que ces étudiants auront obtenu leur diplôme dans des conditions particulières. Toutefois, on est persuadé que les standards étaient là.

La grève du printemps dernier en a découragé plus qu'à l'habitude. Au cours de cette session, 400 étudiants ont abandonné leurs cours, le double que dans les années antérieures.

«C'est le constat qu'il faut faire après la grève» a confirmé le directeur des études du Cégep de Sherbrooke, Réjean Bergeron.

Toutefois, il tient à préciser que tous les étudiants qui sont revenus sur les bancs d'école après la grève ont fait preuve de beaucoup de courage.

Afficher 7 commentaires (Montréal)

Ricg77956 1 commentaire masqué

Le problème étudiant et des droits de scolarités remonte bien avant les libéraux, il remonte au règne du PQ au pouvoir; c'est eux qui ont mis la pagaille en gelant les droits de scolarités à l'époque; gelant ainsi le financement des institutions scolaires et universitaires; par la suite les libéraux ont tenté de corriger le tir sans succès en 2005; et on connaît la suite.

Le PQ s'est fait élire en 2012 avec la promesse de régler la situation, mais avec leurs intentions qu'ils laissent entrevoir pour le futur budget du 20 novembre 2012, le problème des droits de scolarités et du financement des institutions scolaire est loin d'être réglé; il est seulement reporté aux calendres grecques sous peut être une autre administration gouvernementale.

11/07/2012 12:48 PM

Bruno Hébert-Brassard 2 commentaires masqués
Saint bon ! Sa va leur apprendre étudiant brailard à faire des manifestation pour une hausse qui ne les concerne pas et qui est justifier.

11/04/2012 01:16 PM

Guillaume Lacelle 1 commentaire masqué
La hausse n'est pas justifier.

11/04/2012 04:22 PM

pour le qc 1 commentaire masqué
encore "la faute" des libéraux.....

11/03/2012 10:59 PM

FierQC 3 commentaires masqués

Voilà encore une preuve qu'il était temps de se débarrasser des libéraux. Résultat de cette crise: plusieurs abandons et une crise qui a coûté plus cher que la hausse des frais de scolarité qui était prévue; et tout ça pour se faire réélire en voulant faire oublier leurs bilan catastrophique des dix dernières années...

11/03/2012 10:50 PM

eI_kabong23 2 commentaires masqués

Quelle belle déresponsabilisation! Ce sont les étudiants qui ont fait la grève aux dernières nouvelles, ce n'est pas le gouvernement qui a décrété un lock-out... Certains étaient prêts à sacrifier leur session pour les générations futures il paraît... Et voyant leur "victoire"* plusieurs abandonnent?

Si les études supérieures valaient la peine de se battre et de gaspiller sa session, ne serait-il pas la moindre des choses de compléter le cours?

*car la victoire étudiante est due à l'élection du PQ, causée par la division du

58% de votes de centre et centre-droit du PLQ et de la CAQ, seulement

42% de votes à gauche PQ-ON-QS-Vert. Que vous le vouliez ou non, 58% des électeurs ont voté pour une hausse.

11/04/2012 12:56 AM

Guillaume Lacelle 1 commentaire masqué

On appel ça écraser une minorité par la démocratie. C'est pas juste...

11/04/2012 04:25 PM

LE DEVOIR / RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ / LE SOLEIL : : La CLASSE dissoute, l'ASSÉ promet une nouvelle mobilisation étudiante - Samedi 3 novembre 2012, 14h58 / Mise à jour le samedi 3 novembre 2012 à 15 h 45 HAE / Publié le samedi 03 novembre 2012 à 16h27 | Mis à jour le samedi 03 novembre 2012 à 17h26



Jeanne Reynolds et Camille Robert, coporte-parole de la CLASSE

La Presse canadienne

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) a été dissoute, mais l'association qui avait fondé le regroupement promet de recréer une escalade des moyens de pression dès le printemps prochain.

Les associations membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont voté la fin de la CLASSE lors d'un congrès tenu samedi à l'UQAM.

Cette coalition avait été mise sur pied en décembre 2011 et avait, dès le départ, la prétention de n'être qu'une organisation temporaire destinée à combattre la hausse des frais de scolarité.

Ce combat étant terminé, et gagné, l'ASSÉ lance une nouvelle campagne qui s'intitule «En marche vers la gratuité scolaire».

Les militants se retrouveront les 1er et 2 décembre. Ce rassemblement national étudiant

devrait leur permettre de jeter les bases d'une collaboration afin de développer une stratégie qui les mènera en février, au moment où le gouvernement Marois doit lancer son Sommet sur l'éducation post-secondaire.

L'ASSÉ n'a toujours pas confirmé si elle participera à ce Sommet qui soulève plus de scepticisme que d'espoir parmi ses militants.

«Le mouvement étudiant a déjà dû faire face à Pauline Marois lorsqu'elle était ministre de l'Éducation et qu'elle avait proposé une hausse des frais de scolarité. Il ne faut pas se faire d'illusion avec ce moment et il n'y a pas de lune de miel avec le Parti québécois», a maintenu un porte-parole de l'ASSÉ, Jérémie Bédard-Wein.

L'ASSÉ offre une trêve au gouvernement et en poursuivant clairement l'objectif d'obtenir la gratuité scolaire, elle continue de se distinguer des fédérations étudiantes collégiales et universitaires du Québec.

La coporte-parole de la CLASSE, Camille Robert, estime que les victoires de la mobilisation étudiante sont principalement attribuables à la CLASSE et ses actions fondées sur le syndicalisme de combat. Le modus operandi n'est pas appelé à être modifié et la condamnation de Gabriel Nadeau-Dubois pour outrage au tribunal n'y changera rien.

«Nous considérons que les décisions démocratiques doivent être défendues. Il s'agit du cœur de notre mouvement de grève», a conclu Jérémie Bédard-Wein.

Par Lise Millette

Les commentaires RC (217)

Vos réactions LE DEVOIR (3)

Roland Guerre - Inscrit, 4 novembre 2012 07 h 29

Gratuité et syndicalisme

La Classe, qui renouvelle l'approche de la gratuité universitaire, dans le droit fil du protocole de l'Unesco, propose une analyse de la crise qui affecte le Québec. Rlr illustre le syndicalisme étudiant, nourrit le débat citoyen. L'ASSE poursuivra l'étude des problèmes dy pays, apportera sa contribution au renouvellement du personnel politique. J'espère que Gabriel Nadeau-Dubois entrera en politique. Le printemps érablé promet de beaux fruits.

Jean Côté - Inscrit, 4 novembre 2012 13 h 48

Désolé de vous contredire, mais il n'y a pas de crise au Québec, il n'y en avait pas au printemps non plus. Il y avait un groupe minoritaire qui refusait par la force, l'intimidation et le non respect de la primauté du droit les décisions d'un gouvernement élu démocratiquement. Pour la très grande majorité, ces étudiants en boycott provenaient de facultés de sciences humaines... Pas une grosse crise sociale, la clientèle est plutôt ciblée et marginale.

Et la gratuité... misère. Le parti qui est en faveur de la gratuité est QS, et ce dernier a récolté 6% des votes alors que les partis qui sont en faveur d'une hausse représentent 58% de la population, et si on ajoute l'indexation qui est proposée par le PQ pour le moment, donc une hausse aussi, les appuis à une hausse passent à 90%.

Peut-on tenir compte de ces chiffres dans le débat citoyen?



TVANOUVELLES : Congrès à l'UQAM : La CLASSE n'existe plus - Première publication samedi 3 novembre 2012 à 13h43 - Mise à jour : samedi 3 novembre 2012 à 15h51



Crédit photo : Archives Agence QMI
La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) lors d'une manifestation étudiante.

Par Nicolas Lachance | Agence QMI

La **Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)** a décidé de se dissoudre, mettant ainsi fin à ses activités.

La décision de voter sur cette résolution a été prise samedi midi par une majorité de membres, lors d'un congrès qui se déroule ce week-end à l'**Université du Québec à Montréal (UQAM)**.

Les associations membres ont voté en majorité pour la **dissolution** du groupe. Il n'y a donc plus de coalition.

Maintenant indépendantes de la CLASSE, les associations étudiantes sont maintenant libres de choisir vers quelle instance étudiante elles se tourneront. Elles ont été invitées par les représentants de l'ASSE, la branche maîtresse qui avait formé la coalition, à se joindre à eux.

La CLASSE était à prime à bord une coalition temporaire créée pour contrer la hausse des droits de scolarité et coordonner la grève étudiante qu'a vécu le Québec en 2012. L'ASSE est quant à elle permanente et prône les mêmes idéologies, comme la gratuité scolaire.

Par voie de communiqué, samedi, l'ASSE a tenu à souligner le rôle important joué par la CLASSE

en 2012. «Au cours de la dernière année, la CLASSE s'est imposée comme le pôle combatif du mouvement étudiant et a su créer un mouvement de masse qui est la raison principale pour laquelle la hausse des frais de scolarité et la loi 12 sont maintenant choses du passé», peut-on lire dans le communiqué.

Depuis son arrivée au pouvoir, le 4 septembre dernier, le Parti québécois a annoncé qu'il annulait la hausse par décret et qu'il y aurait dans la prochaine année un sommet sur l'éducation postsecondaire.

À ce sujet, l'ASSE a rappelé que ce sommet sur l'éducation fait partie des nombreux enjeux pour lesquels elle entend se mobiliser. Dans la perspective de ce sommet, l'ASSE convie toutes les associations étudiantes à un Rassemblement national étudiant, les 1er et 2 décembre, «afin de jeter les bases d'une collaboration».

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Congrès à l'UQAM : La CLASSE n'existe plus - Publié le: samedi 03 novembre 2012, 12H33 | Mise à jour: samedi 03 novembre 2012, 21H23



Photo Annie T. Roussel

Nicolas Lachance

La **Coalition large de l'Association syndicale étudiante (CLASSE)** a décidé de se dissoudre, samedi, mettant ainsi fin à ses activités.

La décision de voter sur cette résolution a été prise hier midi par une partie majoritaire des membres, lors du congrès qui se déroule ce week-end à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Les associations membres ont voté en majorité pour la dissolution du groupe. Il n'y a donc plus de coalition. «Nous avons décidé de mettre fin à

la CLASSE», a signalé le porte-parole de l'ASSE, Jérémie Bédard-Wien.

Les 68 associations

Maintenant indépendantes de la CLASSE, les associations sont libres de choisir vers quelle instance étudiante elles se tourneront. Bien sûr, elles ont été invitées par les représentants de l'ASSE, la branche maîtresse qui avait formé la coalition, à se joindre à eux. Un total de 68 associations faisaient partie de la CLASSE, dont 31 étaient affiliées à l'ASSE. «On assiste à un renforcement de l'ASSE et, depuis le début de la grève, nous avons gagné 25 000 membres», a souligné M. Bédard-Wien.

Bâtie pour les conflits

Rappelons que la CLASSE était de prime abord une coalition temporaire, créée pour contrer la hausse des frais de scolarité et coordonner la grève étudiante qu'a vécue le Québec en 2012.

«La CLASSE était une association de grève qui avait été créée pour faciliter la collaboration entre un nombre maximum d'associations étudiantes en vue de la grève générale qui est maintenant terminée, a-t-il mentionné. Il était donc normal de se réunir et de mettre fin à la coalition.»

Pour la CLASSE, le but de la coalition était atteint, soit l'annulation de la hausse des droits de scolarité.

Or, depuis son arrivée au pouvoir le 4 septembre dernier, le Parti québécois a annoncé qu'il annu-

lait la hausse par décret et qu'il y aurait dans la prochaine année un sommet sur l'éducation postsecondaire. «L'annulation est une victoire éclatante pour les étudiants», a affirmé le porte-parole.

L'ASSE est quant à elle permanente et prône les mêmes idéologies, comme la gratuité scolaire. «On veut mettre en place un nouveau plan d'action afin de prôner la gratuité scolaire», a souligné M. Bédard-Wien.

Vers le sommet?

Par ailleurs, cette résolution confirme que la CLASSE ne sera pas présente au sommet sur l'éducation annoncé par le ministre de l'Éducation postsecondaire, Pierre Duchesne.

«La CLASSE n'existe plus», a indiqué le porte-parole. Quant à elle, l'ASSE n'a toujours pas décidé si elle se présentera au sommet. Les membres prendront la décision dans un prochain congrès. «Les gens vont décider dans des associations.»

Néanmoins, l'association devrait continuer de manifester, notamment le 22 novembre prochain. «Nous nous penchons sur plusieurs choses présentement», a conclu M. Bédard-Wien.

[**Afficher 1-40 de 59 commentaires \(Québec\)**](#)

[**Afficher 1-77 de 501 commentaires \(Montréal\)**](#)

TVANOUVELLES : Pour solidifier le droit de faire la grève : Québec songe à modifier la loi sur les associations étudiantes - Première publication vendredi 2 novembre 2012 à 23h55



Crédit photo : Agence QMI
Gabriel Nadeau-Dubois a été reconnu coupable d'outrage au tribunal.

Par Régys Caron | Agence QMI

Le **gouvernement Marois** songerait à modifier la **loi sur les associations étudiantes** en vue de **solidifier leur droit** de faire la grève.

Le **verdict de culpabilité** pour outrage au tribunal rendu jeudi contre l'ancien leader étudiant **Gabriel Nadeau-Dubois**, la multiplication des recours en injonctions intentés au printemps par des étudiants opposés à la grève et les affrontements violents survenus aux portes des cégeps et des universités sont à la source d'une réflexion que viennent d'entreprendre les ministères de la Justice et de l'Enseignement supérieur, a appris le *Journal de Québec* de diverses sources.

«Il y a une ouverture au gouvernement pour analyser la chose dans les discussions qu'on a eues avec les ministres en place», a confié une source désirent ne pas être identifiée. La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, reconnaît qu'il s'agit là d'un vide juridique. «Il y a des imperfections dans la loi 32, on peut les appeler vide juridique», a dit Mme Laberge.

Fossé entre générations

L'ancien président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, député péquiste de Laval-des-Rapides, a écrit vendredi sur sa page Facebook: «La judiciarisation du conflit étudiant est inquiétante. Le droit de grève des étudiants au Québec n'existe

que par les mœurs et pratiques historiques (...)
L'ancien gouvernement libéral a choisi (la) confrontation avec les jeunes et a ainsi creusé un fossé entre la jeunesse et le reste de la société.
«Le Parti québécois n'empruntera pas cette voie. Notre choix, c'est celui de la discussion et de la concertation. Nous sommes dus pour une bonne réflexion lors du Sommet de l'enseignement supérieur.»
La modification éventuelle de la loi 32 figurera au menu du Sommet sur l'enseignement supérieur promis pour l'hiver prochain, a confirmé l'attaché de presse du ministre, Joël Bouchard.

Opposition

Donner une assise juridique au droit de grève des étudiants pourrait susciter l'opposition dans les rangs étudiants.
«Les associations étudiantes ont peur d'embarquer dans le débat, parce que le gouvernement du Parti québécois est minoritaire et elles craignent que les libéraux ne profitent de l'occasion pour inclure des affaires qui ne seraient pas à leur avantage», a confié une source ne désirant pas être identifiée.

«On est contre une loi sur les associations étudiantes», a confirmé le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), Jérémie Bédard-Wien.
Pour leur part, les libéraux promettent de s'opposer à tout geste en ce sens du gouvernement.
«Ce gouvernement capitulerait devant la rue», croit le député Gerry Sklavounos.
Par ailleurs, Gabriel Nadeau-Dubois a indiqué vendredi qu'il portera en appel le verdict de culpabilité rendu contre lui par la Cour supérieure.

LE DEVOIR : Selon Pierre Duchesne, le conflit dans les universités a coûté plus de 40 millions – Mercredi 31 octobre, 13h09



Photo : Jacques Nadeau -Le Devoir
Le ministre a reconnu que ces coûts «en haut de 40 millions» de dollars sont issus de calculs préliminaires. «On parle des coûts de la crise sociale», a-t-il dit.

Lisa-Marie Gervais

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, estime à plus de 40 millions les coûts de la grève pour les universités. Cette facture est plus élevée que ce qu'aurait rapporté la hausse des droits de scolarité de 325 \$ par année.

Interrogé tout juste avant un conseil de ministres, le ministre a reconnu que ces coûts «en haut de 40 millions» de dollars sont issus de calculs préliminaires. «On parle des coûts de la crise sociale», a-t-il dit.

Vraisemblablement, ce montant ne tient pas compte des 15 millions que le gouvernement Charest avait versés en subventions au Service de police de la Ville de Montréal lors de son dernier conseil des ministres. Il s'agit des montants défrayés par les administrations universitaires durant le conflit étudiant et la période de rattrapage.

[Mardi, Le Devoir révélait que la facture de l'UQAM s'élevait à 20 millions.](#) Déjà précaire, la situation financière de l'UQAM, qui a adopté conjointement avec le gouvernement un Plan de retour à l'équilibre budgétaire 2009-2016, n'en allait être que davantage compromise.

C'est ce qui a motivé le recteur Claude Corbo à écrire une lettre au ministre Pierre Duchesne pour obtenir de l'aide.

La hausse des droits de scolarité devait rapporter en un an 60 millions à l'État, montant duquel on devait retrancher 21 millions pour financer le programme d'aide financière.

Vos réactions (9)

Stanislas Vezina – Inscrit, 31 octobre 2012 12 h 25

Incohérence

Chris Lavallée – Inscrit, 31 octobre 2012 13 h 07
Il fallait y penser !

Le ministre actuel et tout les membres du PQ avec marois en tête auraient du y penser avant d'encourager les jeunes à boycotter leurs cours et aller taper des casseroles dans les rues.

Après avoir attiser le feu, le PQ va blâmer le PLQ pour cette facture et tenter de s'en laver les mains. Quelle opportunisme politique!

Jonathan Prud'homme – Abonné, 31 octobre 2012 18 h 37

J'espère bien que le PQ va blâmer le PLQ pour cette gestion minable. C'en était une.

L'opportunisme était de stimuler la casse en insultant les étudiants jusqu'aux élections pour essayer de changer le sujet de sur la corruption... Si ça ce n'est pas la définition même de l'opportunisme politique, je ne sais pas ce que c'est.

Vive les oeillères, n'est-ce pas ?

Maxime Marcoux-Moisan – Inscrit, 31 octobre 2012 13 h 42

Entêtement qui coûte cher

Si les chiffres ne sont pas manipulés par le PQ pour chercher à discréditer le PLQ et Charest, je ne peux que dire, devant cette abération de 40 millions, que l'entêtement de Charest coûte cher au Québécois. Son refus de discuter, négocier et de s'expliquer fait mal à tout le monde. Signe qu'il avait peu de respect envers les Québécois(es) et que seul ses idées et celles de sa "clique" comptaient.

Si les étudiants(es) avaient été des lobbyistes, jamais nous aurions eu cette crise, là il les auraient écouté. Quoi qu'il est possible que les coûts soient plus important; pensons à la route 167 pour Stormoway.

Gaston Carmichael – Abonné, 31 octobre 2012 13 h 59

On ne manque jamais d'argent pour les services policiers

Il faut noter la rapidité avec laquelle Charest a compensé le SPVM.

Entre financer des programmes sociaux ou une brigade anti-émeute, il n'a pas hésité longtemps.

Daniel Savard – Inscrit, 31 octobre 2012 15 h 14
Calcul ridicule

Pierre Duchesne n'est pas mieux que le 50¢/jour du PLQ finalement. Calculer que la dépense

n'était pas justifiable en prenant les revenus d'une seule année de frais de scolarité est de la pure manipulation de l'opinion publique.

Il n'y a pas une banque qui refuserait de prêter 40 millions de dollars en échange de revenus perpétuels de 200 millions de dollars par année à partir de la septième année.

On dirait que pour le PQ la campagne électorale n'est pas terminée, ça commence à taper sur les rognons sérieusement.

Éric Cyr – Inscrit, 31 octobre 2012 16 h 01

Calcul pas si ridicule

Le calcul de Charest était qu'en attisant et en faisant moisir la crise. il pourrait manipuler l'opinion publique en sa faveur. À l'hiver passée, il était au sous-sol dans les appuis populaires, car la méga-corruption de sa gang commençait à s'étaler partout.

Son coup a failli marcher, sauf que Léo Bureau Blouin est disparu du radar en démissionnant et John James s'est retrouvé sans "méchant" à abattre. Merci Léo!

Georges Hubert – Inscrit, 31 octobre 2012 16 h 14

Il a rapporté quoi ?

Ce que ce mouvement a rapporté n'est pas mesurable en dollars ! Il NE l'est qu'en terme de démocratie .. mais les esprits ténus (queslques uns ici) qui trouvent ça trop cher n'ont même pas la possibilité de comprendre autre chose que ... le langage de l'argent !

Jonathan Prud'homme – Abonné, 31 octobre 2012 18 h 45

J'aime tant que je vous serrerais dans mes bras. Qu'il est triste de lire certains qui croient qu'on n'a pas les moyens d'offrir la gratuité alors que la corruption a pris plus dans les coffres de la province (juste pour les égoûts) que la gratuité coûterait.

Juste d'avoir attendu plus de 2 ans avant de lancer la commission d'enquête, ça a coûté bien plus que la gratuité scolaire.

Quelle tristesse que notre peuple à petite vision. On préfère se tourner contre notre propre jeunesse qui hurle que l'argent est mal géré que de regarder la gestion de l'argent. ... On préfère taire les cas de corruption pour se faire réélire que de financer l'avenir de nos enfants.

Et certains chiâlent encore contre les étudiants au lieu d'écouter la commission Charbonneau.

LA TRIBUNE : Grève étudiante: la facture moindre à l'Udes qu'à l'UQAM - Publié le mercredi 31 octobre 2012 à 11h56



Archives La Tribune, Jessica Garneau

Isabelle Pion, La Tribune (SHERBROOKE) Alors que la grève étudiante a coûté jusqu'ici 20 M \$ à l'UQAM, la situation n'est pas comparable à l'Université de Sherbrooke. La rectrice de l'Université de Sherbrooke, Luce Samoisette, également présidente de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), indique que l'UQAM a été l'institution la plus touchée pendant le conflit étudiant. « C'est sûr que c'est de loin l'UQAM qui a été la plus touchée », fait-elle valoir. Le quotidien *Le Devoir* révélait, mardi, que le conflit étudiant a coûté jusqu'à maintenant 20 M \$ à l'UQAM.



Archives La Tribune, René Marquis
Luce Samoisette

D'après le quotidien, l'établissement montréalais doit composer avec un « trou de 20 millions dans son budget en baisses de revenus et en coûts supplémentaires ». Ces chiffres s'expliquent entre autres par la mise en place de la session de rattrapage et les pertes de revenus pour les cours de la session d'été 2012 qui n'ont pas eu lieu, sans compter toute la question de la sécurité.

TVANOUVELLES : Hausse des frais de scolarité : Le conflit étudiant a coûté plus de 40 millions - Première publication mercredi 31 octobre 2012 à 12h43



Crédit photo : archives Agence QMI

Par Geneviève Lajoie | Agence QMI
Le **conflit étudiant** a coûté plus de **40 millions \$**, c'est-à-dire plus que les revenus appréhendés de la **hausse des frais de scolarité** du gouvernement **Charest** pour la première année.

«On est en train de faire les calculs, mais on peut vous dire que la crise léguée par l'héritage des libéraux a coûté plus cher que la hausse des frais de scolarité qui était prévue, donc on est en haut de 40 millions \$», a dit mercredi matin le ministre de l'Enseignement supérieur Pierre Duchesne, à l'entrée du conseil des ministres. Il soutient qu'il s'agit toutefois de «calculs préliminaires». Le gouvernement doit gérer «six mois de crise sociale, six mois d'une négociation qui ne s'est pas faite avec le mouvement étudiant», a ajouté M. Duchesne. Outre les «coûts économiques», il y a également des coûts sociaux à cette crise, insiste-t-il. Pas moins de 3000 étudiants du secteur collégial ont abandonné les cours. Le ministre attend les chiffres pour le réseau universitaire. Le recteur Claude Corbo estime que la crise étudiante a coûté 20 millions \$, uniquement pour l'UQAM. Dans une lettre envoyée au ministre Duchesneau, dont «Le Devoir» a publié les grandes lignes, M. Corbo fait état de ses préoccupations quant à la situation financière de l'Université. «Il y a la lettre du recteur de l'UQAM, mais il y a d'autres lettres, alors les montants s'accumulent. Il faut s'assurer que dans le décompte des montants, tout est lié à la crise et ensuite de voir comment ensuite on va composer avec ça», a commenté le ministre péquiste.

LA PRESSE : Le conflit étudiant a coûté plus de 40 millions - Publié le mercredi 31 octobre 2012 à 10h45 | Mis à jour le mercredi 31 octobre 2012 à 14h01



Photo archives La Presse
Une des nombreuses manifestations du printemps 2012.

Tommy Chouinard, La Presse (Québec) Le conflit étudiant a coûté plus cher que ce que devait rapporter la hausse des droits de scolarité cette année, a affirmé le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, mercredi. La facture est «en haut de 40 millions» de dollars. «Ce sont des calculs préliminaires, et on parle des coûts de la crise sociale», a ajouté M. Duchesne avant la réunion hebdomadaire du conseil des ministres. Selon son cabinet, cette estimation comprend le coût du conflit pour les universités, mais aussi des dépenses en matière de sécurité publique. Rappelons que la hausse des droits de scolarité devait engendrer des revenus supplémentaires de 39 millions en 2012-2013 - la hausse représentait 60 millions, mais on devait soustraire 21 millions pour les prêts et bourses. Pierre Duchesne a confirmé que l'UQAM lui a envoyé une lettre dans laquelle elle chiffre à 20 millions la facture liée à la crise du printemps. Il reçoit des lettres d'autres universités ces jours-ci. «Les montants s'accumulent», a-t-il dit. Le 23 octobre, la Conférence des recteurs a estimé le coût du conflit étudiant à plus de 10 millions pour les universités - une estimation préliminaire. La facture dépasse largement les 10 millions, si l'on tient compte seulement de l'UQAM.

«Il faut s'assurer dans le décompte des montants que tout est lié à la crise et, ensuite, voir comment on va composer avec ça», a noté M. Duchesne. Il refuse de dire s'il paiera la facture. Rappelons que la première ministre Pauline Marois a promis d'indemniser les universités pour l'annulation de la hausse des droits de scolarité. Le Parti libéral demande au gouvernement de verser la compensation promise (39 millions pour cette année) et de payer les coûts du conflit (plus de 40 millions). « Si ce n'est pas au gouvernement de payer la facture, qui va la payer? » a lancé le député Gerry Sklavounos.

Alors que Pierre Duchesne estime que les coûts du conflit sont « l'héritage » du gouvernement Charest, les libéraux rejettent toute responsabilité au sujet de cette facture. « Il doit essayer d'arrêter de blâmer l'ancien gouvernement, a affirmé M. Sklavounos. Lorsque (les péquistes) étaient dans l'opposition, c'est aux autres qui portaient le carré rouge. C'est eux autres qui sortaient avec les casseroles. S'il y a quelqu'un qui doit assumer une responsabilité pour les débordements, c'est bien ce gouvernement. » Gerry Sklavounos accuse le ministre de vouloir « mettre en faillite les universités québécoises » parce que celui-ci met en doute l'existence d'un sous-financement.

LE DEVOIR : Conférence - Trois leaders étudiants, trois visions de la culture universitaire – Mercredi 31 octobre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
L'ex-leader de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, et l'actuelle présidente de la FEUQ, Martine Desjardins

Lisa-Marie Gervais
Des centaines d'étudiants de l'Université de Montréal ont assisté à un bref retour du printemps hier après-midi, alors que les trois leaders vedettes du mouvement étudiant ont été réunis dans le cadre d'une conférence organisée par le professeur du département de sociologie, Jacques Hamel. Sur le thème « La culture universitaire, quelle culture ? », Gabriel Nadeau-Dubois, ex-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), et Léo Bureau-Blouin, ex-président de la Fédération étudiante collégiale (FECQ) et maintenant

député péquiste, ont tour à tour exposé leurs visions, celles de trois personnalités bien campées, soit l'idéaliste, la pragmatique et le politicien. En fait, ils ont été invités à répondre à une chronique de Pierre Foglia de juin dernier, dans laquelle il y va d'un coup de gueule envers un père qui demande à la prof de français de son cégépien de fils pourquoi elle lui fait lire du Molière s'il est pour devenir ingénieur.

« Foglia défend la thèse qu'on ne parle de l'université qu'en termes économiques [...] et je suis d'accord », a déclaré d'entrée de jeu M. Nadeau-Dubois. « Mais là où Foglia se trompe, c'est quand il dit que l'aspect financier est dissocié de l'académique. La thèse que je défends est qu'au contraire, il y a un lien très fort entre ces deux questions-là. L'idée de tarifier l'éducation, ça change le lien qui existe entre l'individu et l'institution. »

L'ex-porte-parole de la CLASSE, qui ces derniers mois multiplie les tribunes pour parler d'éducation supérieure, croit que l'on assiste à un effritement de la mission universitaire, qui dessert de plus en plus des intérêts économiques. Pour lui, il faudrait même réhabiliter un certain élitisme à l'université. « Il faut réhabiliter un certain élitisme, non pas de classe ou financier, mais accepter que l'université va être un lieu où on va avoir des réflexions de haut niveau », a poursuivi M. Nadeau-Dubois.

Pragmatisme et politique

En revanche, Martine Desjardins plaide pour une culture universitaire indépendante, mais où sera mieux communiqué le savoir. « On a beaucoup de difficulté à livrer et à partager le résultat de nos recherches. À la maîtrise et au doctorat, on va favoriser un langage plus élevé [...], mais une université doit être capable de partager et d'expliquer ce qu'elle fait », a-t-elle noté, avançant qu'il revient à la communauté universitaire de faire des ponts avec le reste de la société, qui ne comprend pas toujours son rôle et sa valeur.

Quant à Léo Bureau-Blouin qui, rentrée parlementaire oblige, participait en duplex depuis Québec, il a insisté sur le rôle de moteur de développement régional de l'université. « Mais les intérêts de commercialisation ne doivent pas dicter où doit aller la connaissance », a-t-il prévenu. Il en a aussi profité pour promouvoir les réalisations de son gouvernement, qui planche actuellement sur un sommet de l'éducation supérieure. La rumeur veut que M. Bureau-Blouin en soit le coprésident, mais le cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur n'a pas été en mesure de confirmer cette information.

Le débat, mené en toute collégialité, s'est bien déroulé, à la satisfaction du professeur Hamel. Celui-ci déplore néanmoins les difficultés qu'il a eues pour trouver un local et le peu de publicité de son établissement entourant son événement.

Vos réactions (15)

Franck Perrault - Inscrit, 31 octobre 2012 05 h 28

Faut-il opposer idéal, pragmatique et politique? L'Education commence dans les familles, puis à l'école, mais aussi à travers les médias. Les valeurs que l'on transmet sont tout aussi importantes que les savoirs.

L'Ecole joue un rôle central. Elle est le lieu de transmission des connaissances. Reste à savoir ce que l'on transmet et dans quel but? Pourquoi enseigner du Molière à un futur ingénieur? Pourquoi lui apporter un peu de culture général? Forme-t-on des robots prêts à accomplir une seule tâche dans leur vie avec pour seul horizon "faire du cash", ou bien de futurs citoyens responsables, capables aussi bien de performer dans leur domaine que d'avoir un esprit critique par rapport à ce qu'ils font dans leur travail et face aux enjeux de l'humanité?

Sous l'ère Charest, la recherche fondamentale publique fut peu à peu délaissée pour favoriser les liens avec le secteur privé et donc développer une recherche appliquée au profit du privé.

Depuis quand les entreprises privées servent l'intérêt général? Moi, je pensais qu'elles servaient avant tout leurs intérêts. L'intérêt des OGM est validé scientifiquement par Monsanto lui-même!!! Y-a-t-il de la recherche publique indépendante sur le sujet? Of course not, pas d'argent publique!!!

Mais restons pragmatiques!!! On ne reproche pas qu'il y ait certains liens avec le privé dans certains secteurs, tant que la recherche publique non partisane est prédominante et largement subventionnée pour défendre l'intérêt général.

Et puis comme il est dit dans l'article, il faudrait sortir la science des universités, je dirais même plus, il faut une science citoyenne! Une science au service des citoyens, car développer tout et n'importe quoi, quitte à sacrifier bien-être et environnement, ça n'a pas d'allure! On ne peut laisser des enjeux comme les OGM, les nanotechnologies, les gaz de schiste ou autres aux seuls scientifiques. Il doit y avoir débat dans les classes comme dans la société.

A voir absolument: "Les Moissons du futur" de Marie-Monique Robin.

SAVOIR = DEMOCRATIE

Daniel Clapin-Pépin - Abonné, 31 octobre 2012 08 h 57

À la question de départ de Franck Perrault ci-dessus (=> "Faut-il opposer idéal, pragmatique et politique?"), la seule bonne réponse possible est, au contraire, il faut réunir et dynamiser les trois ensemble.

Et ce, complémentirement même si, comme dirait Edgar Morin, le grand philosophe contemporain de la pensée complexe, les deux premiers semblent à première vue antagonistes et conflictuels, tout comme l'homme et la femme peuvent à l'occasion l'être plus ou moins violemment dans une vie de couple.

LARRY ALLAN SWINIARSKI - Inscrit, 31 octobre 2012 09 h 58

BACC EN VIRTUEL

Ces jeunes leaders fringants sont aussi captés dans un modèle désuet. Malgré toute leur belles pensées, ils semblent ignorer une autre réalité qui se monte à l'horizon (à noter, je n'ai pas assisté au débat). À savoir, l'université virtuelle. Déjà, dans les plus grandes institutions en Amé-



rique, (entre autres Harvard), on peut suivre des cours virtuels, chez soi, pour pratiquement aucun frais. Donc avec les coûts qui grimpent sans cesse, nous allons justement pouvoir offrir au QC aussi, pratiquement gratuitement, des cours d'histoire, science politique, philosophie, anthropologie (et même des cours intro de biologie, génie, mathématiques) etc. Alors pour le 98 pour cent des manifestants qui se retrouvaient dans ces domaines, ça s'en vient. Mais malheureusement, la récré est terminée. Restez chez soi, en toute démocratie, mais en même temps en toute solitude de vos confrères/soeurs - voilà la vraie anarchie, ie le monde sans leader, en train de faire ce qu'ils veulent. Donc bien triste pour ces trois, car je crois que ce qui plaisait à eux, c'était justement qu'ils pouvaient jouer au leader.	Deuxièmement, en effet mes commentaires concernant les leaders sont peut-être gratuits. Ce sont mes propres préjugés. Et pas pour rouvrir inutilement les plaies de l'été passé, mais c'est surtout grâce à M. N-Dubois. Lui qui déclinait toute reproche contre la violence avant de consulter avec ses pairs chez l'ASSÉ; mais qui a su décrier vivement et immédiatement les résultats des négos lors de ce fameux weekend.	puissent présenter des dossiers de publications en français uniquement. Telle abolition ferait réfléchir tout le monde.
Marc Lacroix – Abonné, 31 octobre 2012 11 h 18 Il me semble que vous simplifiez un peu trop la question. D'une part, il est possible que de plus en plus de cours se donnent par le biais d'Internet, mais je doute qu'on puisse suivre une formation complète chez soi, et je précise que je n'aimerais pas être soigné par un médecin qui a été formé à la maison... D'autre part, il faut se poser des questions sur les visions de ce qui est souhaitable comme modèle de l'éducation de demain, sinon on doit craindre que les universités soient simplement récupérées uniquement par les milieux économiques et c'est la société qui risque d'en payer le prix.	Yvan Dutil – Inscrit, 31 octobre 2012 16 h 48 De un, la formation universitaire de type magistral est en voie des disparitions, car elle est horriblement efficace. Cependant, dans bien des domaines, la présence des pairs et l'interaction avec eux fait partie fondamentalement de la formation. C'est particulièrement vrai en sciences et en génie.	Pierre Demers physicien LISULF 31X2012 Yvan Dutil – Inscrit, 31 octobre 2012 18 h 05 Monsieur Demers, on peut bien publier en français. C'est une excellente façon de s'assurer de ne pas être lu. Or, quand on écrit un article scientifique original, c'est pour qu'il soit lu. Pendant, plus de mille ans c'était en grec et en latin. Aujourd'hui, c'est en anglais. Malheureusement, quand on publie en français, ce n'est souvent que des traductions de l'anglais.
L'allusion que vous faites au sujet de l'envie des trois anciens leaders étudiants de jouer les leaders me paraît totalement gratuite. Évidemment que ces jeunes ont du charisme et du leadership, ils ont été des leaders - mais vos suppositions, basées sur on ne sait trop quoi, sont nettement insuffisantes pour mettre en doute leur bonne foi dans cette histoire.	Claude Trudel – Abonné, 31 octobre 2012 10 h 31 Appréciation Excellent reportage sur un débat passionnant! Félicitations madame Gervais pour avoir si bien présenté le contexte de la rencontre, les points de vue contrastés et méritoires exprimés par chacun des représentants étudiants du Printemps québécois, ainsi que le caractère convivial et respectueux des échanges.	Donald Bordeleau – Inscrit, 1 novembre 2012 20 h 58 Entre vous et moi Monsieur Dutil, le document peut-être aussi en français ne vous en déplaît. Votre argument est réducteur, car souvent dans des documents en anglais on cite des ouvrages en français.
LARRY ALLAN SWINIARSKI – Inscrit, 31 octobre 2012 14 h 00 M. Lacroix Merci pour vos commentaires. Premièrement, oui je simplifie. L'université virtuelle c'est pour bientôt, mais pas encore arrivée. Cependant, les changements que cela implique, eux, seront énormes. Et je faisais quand même référence au niveau du bacc, et dans les domaines des humanités pour la plupart. Et qui étaient ces étudiants en manif? De loin, de loin, majoritairement des CEGEPs, et des universités, ceux du 1er cycle; et effectivement dans les humanités, les lettres (en passant j'ai moi-même un bacc en économie, mineure en littérature).	Félicitations également à monsieur Jacques Nadeau pour sa photo remarquable de Gabriel Nadeau-Dubois et Martine Desjardins, un photographe qui a l'art de saisir le moment fugace et significatif d'un événement. Bref, un compte rendu notable sur un débat que j'ai trouvé très enrichissant.	Julie Blaquièrre – Inscrite, 31 octobre 2012 20 h 06 Point de vue féminin J'abonde dans le sens de madame Desjardins à savoir que ce n'est plus l'accessibilité à l'éducation supérieur qui doit être tant remise en question mais plutôt la responsabilité de ceux qui ont le savoir et qui devrait rendre ce savoir beaucoup plus accessible. J'imagine que mon point de vue, comme pour madame Desjardins, est typiquement féminin mais il faut comprendre que ça ne fait pas des siècles qu'on encourage l'éducation chez les filles comme pour les garçons, et qu'il a toujours fallu brasser le pouvoir en place pour avancer. C'est ce que les jeunes font de plus en plus et je les comprend. On vit dans une ère de spécialisation dans plusieurs domaines qui nécessite une vision à plus long terme et qui implique d'établir une responsabilité aux gens de pouvoir de faire en sorte que les individus aient accès le plus adéquatement et le moins cher possible à un savoir plus spécialisé. Ce qui en retour fait en sorte qu'une société est riche des individus plus compétents qui la composent et que l'argent ne va plus toujours autant dans les poches de quelques-uns qui ont peut-être souvent des moyens mais certainement pas toutes les compétences. Concernant les cours à distance (Swiniarski) il faut en avoir suivis pour savoir que ce n'est certainement pas une solution d'avenir pour des études plus poussées, en tout cas pour bon nombre d'individus.
Des questions à poser comme vous le mentionnez, je propose que l'on inclut, vite, (voire au début) une vive réflexion sur le pourquoi et comment, dans notre société québécoise, avec des frais de scolarité de moins le plus bas déjà, on constate tjrs un taux de participation/performance si piètre?	Laurent Desbois – Inscrit, 31 octobre 2012 11 h 45 Bravo au PQ! Gens de paroles ! :=) Une de mes amies a reçu un chèque de 110\$, en guise de remboursement de la hausse de frais de scolarité qui a été annulée, en lever de rideau de l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois.	Pierre Demers – Abonné, 5 novembre 2012 15 h 14 Abolir les Prix du Québec6 Abolir les prix du Québec...
Mais de retour aux manifestants, et les frais de scolarité. La virtuelle, à toutes fins pratiques, ça permet des frais ultra bas. Donc fini les manif? Pour les 2ièmes cycles, alors grâce des grosses économies via la virtuelle au 1er, donc encore les frais possiblement/probablement réduit niveau maîtrise/doctorat. On va tous les deux continuer à visiter les dentistes bien formés alors.	Pierre Demers physicien LISULF Donald Bordeleau – Inscrit, 1 novembre 2012 20 h 53 Bravo pour votre précision Pierre Demers – Abonné, 31 octobre 2012 12 h 37 Abolir les prix du Québec? Abolir les prix du Québec...	L'article de Lise-Marie Gervais 31 octobre 2012. Remarquable, ce grand silence, étudiants, professeurs, rectorats, opinion publique, politiciens, cette grande indifférence, sur le français, en science surtout, dans l'Université québécoise. La LISULF recommande d'abolir les prix du Québec scientifiques jusqu'à ce que les candidats puissent présenter des dossiers de publications en français uniquement. Telle abolition ferait réfléchir tout le monde.
	La LISULF recommande d'abolir les prix du Québec scientifiques jusqu'à ce que les candidats	Pierre Demers physicien LISULF 31X201

LE DEVOIR : Crise étudiante - Un trou de 20 millions à l'UQAM - Le recteur lance un appel à l'aide au ministre Duchesne – Mardi 30 octobre 2012





Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, craint pour l'avenir de l'UQAM, à court et à moyen terme. Il dit particulièrement redouter l'impact du mouvement étudiant sur le recrutement aux cycles supérieurs.

Un manque à gagner de près de 20 millions dû à la grève

- 7 millions** de revenus de moins (annulation du trimestre d'été)
- 1,5 million** de revenus de moins (baisse de l'achalandage des services auxiliaires)
- 1,5 million** en dépenses supplémentaires pour divers services (surtout la sécurité)
- 0,75 million** pour l'embauche d'auxiliaires d'enseignement et d'assistants de recherche
- 9 millions** pour 900 charges de cours supplémentaires faisant l'objet de nouveaux contrats

Lisa-Marie Gervais

Le conflit étudiant a coûté jusqu'ici 20 millions à l'UQAM, a appris Le Devoir. Cette facture élevée va jusqu'à mettre en péril l'équilibre financier de l'université.

Dans une lettre dont Le Devoir a obtenu copie, adressée au ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, le recteur de l'UQAM soutient que la grève aura « des conséquences brutales » sur la situation financière de l'université, en particulier pour l'exercice financier 2012-2013. Rappelant la fragilité des finances de son établissement, qui fait l'objet d'un

suivi très serré depuis le dérapage de l'îlot Voyageur, le recteur Claude Corbo prie le ministre de lui accorder une aide ponctuelle pour l'année financière en cours, sans quoi il ne pourra respecter le plan de retour à l'équilibre budgétaire qui s'étire jusqu'en 2016.

« À l'évidence, le risque de dépassement du déficit autorisé à l'UQAM pour 2012-2013 ne résulte pas d'une gestion déficiente. Je vous demande donc de protéger l'UQAM et de lui accorder, en toute équité, le même type d'assistance financière dont bénéficieront les cégeps frappés par le boycottage étudiant », peut-on lire dans la missive datée du 3 octobre dernier.

Selon les données recueillies par l'établissement, l'UQAM constate un trou de 20 millions dans son budget en baisses de revenus et en coûts supplémentaires, notamment en matière de sécurité, qu'elle ventile comme suit : perte de revenus nets de l'ordre de 7 millions pour les cours du trimestre d'été 2012 qui, à l'exception de ceux de l'École des sciences de la gestion, n'ont pas eu lieu, perte de revenus d'un million et demie liée à la baisse d'achalandage des services auxiliaires (services alimentaires, reprographie, stationnements) et dépenses supplémentaires de 1,5 million dans différents services de l'UQAM, dont les Services aux étudiants et le Service des immeubles, mais « principalement [pour] la sécurité », mentionne le recteur.

De plus, la session de rattrapage a été à fort prix pour l'université, alors qu'un montant de 750 000 \$ a été versé aux professeurs, soit 750 \$ par cours parachevé, pour permettre l'embauche d'auxiliaires d'enseignement ou d'assistants de recherche dans les 1000 cours qui ont finalement été terminés pour que le trimestre d'hiver 2012 soit complet. Les chargés de cours ont quant à eux donné 900 cours pour parachever la session d'hiver, mais sur la base de nouveaux contrats qui ont totalisé 9 millions, soit 10 000 \$ par charge d'enseignement.

Rédigée sur un ton assez alarmiste - « dégradation de la situation financière », « mettre en péril nos objectifs financiers », « conséquences brutales », « affecte très lourdement » -, la lettre

traduit également l'état de panique de l'institution devant l'impasse qui se dessine. Le recteur de l'UQAM insiste sur le fait qu'il sera d'autant plus difficile de revenir à l'équilibre que les règles de financement applicables aux universités sont sévères : elles prévoient qu'un établissement qui ne respecte pas, pour une année donnée, son plan de retour à l'équilibre budgétaire doit mettre au point un plan de résorption du surplus du déficit, applicable dès l'exercice financier suivant, sous peine de voir ses subventions retenues.

L'impact sur le recrutement

Le recteur Corbo craint également pour l'avenir de l'UQAM, à court et à moyen terme. Il dit particulièrement redouter l'impact du mouvement étudiant sur le recrutement aux cycles supérieurs. Comparativement au baccalauréat, l'impact est plus grave sur les finances à la maîtrise et au doctorat, car c'est à ce niveau que les étudiants rapportent le plus à l'université. M. Corbo mentionne deux autres « composantes incontournables » pouvant mettre en péril les objectifs financiers de l'université, soit la compensation, ou non, de l'augmentation des droits de scolarité de 100 \$ par année, avant déduction de l'aide étudiante, et des conditions de renouvellement de la convention collective des employés de soutien (échéance en mai 2012) et de celle des professeurs (échéance en mai 2013).

Au cabinet de Pierre Duchesne, on répond que l'on ne peut toujours pas se prononcer sur l'octroi, ou non, d'une aide ponctuelle aux universités, le ministre n'ayant pas encore toutes les données en main. « On reçoit effectivement des demandes d'aide des universités pour les frais supplémentaires engendrés par la crise. On est en train d'évaluer l'ensemble des demandes concernant les coûts économiques et sociaux, et ça prend un certain temps pour faire ça », a dit Joël Bouchard, l'attaché de presse de M. Duchesne. Il n'aura pas été possible de recueillir les commentaires de l'administration de l'UQAM en raison de l'heure tardive.

Vos réactions (52)

LA PRESSE : La crise a coûté 10 millions aux universités - Publié le mercredi 24 octobre 2012 à 00h00 | Mis à jour le mercredi 24 octobre 2012 à 14h00



Photo: André Pichette, archives La Presse
Les universités touchées feront chacune une réclamation au gouvernement.

Tommy Chouinard, La Presse

(Québec) Le conflit étudiant a coûté plus de 10 millions aux universités. Et le gouvernement Marois refuse de s'engager à payer la facture.

Les universités comptabilisent toujours les dépenses supplémentaires causées par la crise du printemps dernier, notamment en ce qui a trait à la sécurité et au réaménagement du calendrier scolaire. Mais la Confé-

rence des recteurs et des principaux des universités du Québec a donné à La Presse, hier, une évaluation approximative de la facture. Ce sera «très certainement plus de 10 millions de dollars», a indiqué le président-directeur général des recteurs, Daniel Zizian.

Les 11 universités dont des facultés ont été touchées par la grève étudiante feront chacune une réclamation au gouvernement. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, n'a pas garanti qu'il paiera la facture.

Hier, Daniel Zizian s'est entretenu avec la directrice de cabinet du ministre, Esther Gaudreault. «On n'a pas eu l'assurance que les universités seront dédommagées» pour les coûts liés au conflit étudiant, a-t-il affirmé.

40 millions par année

Vendredi, Pierre Duchesne a dit que des coûts importants «sont liés au fait que le gouvernement Charest a laissé pourrir» le conflit. Il a ajouté que pour cette raison, il ne peut garantir le montant de la compensation qui sera versée aux universités à la suite de l'annulation de la hausse des droits de scolarité.

La déclaration a surpris les recteurs, puisque le 20 septembre, la première ministre Pauline Marois a indiqué lors de son annonce de l'annulation de la hausse, que «le gouvernement maintiendra le financement prévu pour les universités». Cela représente 40 millions de dollars pour cette année.

Cet engagement sera respecté, selon M. Zizian. «Ce n'est pas remis en question», a-t-il indiqué. Il n'en demeure pas moins que les universités pourraient devoir utiliser cette compensation pour acquitter la facture liée au conflit étudiant si Québec ne veut pas les assumer.

Alors que Pierre Duchesne met en doute le sous-financement des universités, Daniel Zizian rappelle le Parti québécois (PQ) à ses engagements. Le cadre financier du PQ, présenté durant la campagne électorale, prévoit à



terme 150 millions pour les universités afin de compenser l'annulation de la hausse des droits de scolarité.

Dans son programme adopté en 2011, le PQ affirme qu'«un gouvernement souverainiste réinvestira de façon significative dans l'éducation

supérieure». «Disons qu'un certain nombre d'éléments sont sur la table, des engagements qui ont été pris par le parti gouvernemental», a insisté M. Zizian.

LE DEVOIR : Une manif du 22 malgré tout – Mardi 23 octobre 2012

Le Devoir

Plusieurs dizaines de personnes ont participé lundi après-midi à la « manif du 22 » dans les rues du centre-ville de Montréal, réclamant l'amnistie des personnes arrêtées en marge de la lutte étudiante pour l'abolition de la hausse des droits de scolarité.

« Hier, nous marchions contre la hausse des frais. Demain, nous marcherons pour la gratuité scolaire. Aujourd'hui, n'oublions pas les milliers d'arrêté-e-s du printemps érable », expliquaient les instigateurs du rassemblement sur le réseau social Facebook, appelant le plus grand nombre de personnes à battre le pavé en dépit de l'abolition de l'augmentation des droits de scolarité par le gouvernement péquiste. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) n'a pas signalé d'acte criminel au cours de la manifestation, dont le coup d'envoi a été donné à 14 h au coeur du Quartier international, au square Victoria.

La manifestation a toutefois rapidement été déclarée illégale en raison de la non-divulgaration de son itinéraire et s'est soldée par l'arrestation d'une personne et par l'interpellation d'une trentaine d'autres en vertu du Code de la sécurité routière.

Les personnes avaient quitté la place Émilie-Gamelin où elles s'étaient arrêtées, dans l'ombre de l'UQAM, quelques minutes avant 17 h, empruntant la rue Sainte-Catherine vers l'ouest, perturbant du coup la circulation automobile roulant à contresens.

Plus tôt en après-midi, le SPVM avait arrêté un individu « concernant un bris de condition ».

Vos réactions(1)

François Genest – Inscrit, 23 octobre 2012 09 h 38

Compléments d'information

La première marche s'est déroulée sans incident jusqu'à sa conclusion à la place Émilie-Gamelin. Un événement coordonné et international a

ensuite commencé à cet endroit, c'est-à-dire des discussions citoyennes à l'invitation du collectif Via22. C'est pendant la tenue de cet événement, alors que les citoyens présents parlaient paisiblement, que les forces de l'ordre ont choisi de procéder à une arrestation ciblée. J'en ai été témoin et je suis persuadé qu'il s'agissait d'une manœuvre d'intimidation destinée à provoquer une réaction de colère de la part des citoyens présents. La marche qui s'est engagée par la suite sur la rue Sainte-Catherine vers l'Ouest était parfaitement prévisible par la direction des services de police. Il s'agissait d'une marche spontanée constituée pour démontrer la solidarité des citoyens présents avec le journaliste arrêté.

Je suis prêt à répéter mon témoignage de vive voix. Vous pouvez me joindre au français.genest@gmail.com

TVANOUVELLES : Financement des universités : Le PQ est accusé de reculer - Première publication lundi 22 octobre 2012 à 15h59



Crédit photo : archives, Journal de Québec
Par Régys Caron | Agence QMI

La **première ministre Pauline Marois** avait promis, le 20 septembre dernier, de maintenir le financement des universités en 2012-2013, après avoir annulé la hausse des droits de scolarité, a rappelé le porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur, **Gerry Sklavounos**. Les universités estiment le **manque à gagner à 40 millions de dollars** pour l'année en cours.

Les déclarations du ministre de l'Enseignement supérieur **Pierre Duchesne** laissent le député Sklavounos perplexe. M. Duchesne a d'abord émis des doutes quant au sous-financement des universités que les recteurs estiment à 620 millions de dollars par année. Il a ensuite déclaré que le gouvernement Marois n'était pas en mesure de préciser à combien s'élèvera la compensation financière promise aux universités pour cette année.

M. Duchesne a évoqué les «coûts importants» générés par le conflit étudiant qui a marqué le printemps 2012, laissant entendre que ces coûts pourraient être pris en compte dans le calcul de la compensation à verser. «On a une situation où on semble reculer. Mme Marois promet la compensation aux universités, l'attaché de presse du ministre semble dire qu'ils n'ont rien promis (...) Je commence à me questionner sur la capacité du ministre à gérer son ministère», a semoncé le député Sklavounos.

«Il va falloir que le gouvernement clarifie la situation. Va-t-il compenser les universités pour l'annulation de la hausse des droits de scolarité? Les universités ont besoin de cet argent», a insisté le député libéral de Laurier-Dorion. M. Sklavounos ajoute que le PQ s'est engagé, dans son programme électoral, à augmenter le financement des universités.

Sommet

Le gouvernement Marois promet la tenue d'un sommet au sujet du financement des universités d'ici le printemps. «Le ministre ne peut pas se cacher derrière son sommet alors qu'il y a un manque à gagner que Mme Marois a promis de compenser (...) Le ministre a dit qu'il faisait des calculs et il nous dit qu'il n'est pas sûr qu'il va compenser. On est en train de se contredire à nouveau. Y a-t-il un pilote dans l'avion? On est dans l'improvisation», a martelé Gerry Sklavounos.

TVANOUVELLES : Manifestation du 22 : Nouvelle marche dans les rues de Montréal - Première publication lundi 22 octobre 2012 à 13h59 - Mise à jour : lundi 22 octobre 2012 à 18h00



Agence QMI

Crédit photo : Agence QMI

Comme tous les 22 du mois depuis le conflit étudiant du printemps dernier, une manifestation s'est déroulée lundi après-midi dans les rues de Montréal.

Cette fois, une centaine de participants marchaient pour l'amnistie des gens arrêtés lors des manifestations étudiantes, pour le droit de manifester ainsi que pour la gratuité scolaire.

Les protestataires se sont réunis au square Victoria pour 14h. La manifestation a toutefois été déclarée illégale une trentaine de minutes plus tard par la police de Montréal. L'escouade antiémeute était sur place.

Ceci n'a pas empêché les participants de défilier pacifiquement dans les rues du centre-ville de Montréal jusqu'à la place Émilie-Gamelin.

Des contraventions de 494 \$

Vers 16h, quelque 30 manifestants ont marché vers l'ouest sur la Sainte-Catherine Ouest pour se rendre devant le poste de police sur la rue Sainte-Élisabeth. Ils ont été interpellés par les policiers qui leur ont remis des contraventions de 494 \$. En vertu du Code de la sécurité routière, ces manifestants qui marchaient à l'inverse du trafic à l'heure de pointe ont nuï à la circulation.

Une seule arrestation a été effectuée pendant la manifestation. Il s'agit d'un individu en bris de condition qui a été reconnu par les policiers dès le début de la manifestation.

LA PRESSE : Manif du 22: une arrestation, 30 interpellations - Publié le lundi 22 octobre 2012 à 17h25 | Mis à jour le dimanche 25 novembre 2012 à 15h51



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Aucun méfait ou acte criminel n'a été commis durant la marche.

Ewan Sauves, La Presse

C'est maintenant devenu une tradition: comme tous les 22 du mois depuis mars dernier, une centaine de personnes ont pris part à une manifestation dans les rues du centre-ville aujourd'hui. La police a arrêté une personne et en a interpellé une trentaine d'autres.

Vers 16h50, alors que la manifestation tirait à sa fin, une trentaine de personnes ont quitté la place Émilie-Gamelin et ont emprunté la rue Sainte-Catherine vers l'ouest, bloquant ainsi la circulation.

Un peu plus loin, au coin de la rue Saint-Éizabeth, les policiers ont interpellé les manifestants et leur ont remis une amende de 494 \$. «On parle d'une trentaine d'interpellations, pas d'arrestations», a précisé Jean-Pierre Brabant, porte-parole du SPVM. Ces gens étaient à l'envers du trafic et ont nuï à la circulation.»

Plus tôt en après-midi, la police avait arrêté un individu pour non-respect de conditions. «C'est une personne qui était dans la manifestation. À savoir de quoi il était question, je n'ai pas les informations pour le moment», a ajouté M. Brabant.

Le porte-parole ajoute cependant qu'aucun méfait ou acte criminel n'a été commis durant la marche.

En général, tout s'est donc déroulé dans le calme. La troupe s'est réunie vers 14h à la place Émilie-Gamelin, proche de l'UQAM. Carrés rouges bien visibles et pancartes brandies dans les airs, les manifestants ont déambulé dans les rues en l'honneur de toutes les personnes arrêtées lors du conflit étudiant du printemps dernier.

«Hier nous marchions contre la hausse des frais, demain nous marcherons pour la gratuité scolaire, aujourd'hui n'oublions pas les milliers d'arrêté-e-s du printemps érabable», disait l'invitation lancée sur Facebook. Près de 500 personnes avaient confirmé leur présence.

Peu après le départ, au square Victoria, la police a déclaré l'attroupement illégal pour la non-divulgation du parcours.

La tension a monté d'un cran lorsque les manifestants ont bloqué l'entrée du palais de justice de Montréal avec une banderole où était inscrit «La lutte n'est rien si elle oublie ses prisonnières». Les policiers sont alors intervenus et la marche a repris son cours.

La manifestation s'est éteinte sur la rue Sainte-Éizabeth en direction sud, à l'endroit où les constats ont été distribués.

LA PRESSE : Manifestation du 22: une arrestation - Publié le lundi 22 octobre 2012 à 16h40

Ewan Sauves, La Presse

C'est maintenant devenu une tradition: comme tous les 22 du mois depuis mars dernier, une centaine de personnes ont pris part à une manifestation dans les rues du centre-ville aujourd'hui. L'événement s'est toutefois soldé par une arrestation.

«On parle d'une arrestation, mais pour un bris de condition, a spécifié Jean-Pierre Brabant, porte-parole du SPVM. C'est une personne qui était dans la manifestation. À savoir de quoi il était question, je n'ai pas les informations pour le moment.» Le porte-parole ajoute cependant qu'aucun méfait ou acte criminel n'a été commis pour le moment.

En général, tout s'est déroulé dans le calme. La troupe s'est réunie vers 14h à la place Émilie-Gamelin, proche de l'UQAM. Carrés rouges bien visibles et pancartes brandies dans les airs, les manifestants marchaient en l'honneur de toutes les personnes arrêtées lors du conflit étudiant du printemps dernier.

«Hier nous marchions contre la hausse des frais, demain nous marcherons pour la gratuité scolaire, aujourd'hui n'oublions pas les milliers d'arrêté-e-s du printemps érabable», peut-on lire sur l'invitation lancée sur Facebook. À noter que près de 500 personnes avaient confirmé leur présence à l'événement.

Peu après le départ, au square Victoria, la Société de police de Montréal (SPVM) a déclaré l'attroupement illégal pour la non-divulgation du parcours.

La tension est montée d'un cran lorsque les manifestants ont bloqué l'entrée du Palais de justice de Montréal avec une banderole où était inscrit «la lutte n'est rien si elle oublie ses prisonnières». Les policiers sont alors intervenus et la marche a repris son cours.

La manifestation ne s'est pas encore éteinte. Aux dernières nouvelles, un petit groupe de personnes a tourné sur la rue Sainte-Éizabeth, en direction sud.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Montréal : Marche pour la gratuité scolaire - Publié le: lundi 22 octobre 2012, 14H27 | Mise à jour: lundi 22 octobre 2012, 15H44

Video : Comme tous les 22 du mois depuis le conflit étudiant du printemps dernier, une manifestation se déroulait lundi après-midi dans les rues de Montréal. , 22 octobre 2012 , TVA Nouvelles

Agence QMI

Comme tous les 22 du mois depuis le conflit étudiant du printemps dernier, une manifestation s'est déroulée lundi après-midi dans les rues de Montréal.

Cette fois, une centaine de participants marchaient pour l'amnistie des gens arrêtés lors des manifestations étudiantes, pour le droit de manifester ainsi que pour la gratuité scolaire.

Les protestataires se sont réunis au square Victoria pour 14h. La manifestation a toutefois été déclarée illégale une trentaine de minutes plus tard par la police de Montréal. L'escouade antiémeute était sur place.

Ceci n'a pas empêché les participants de défiler pacifiquement dans les rues du centre-ville de Montréal jusqu'à la place Émilie-Gamelin.

Des contraventions de 494 \$

Vers 16h, quelque 30 manifestants ont marché vers l'ouest sur la Sainte-Catherine Ouest pour se rendre devant le poste de police sur la rue Sainte-Éizabeth. Ils ont été interpellés par les policiers qui leur ont remis des contraventions de 494 \$. En vertu du Code de la sécurité routière, ces manifestants qui marchaient à l'inverse du trafic à l'heure de pointe ont nuï à la circulation.

Une seule arrestation a été effectuée pendant la manifestation. Il s'agit d'un individu en bris de condition qui a été reconnu par les policiers dès le début de la manifestation.

[Afficher 1-80 de 189 commentaires \(Montréal\)](#)

Photos PHILIPPE-OLIVIER CONTANT/AGENCEQ



Manifestation du 22 octobre 2012 à Montréal, intitulée: "Marchons ensemble pour l'Amnistie des arrêtés de la grève étudiante du Québec et en soutien à tous ceux et celles, qui, à travers le monde, subissent la répression pour s'être levés contre l'injustice





JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANouvelles : Ottawa : Une éducation plus abordable réclamée - Publié le: lundi 22 octobre 2012, 12H49 | Mise à jour: lundi 22 octobre 2012, 13H07 / Première publication lundi 22 octobre 2012 à 13h20

Agence QMI

La **Fédération canadienne des étudiants** sera à **Ottawa** cette semaine pour demander aux députés et aux sénateurs un plan national pour l'éducation postsecondaire qui s'attaquerait aux **droits de scolarité** élevés et à la crise de la **dette d'études**.

Selon la Fédération, les frais de scolarité ont augmenté de plus de 200% au cours des 20 dernières années. Les diplômés canadiens devraient d'ailleurs au moins 15 milliards \$ en prêts d'études au gouvernement fédéral, sans compter

les autres milliards aux gouvernements provinciaux et aux prêteurs privés.

«Une action immédiate est requise de la part du gouvernement fédéral pour la réduction des frais de scolarité et de la dette d'études», a déclaré par voie de communiqué le président de la Fédération, Adam Awad.

Mettant de l'avant la variation importante des frais de scolarité d'une province à l'autre (les étudiants de Terre-Neuve-et-Labrador paieraient moins du tiers du montant que versent ceux de l'Ontario), les étudiants canadiens demandent

aussi l'adoption d'une loi fédérale qui «établirait une norme nationale pour les études supérieures».

M. Awad s'est réjoui que les étudiants canadiens aient l'occasion de rencontrer les députés et les sénateurs «afin de mettre en évidence les recommandations en vue de rehausser la qualité et l'accessibilité de l'éducation».

La Fédération canadienne des étudiants représente plus de 500 000 membres dans les dix provinces du pays.

LE DEVOIR : Hausse des droits annulée - Québec ne sait pas combien il versera aux universités - Samedi 20 octobre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, était présent vendredi à une conférence prononcée par la principale sortante de l'Université McGill, Heather Munroe-Blum. Marie-Andrée Chouinard

Le nouveau gouvernement Marois est incapable de garantir aux universités la hauteur des compensations qui permettront de combler le manque à gagner laissé par l'annulation de la hausse des droits de scolarité. Pour la seule année 2012-2013, les recteurs espèrent pourtant une enveloppe de 40 millions de dollars inscrite à la planification financière.

« On est en train de faire les calculs et de voir quel est le mode à utiliser. Mais [...] il y a eu des coûts importants liés au fait que le gouvernement Charest a laissé pourrir une situation [...], des coûts économiques mais aussi sociaux. On va attendre d'avoir le portrait d'ensemble, et on pourra avancer ensuite. »

C'est ce qu'a indiqué vendredi le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, en marge d'une conférence prononcée par la principale sortante de l'Université McGill, Heather Munroe-Blum, devant un parterre du CORIM (Conseil des relations internationales de Montréal).

Le « lourd héritage » avec lequel les péquistes doivent composer laisse dans son sillage de cruciales questions sans réponse, le temps que soient connues la hauteur de la facture à payer et l'ampleur des ressources disponibles. En attendant, le ministre Duchesne enjoint aux universités de « bien s'occuper de leurs étudiants » et de leur « rembourser la hausse de droits de scolarité qui n'a pas été versée », certains établissements l'ayant exigée avant l'annulation.

Autre dossier sur lequel le ministre est en attente et qui sera l'objet de débats lors du prochain Sommet sur l'enseignement supérieur : la nature exacte du sous-financement des universités, chiffré par celles-ci à 620 millions de dollars mais fortement remis en question, voire nié, par des étudiants. « Sur le sous-financement, je demande à ce qu'on me montre les chiffres, a affirmé le ministre. Ce n'est pas parce qu'on a répété la chose pendant des années que c'est un fait accompli. J'ai appris cela de mon ancien travail de journaliste... »

En perte de vitesse

Devant le ministre Pierre Duchesne, qu'elle rencontrait pour la première fois, la principale de McGill, Heather Munroe-Blum, venait pourtant de livrer un vibrant plaidoyer en faveur d'un soutien accru aux universités, histoire de ne pas leur

faire perdre davantage de terrain. « Si la performance du Québec en matière de recrutement, d'innovation et de productivité reste inchangée, nous ne serons plus de la partie », a indiqué la principale, qui quitte McGill fin juin après l'avoir dirigée depuis 2003. Elle en veut pour preuve la diminution des enveloppes de recherche destinées aux universités québécoises, indice percutant de sa compétitivité chancelante. Ou la diminution de sa part du nombre d'étudiants étrangers, perçus pourtant par McGill, dont c'est une population importante, comme « essentiels à la prospérité du Québec ».

La principale Munroe-Blum avait bâti l'entièreté de son discours autour des « mythes et réalités » entourant McGill. Elle s'est appliquée à fracasser tous les préjugés selon lesquels l'université montréalaise accueille des cerveaux de l'étranger qui prennent des places convoitées par des Québécois ; ou qu'ils sont formés aux frais de la princesse pour mieux quitter la province ensuite (« la moitié des diplômés de McGill habitent le Québec ») ; ou qu'ils intéressent l'établissement uniquement parce qu'ils sont « payants », leurs droits de scolarité étant nettement plus élevés que ceux exigés des Québécois et des Canadiens des autres provinces.

En réalité, seule une petite portion de cet argent reste dans les coffres de McGill, qui doit retourner 55 millions par année à Québec en vue d'une redistribution dans l'ensemble du système. Voilà des années que McGill demande la fin de ce régime qu'elle trouve injuste, mais en vain.

Vos réactions (19)

LA TRIBUNE : Regards croisés [entre 1958 et 2012] sur le conflit étudiant - Publié le vendredi 19 octobre 2012 à 10h17

Isabelle Pron, La Tribune



(SHERBROOKE) Même refus de dialogue du gouvernement, même jeunesse incomprise : les parallèles sont nombreux entre les mobilisations étudiantes de 1958 et 2012.

C'est l'un des tableaux tracés à grands traits, jeudi, lors d'une table ronde proposant des « regards croisés » sur le mouvement étudiant,

dans le cadre du 65e congrès de l'Institut d'histoire d'Amérique française.

L'événement a fait salle comble à la microbrasserie Siboire, au centre-ville de Sherbrooke.

Des étudiants des années 50, on a souvent dit qu'ils n'étaient que des carriéristes et qu'ils n'avaient envie que de s'amuser, a souligné la professeure Nicole Neatby, de l'Université Saint-

Mary's. À cette époque, les étudiants réclament un meilleur accès aux études supérieures. Puis, ce fut sensiblement le même discours en 2012.

« On ne comprend pas sa jeunesse. On a l'impression que les jeunes sont apolitiques », a-t-elle fait valoir en notant que la société a tendance à sous-estimer la conscience sociale des étudiants.

LE DEVOIR : Rentrée étudiante - Le recteur de l'Université de Montréal avait réclamé plus de policiers - Vendredi 19 octobre 2012



Photo : La Presse canadienne (photo) Paul Chiasson
Près d'une centaine de policiers étaient présents à l'Université de Montréal, le 27 août dernier, lors de la rentrée des étudiants.
Lisa-Marie Gervais

Le syndicat des professeurs et les étudiants accusent le recteur de l'Université de Montréal d'avoir péché par excès de prévention en matière de sécurité. En assemblée universitaire lundi, le syndicat a révélé que le recteur Guy Breton avait, une semaine avant la rentrée des étudiants le 27 août, contacté le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour lui demander de rendre disponibles un nombre suffisant de policiers pour intervenir à l'université. Des pavillons avaient été ciblés pour l'intervention et les doyens et les directeurs de département avaient également été informés du plan d'intervention.

Vos réactions (5)

Lydia Anfossi - Inscrite, 19 octobre 2012 07 h 06
Pour qui travaille le recteur?

Il est loin le temps où l'on percevait le recteur au service des étudiants.

François Dugal - Abonné, 19 octobre 2012 09 h 07

Une question parmi tant d'autres

Le recteur Breton s'est-il posé la question suivante: «pourquoi y a-t-il des débordements?»

Clément Doyer - Inscrit, 19 octobre 2012 09 h 22

Il faut éviter de penser que d'être éduqué signifie d'être intelligent. La preuve, un doyen...

Frédéric Jeanbart - Inscrit, 19 octobre 2012 12 h 13

Main dans la main...

Ce n'est pas ce même recteur qui avait "négocié" avec Catania, pour que ce dernier s'approprie le terrain et la maison-mère Mont-Jésus-Marie à Outremont, afin que ce dernier y bâtit des condos de luxe? Un bâtiment patrimonial que les

soeurs avaient "légué" à l'UDM sous la condition qu'elle s'en serve pour ses besoins (2005). Par la suite, comme le lendemain d'un sourire hypocrite, le recteur prétexta une facture trop importante pour la réhabilitation du bâtiment afin d'en justifier la vente... Hum douteux, et à mon humble avis de la mauvaise foi (note : il y a eu un incendie criminel au bureau de vente des condos de luxe de Catania Cateau Maplewood, comme plusieurs de ses chantiers, bizarre ce qu'il touche semble attirer le crime et met en danger plein de monde)...

Bien entendu, y faire un centre de recherche nucléaire de pointe aurait été infaisable sans tout démolir (et encore), mais il n'y a pas que des trucs high-tech qui s'enseignent. À la rigueur, un campus / dortoirs pour étudiants aurait pu être envisageable (alors que l'amménagement d'origine en avait justement), pour des apparts étudiants à plus bas prix que le marché (une plus-value pour l'UDM), tout en rentabilisant ce terrain plus bâtiment assez facilement : n'oublions

« Ils étaient au courant qu'il y aurait des interventions policières, mais comment pouvaient-ils être au courant que les étudiants en étaient venus « aux poings » si les événements n'avaient pas encore eu lieu ? » a demandé le président du syndicat des professeurs de l'UdeM (SGPUM), Jean Portugais, en interpellant le recteur.

Visiblement agacé, le recteur Breton a rétorqué qu'il ne trouvait pas « répréhensible » de demander aux forces policières d'être disponibles en nombre suffisant pour pouvoir intervenir en cas de débordement. Le recteur invoque le dérapage de la journée du 12 avril, où des centaines de personnes ont envahi le hall du pavillon Roger-Gaudry et tenté d'enfoncer la porte du rectorat. L'aide demandée à la police n'a pas été suffisante, souligne-t-il. « On avait demandé de l'aide, qui est arrivée en petit nombre et qui n'a pas pu empêcher ce qui s'est passé. Ça a été un saccage, une profanation », a dit M. Breton pour expliquer ses discussions avec le SPVM.

Mesures préventives

Selon lui, le contexte de la rentrée des cégeps et l'électricité qu'il y avait dans l'air ont justifié des mesures préventives. « C'est ce que j'appelle de la prévention. Ce n'est pas des policiers qui sont à l'intérieur », a insisté M. Breton. La secrétaire générale de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), Mireille Mercier-Roy, croit que la présence de près d'une centaine de policiers à l'extérieur du campus n'avait rien de préventif. « L'analyse qu'on en fait, c'est que la présence de la police a exacerbé les tensions, a-t-elle noté. Ce qui est dramatique, c'est qu'on avait vu que quand l'université avait fait appel à des agents de sécurité le 12 avril, ça avait aggravé la situation sur le campus. C'est donc d'autant plus surprenant qu'ils aient trouvé que c'était une bonne idée de préparer la police à intervenir en plus grand nombre. » Choquée par les propos véhiculés en assemblée universitaire, la FAECUM réitère sa demande de démission du recteur Guy Breton. Mme Mercier-Roy évoque la rupture et le climat de méfiance qui s'est installé entre l'administration et les étudiants. « On pense qu'il aurait dû reconnaître ses erreurs, a-t-elle dit. Le climat risque d'être tendu, mais on a quand même réussi à régler par le passé plusieurs problèmes avec le rectorat. »

pas que l'acquisition ne leur avait coûtée que des peanuts et des faux sourires, et ça ne prend pas 10 têtes de Papineau pour gérer et veiller à l'entretien d'un "immeuble locatif". La réhabilitation en ce sens aurait pu facilement trouver financement, considérant la vocation et les revenus fixes envisageables.

Enfin bref, tout ça pour dire "ça sent la magouille"... Tant qu'à y être, les soeurs auraient pu le vendre elles-mêmes au lieu de se faire passer un sapin de la sorte par ce recteur au faux sourire! Tromper de la sorte des gens qui font un don de bonne foi... En tant que recteur d'Université c'est honteux et inadmissible.

Jean-Marie Francoeur - Inscrit, 19 octobre 2012 13 h 14

Certainement un rect...eur libéral

Ce monsieur est antipathique à souhait. Avec ses airs de prima donna, ses gestes anti-sociaux, et ses demandes financières illimitées, on dirait qu'il considère la planète à son service.

LE DEVOIR : Grève dans les cégeps - Légère hausse des abandons - Vendredi 19 octobre 2012

Lisa-Marie Gervais

Les abandons à la session d'hiver 2012, dans les 14 cégeps qui ont connu la grève étudiante, ont été légèrement plus nombreux qu'il y a un an. Selon les données de la Fédération des cégeps, 4 % des 57 000 étudiants en reprise au mois d'août ont abandonné tous leurs cours, contre 3 % à l'hiver 2011.

C'est environ 500 à 600 étudiants de plus que l'an dernier en situation générale d'échec, explique le président-directeur général de la Féd-

ération des cégeps, Jean Beauchesne. « On ne peut pas faire l'adéquation automatique qu'ils sont en décrochage, car certains vont persister. Mais le pas à franchir est mince », a-t-il reconnu. Toujours dans ces 14 cégeps, un peu plus de 3000 étudiants (5,5 %) ont abandonné leurs cours sans toutefois obtenir la mention échec. C'est que les administrations ont permis à des étudiants qui trouvaient trop difficile de reprendre leur session de façon intensive de se prévaloir de la possibilité d'obtenir des « incom-

plets » a leur dossier. Normalement, cette mention est accordée lors d'une situation exceptionnelle, en cas de maladie ou de décès, par exemple.

En tout, c'est donc environ 5500 étudiants sur 57 000 (près d'un étudiant sur dix) qui ont abandonné quelques cours ou la totalité. M. Beauchesne résume ainsi l'impact de la grève sur les cégepiens : « Contrairement à une session normale, il y a un étudiant sur dix qui est touché par le fait d'avoir été en session de reprise, et

ce, à divers degrés. Ça va de l'abandon d'un ou de quelques cours à l'abandon de tous les cours », a-t-il expliqué.

Impact humain

Il se dit « soulagé » de voir que les dommages collatéraux de la grève ne sont pas plus « considérables », mais néanmoins désolé de « l'impact

humain » que celle-ci a eu. « Mais on n'est pas trop surpris parce que nos enseignants ont été au rendez-vous », a-t-il noté.

M. Beauchesne souligne toutefois qu'il n'a pas été possible de vérifier, auprès des étudiants qui n'ont pas abandonné de cours, si la session

compressée leur a donné du fil à retordre ou fait baisser leur moyenne.

Mentionnons que les 14 cégeps totalisent normalement 60 000 étudiants, mais 3000 d'entre eux n'ont pas eu à vivre ce rattrapage en vertu d'ententes, d'où le fait que les calculs sont basés sur le nombre de 57 000.

LE DEVOIR : Le cégep avec l'Enseignement supérieur – Vendredi 19 octobre 2012

Le Devoir

La Fédération des cégeps se réjouit que le gouvernement péquiste ait finalement décidé de garder le volet formation technique dans le giron du nouveau ministère de l'Enseignement supérieur et non pas de le confier au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. « Enfin ! » a

dit hier le président-directeur général de la Fédération des cégeps. « On avait fait des interventions très précises à cet égard. »

Cette valse-hésitation du gouvernement l'a d'autant surpris qu'au moment de la création du ministère de l'Enseignement supérieur, un décret prévoyait que l'enseignement collégial y allait

être transféré, avec l'enseignement universitaire.

« Pour nous, c'est un débat qui n'aurait jamais dû exister », a dit M. Beauchesne, qui n'aurait pas apprécié voir le réseau collégial scindé dans deux ministères. La formation professionnelle (donnée dans les écoles secondaires) demeure au ministère de l'Éducation.

LA PRESSE : Un manifestant touché par une balle de caoutchouc – Publié le jeudi 18 octobre 2012 à 15h56 | Mis à jour le jeudi 18 octobre 2012 à 20h22



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Une manifestation s'est déroulée de façon violente, cet après-midi, au centre-ville de Montréal.

David Santerre, La Presse

Une manifestation pour la gratuité scolaire pourtant qualifiée de « pacifique » par la police s'est tout de même soldée jeudi après-midi par trois arrestations et un manifestant blessé quand un agent lui a tiré une balle de caoutchouc.

La manifestation avait été organisée par une association étudiante membre de la CLASSE, et appuyée par cette dernière. Sur la page Facebook conviant les manifestants à cette action, on pouvait lire que si « l'annulation de la hausse des frais de scolarité est certes une victoire considérable, elle laisse toutefois en place un système d'éducation soumis aux intérêts du marché et inaccessible aux moins fortuné-e-s ».

« C'est pas un gel des frais qui nous fera plier. Nous on veut la gratuite », y lisait-on encore.

À partir de 13h30, un groupe qui a atteint les 200 manifestants s'est formé au parc Émilie-Gamelin. Vers 14h, ils se sont mis en marche dans le secteur entourant l'Îlot voyageur, symbole des dérives mercantiles des universités.

Les policiers du SPVM ont déclaré la manifestation illégale dès le départ, parce que l'itinéraire de la marche ne leur avait pas été communiqué, comme l'ordonne le règlement municipal P6.

Après que des graffitis aient été peints sur le mur de béton du tunnel de la côte Berri et que quelques feux d'artifice eurent été lancés au ciel, la police a décidé d'intervenir.

Les agents ont procédé à ce qu'ils qualifient d'arrestations ciblées. Trois manifestants ont ainsi été arrêtés, un pour méfait, une pour entrave au travail des policiers, et un pour voies de fait sur policier, précise l'agent Daniel Fortier, du SPVM.

« À part cela, la manifestation était pacifique », note l'agent Fortier.

Mais les arrestations ont encore une fois soulevé la colère du groupe de manifestants.

Les esprits se sont échauffés, et c'est à ce moment qu'un agent a tiré une balle de caoutchouc sur un manifestant.

Des témoins de l'incident affirment que le jeune homme l'a reçu dans le visage, et que l'impact a provoqué un écoulement de sang important.

Le jeune homme n'aurait pas été transporté en ambulance, mais se serait rendu à l'hôpital, selon ces témoins.

Le SPVM confirme avoir tiré un tel projectile.

« Un seul projectile a été utilisé pour repousser un manifestant qui lançait des pierres vers les policiers », a confirmé M. Fortier, qui ne peut dire à quel niveau du corps le manifestant a été touché, ni s'il a dû être traité.

La manifestation s'est terminée peu de temps après cet incident. La CLASSE déplore l'intervention policière qui, selon elle, brime le droit de manifester des étudiants.

JOURNALDEMONTRÉAL : Gratuité scolaire : Une centaine de manifestants dans les rues – Publié le: jeudi 18 octobre 2012, 15H22 | Mise à jour: jeudi 18 octobre 2012, 16H04

Video : Une centaine de manifestants sont descendus dans les rues du centre-ville de Montréal, jeudi après-midi, afin de rappeler les revendications en faveur de la gratuité scolaire, 18 octobre 2012, Agence QMI

Agence QMI

MONTREAL – Une centaine de manifestants sont descendus dans les rues du centre-ville de Montréal, jeudi après-midi, afin de rappeler les revendications en faveur de la gratuité scolaire. Les policiers ont procédé à trois arrestations pour des infractions criminelles.

Organisée par des associations étudiantes de l'ASSE (Association pour une solidarité syndicale étudiante) et par le Black Block, la manifestation a débuté vers 14h.

Les manifestants, réunis à la place Émilie-Gamelin, ont entamé leur marche en direction ouest. Des pièces pyrotechniques ont été lancées par des individus peu après le départ de la manifestation.

Celle-ci a rapidement été déclarée illégale parce que les organisateurs n'avaient pas précisé le trajet qu'ils entendaient suivre.

Plusieurs participants ont distribué des invitations en vue d'une autre manifestation le 26 octobre prochain, organisée en solidarité avec les personnes arrêtées lors de la grève étudiante du printemps dernier.

Quelques individus ont pénétré dans l'édifice de l'Îlot Voyageur vers 14 h 30 pour y mettre des banderoles et en ressortir quelques minutes plus tard. Des portes de l'édifice ont été endommagées.

D'autres ont tracé des graffitis sur la rue le long du parcours et sur les murs de certains édifices.

Vers 15 h, la marche s'est arrêtée et une quarantaine de manifestants ont bloqué la circulation à l'intersection de la rue Saint-Denis et du boulevard de Maisonneuve. L'intersection a été rouverte quelques minutes plus tard et la manifestation s'est déplacée sur les trottoirs à la demande des policiers, pour se terminer vers 16h.

« Nos agents ont effectué trois arrestations ciblées pour des infractions commises durant l'événement, a précisé le porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Daniel Fortier. Des accusations de voies de fait, d'entrave au travail d'un agent de la paix et de méfaits seront déposées contre les individus. »

[Afficher 55 commentaires \(Montréal\)](#)

THE GAZETTE : Failure rate at strike-affected CEGEPs slightly up – Thursday, October 18, 2012

By Janet Bagnall, GAZETTE education reporter
MONTREAL – Last spring's student strike appears to have led to a spike in the number of CEGEP students who either failed or did not complete

their winter term, the Federation des CEGEPs reported Thursday. The federation, an association of Quebec's 48 public CEGEPs, characterized the increase as being a long way from the worst-

case scenario it feared following a lengthy strike and a much-shortened make-up session.

The federation said that out of a total of 57,000 students in the 14 CEGEPs affected by the strike

who were to start studies in August, about 3,100 were given an "incomplete" on their previous term. The federation also estimates that there were another 600 students who failed their winter term as a result of the spring interruption.

In the 2011 winter term, three per cent of students failed, about 1,700. This year, 2,280 failed their winter term. The good news was that about five per cent of the original total of 60,000 students in attend-

ance last winter at the 14 CÉGEPs were able to finish their winter session on time, some of them as a result of legal injunctions taken out against striking students. About 3,000 graduated on schedule

THE GAZETTE : Parti Québécois must explain how they'll make up for tuition-hike shortfall, Liberals say – Wednesday, October 17, 2012

By Philip Authier, THE GAZETTE
 QUEBEC — The new Parti Québécois government scrapped the planned university tuition increases, which sent thousands into the street to protest. On Wednesday, the Liberals raised the question. Now what?
 At a news conference held the same day the province's university professors came to Quebec to say they, too, are victims of the underfunded higher education system, the Liberal critic said it's time the PQ said how it's going to help universities manage the losses.
 "Will they be compensating the shortfall for universities?" asked Liberal higher education critic Gerry Sklavounos. "If so, by how much and where will they get the money?"
 Sklavounos said by Liberal estimates, cancelling the planned tuition fee increases — a key PQ election promise — is depriving the cash-starved universities of \$40 million for 2012-2013. Over the next five years, the amount will hit \$650 million.

He said the PQ promised to compensate, yet rectors he has spoken to said they have not seen a dime and the new session has started, he said. He said some universities did start charging the higher fees and others not, creating another level of confusion.
 "They (universities) have no idea what's going on," Sklavounos said. "The universities did their planning based on that money."
 The office of Higher Education Minister Pierre Duchesne declined to comment Wednesday. It is the latest in a series of problems on the education front for the new government.
 The QMI news agency reported Wednesday that despite Premier Pauline Marois's own statement that ministers should set a good example, seven out of 10 Marois minister who have children in the school system chose to send their children to private schools.
 This comes only a week after Education Minister Marie Malavoy threatened to cut funding to private schools unless they take in more disadvantaged children.

And Le Devoir reported the government had not quite figured out whether the CEGEP system should come under the jurisdiction of Malavoy or Duchesne. Under the old government, education was handled by a single minister.
 And Wednesday, the association representing the province's 5,000 university professors met with Duchesne to inform him of their own woes over underfunding as well as other issues.
 Greater student populations with no extra staff, the need to juggle research duties with teaching and poor facilities, the Fédération québécoise des professeurs Québécois d'université put its concerns on the table.
 Federation president Max Roy announced the federation plans to hold its own summit on university financing Oct. 25. The government promised one during the election, but has yet to set a date.

LA TRIBUNE : Gabriel Nadeau-Dubois viendra parler des mobilisations étudiantes - Publié le mardi 16 octobre 2012 à 15h41



Archives La Presse
 Gabriel Nadeau-Dubois

Claude Plante, La Tribune (Sherbrooke) L'ancien porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, figure de proue des protestations du printemps dernier au Québec, est attendu à Sherbrooke jeudi pour l'ouver-

ture du 65e congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française. Le Département d'histoire de l'Université de Sherbrooke attend près de 200 chercheuses et chercheurs en histoire provenant de tout le Québec et d'ailleurs pour cet événement qui se déroulera sur trois jours sous la thématique «L'individu face à l'histoire». Le congrès sera lancé jeudi à 20 h avec la tenue d'une table ronde proposant «des regards croisés sur les mobilisations étudiantes». Outre M. Nadeau-Dubois, on a invité les professeurs Louise Bienvenue, de l'Université de Sherbrooke, Nicole Neatby, de Saint Mary's University, Sean Mills, de l'Université de Toronto, et Martin Pâquet, de l'Université Laval. Cette activité aura lieu au Siboire sur la rue du Dépôt, au centre-ville. Parmi les autres activités à signaler, notons que ce congrès soulignera le 30e anniversaire de l'ouvrage L'histoire des femmes au Québec

depuis quatre siècles, rédigé par le collectif Clio, de même qu'une toute nouvelle parution, Brève histoire des femmes au Québec, de Denyse Baillargeon. Les deux ouvrages seront abordés lors d'une table ronde sur l'histoire des femmes au Québec, le vendredi 19 octobre à 15 h 15, avec la participation des professeurs Benoît Grenier, de l'Université de Sherbrooke, Denyse Baillargeon, de l'Université de Montréal, et Micheline Dumont, de l'Université de Sherbrooke, ainsi que de l'auteure Marie Lavigne. Le congrès, qui se déroulera au Grand Times Hôtel, se veut un événement de partage des plus récents résultats de recherche afin de mieux saisir diverses dimensions de la thématique «L'individu face à l'histoire ».

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Pénurie de professeurs dans les cégeps touchés par la grève étudiante – Mise à jour le mardi 16 octobre 2012 à 4 h 23 HAE



Les cégeps touchés par la grève étudiante du printemps dernier ont de la difficulté à recruter de nouveaux professeurs pour soutenir leurs collèges pendant l'année scolaire en cours. Tous les ans, les cégeps peinent à recruter des enseignants dans certaines matières comme les soins infirmiers ou l'informatique, mais cette année, la pénurie s'est étendue à d'autres domaines. Après de longues négociations, les syndicats de professeurs et la Fédération des cégeps s'étaient

entendus sur l'ajout ponctuel de l'équivalent de 180 chargés de cours à temps plein. Avec les sessions en accéléré de l'automne et de l'hiver 2012-2013, les 14 cégeps qui ont été touchés par la grève cherchent donc à embaucher du personnel supplémentaire pour venir en aide aux professeurs titulaires.
 « On allège la charge des enseignants réguliers parce que les sessions sont condensées pour nous permettre de rattraper le temps, alors on réduit le nombre d'étudiants dans certains groupes. Ça fait donc des classes plus petites, c'est plus facile pour les professeurs », explique le directeur des ressources humaines du Collège Édouard-Montpetit, René Corriveau.
 Mais la majorité des cégeps qui ont été en grève se trouvent dans la région de Montréal, un bassin de recrutement nécessairement limité.
 « Dans certaines disciplines où, d'habitude, on n'a pas de difficulté de recrutement, par exemple littérature, éducation physique, histoire, anthropologie, cette fois-ci, on s'est retrouvé avec des difficultés », précise M. Corriveau.

De jeunes professeurs récemment diplômés se retrouvent donc avec une multitude d'offres d'emplois qu'ils doivent parfois refuser. « Présentement, je travaille à 50 plus 80, donc à 130 % de tâche dans deux collèges », affirme Joëlle Vaillant, chargée de cours en géographie au Cégep de Saint-Laurent et au Collège Édouard-Montpetit.
 Un effet inattendu de la grève étudiante : elle aura permis au moins à de jeunes professeurs de démarrer leur carrière en lion.
Les commentaires (5)
 Envoyé par [Gigi Di Lullo](#) de montreal, 16 octobre 2012 à 17 h 01 HAE
 C'est curieux on se rend sur le site du collège mentionné dans le texte, et il n'y a pas de postes affichés !
 C'est du grand reportage! certainement quelqu'un de bien réseauté!
 Envoyé par [Alain Cloutier](#) de Longueuil 16 octobre 2012 à 13 h 27 HAE

L'enseignement au collégial, un rêve possible pour ceux qui possèdent de très bons contacts. Pour les autres, c'est la précarité à vie. J'ai terminé mes études en physique en 1992. À part quelques petits contrats, j'ai gagné ma vie dans d'autres secteurs d'activité. Avis aux étudiants : Les histoires de pénuries c'est une façon d'avoir beaucoup d'employés à statut précaire qui mangent dans leurs mains! Envoyé par [David Aman](#) de Montréal, 16 octobre 2012 à 12 h 50 HAE

En fait certains comités de sélection composés en majeure partie de profs pensent gérer une entreprise familiale et le recrutement ne se fait pas toujours selon le mérite; il y a trop de copinage, de réseautage et de protectionnisme... Envoyé par [Jeff Lafleur](#) de Bas du Fleuve, 16 octobre 2012 à 13 h 18 HAE en réponse à [David Aman de Montréal](#) Il y a du copinage dans le corps professoral, ben j'en reviens pas, qui aurait pu penser à cela!!!! Envoyé par [Guillaume Alary](#) de Montréal 16 octobre 2012 à 11 h 31 HAE

Comme plusieurs autres "jeunes profs", j'ai envoyé à plusieurs reprises mes CV dans tous les cégeps en plus de postuler directement pour certains postes offerts, et je n'ai eu malgré tout aucune offre d'entrevue. J'en connais beaucoup (avec d'excellents dossiers) qui font exactement la même chose sans jamais recevoir de réponse. Les cégeps devraient modifier leurs politiques d'embauche et les rendre plus flexibles. Les diplômé-e-s se pressent aux portes et ne demandent que ça, enseigner. Les administrations sont responsables de leur propre échec.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Loterie | Éducation : « Immorale » selon ses détracteurs - Des critiques déplorent que ce sont les plus pauvres qui jouent et s'endettent le plus avec la loterie- Publié le: lundi 15 octobre 2012, 21H53 | Mise à jour: mardi 16 octobre 2012, 8H27

Vidéo : David F. Thompson, directeur de l'Association des commissaires de comtés, souligne que cela représente un manque à gagner de 70 millions, cette année. Marianne White RALEIGH - **La loterie éducation ne fait pas que des heureux en Caroline du Nord.** Le Journal a fait état, hier, de la loterie instaurée par cet État américain pour investir davantage dans ses écoles sans imposer de nouvelles taxes ni impôts, une idée qui devrait inspirer le Québec, selon certains experts. Chris Fitzsimon, du North Carolina Policy Watch, un centre d'études progressiste, se bat depuis des années pour que l'État revienne sur sa décision. «C'est une façon épouvantable de lever des fonds, affirme-t-il. C'est immoral», ajoute-t-il. Son organisation a réalisé plusieurs recherches, au fil des ans, qui démontrent que ce sont les gens dans les quartiers les plus pauvres de la Caroline du Nord qui dépensent le plus d'argent à la loterie.

Dans ces quartiers, les gens dépensent en moyenne 400 \$ par année en loterie, alors que la moyenne de l'État est de 212 \$. M. Fitzsimon déplore que l'État encourage ces personnes à dépenser leur argent dans les jeux de hasard plutôt que de l'investir, notamment, dans l'éducation de leurs enfants. «Ne suivez surtout pas notre exemple», lance-t-il à la représentante du Journal. **Financement instable** Il souligne par ailleurs que l'État a été grandement critiqué pour avoir utilisé, en 2009, des fonds provenant de la loterie pour équilibrer son budget. Le fonds n'est pas à l'abri des manœuvres politiques et la distribution des profits de la loterie a été modifiée à plusieurs reprises par la législature de l'État, souligne June Atkinson, directrice des services pédagogiques de la Caroline du Nord. Le secteur qui a écopé récemment est celui dédié à la construction et la rénovation d'écoles. Au départ, 40 % des profits y étaient versés, tandis

que pour l'année qui vient, ce pourcentage est tombé à 23,5 %. David F. Thompson, directeur de l'Association des commissaires de comtés, souligne que cela représente un manque à gagner de 70 millions, cette année. «Cette année nous aurions dû recevoir 170 millions pour rénover ou construire des écoles, mais nous n'en avons reçu que 100 millions. C'est tout de même 100 millions que nous n'aurions pas eus sans la loterie, mais on aimerait que notre financement reste stable et soit garanti par l'État», plaide-t-il. **Écho au Québec** Ces critiques trouvent un écho au Québec. Michel Nadeau, de l'Institut de la gouvernance, estime que ce serait indécent de créer une nouvelle loterie éducation. «Le message que vous envoyez aux gens c'est, jouez beaucoup, ça va servir à bâtir des écoles et des hôpitaux. Voulez-vous faire ça?», lance-t-il, affirmant que cela reviendrait à taxer les pauvres.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Rentrée des classes : Un mois et demi de retard au cégep - Publié le: lundi 15 octobre 2012, 21H31 | Mise à jour: lundi 15 octobre 2012, 21H37

Agence QMI **C'est avec six semaines de retard que 58 000 cégépiens ont entamé leur session d'automne 2012, qu'ils pourront compléter en suivant un horaire réaménagé.** En raison de la grève étudiante du printemps dernier, ils n'ont pu reprendre les cours que lundi matin. Pour les étudiants tout droit sortis du secondaire, ce sont les vacances d'été qui se sont éternisées. «En même temps, c'était vraiment plate, je m'ennuyais, et tout le monde était à l'école», a expliqué l'une de ces étudiantes.

Le collège Ahuntsic a multiplié les activités pour ce jour de rentrée, un message de bienvenue aux étudiants. «C'est surtout une grande joie de voir enfin les corridors animés, même s'il y avait eu la reprise il y a quelques semaines. Là, on a vraiment la cohorte d'automne», a dit Luc Demers, directeur général du collège. Pour éviter d'annuler la session d'hiver, les cégeps avaient dû condenser les cours et aménager les différentes évaluations.

La Fédération des cégeps effectue actuellement un sondage auprès de ses membres pour savoir combien d'étudiants ont abandonné des cours. «Le taux d'échec n'est pas nécessairement beaucoup plus élevé que les années antérieures. Il y a des étudiants qui ont préféré avoir des incomplets permanents. Ils devront reprendre ces cours-là», a ajouté M. Demers. La session d'automne sera elle aussi pas tout à fait comme les autres puisqu'elle se poursuivra jusqu'à la fin janvier. Les examens auront donc lieu après les vacances du temps des Fêtes.

TVANouvelles : Retour en classe pour 13 cégeps : La rentrée 6 semaines plus tard - Première publication lundi 15 octobre 2012 à 13h13 - Mise à jour : lundi 15 octobre 2012 à 23h31



Crédit photo : TVA Nouvelles

TVA Nouvelles C'est avec **six semaines de retard** que **58 000 cégépiens** et cégépiennes entament leur **session d'automne 2012**. Cette année, ils devront composer avec un horaire réaménagé.

En raison de la **grève étudiante** du printemps dernier, ils n'ont pu reprendre les cours que lundi matin. Pour les étudiants tout droit sortis du secondaire, ce sont les vacances d'été qui se sont éternisées. «En même temps, c'était vraiment plate, je m'ennuyais, et tout le monde était à l'école», explique l'une de ces étudiantes. Le collège Ahuntsic a multiplié les activités pour ce jour de rentrée, un message de bienvenue aux étudiants. «C'est surtout une grande joie de voir enfin les corridors animés, même s'il y avait eu la reprise il y a quelques semaines. Là, on a vraiment la cohorte d'automne», a dit Luc Demers, directeur général du collège.

Pour éviter d'annuler la session d'hiver, les cégeps avaient dû condenser les cours et aménager les différentes évaluations. La Fédération des cégeps effectue actuellement un sondage auprès de ses membres pour savoir combien d'étudiants ont abandonné des cours. «Le taux d'échec n'est pas nécessairement beaucoup plus élevé que les années antérieures. Il y a des étudiants qui ont préféré avoir des incomplets permanents. Ils devront reprendre ces cours-là», ajoute M. Demers. La session d'automne sera elle aussi pas tout à fait comme les autres puisqu'elle se poursuivra jusqu'à la fin janvier. Les examens auront donc lieu après les vacances de fêtes.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation : Une solution à l'impasse? - Le financement de l'éducation par une loterie doit être étudié selon des experts (Entrevue avec June Atkinson, directrice des



<p>Marianne White RALEIGH Alors que le gouvernement Marois cherche à financer sa promesse de maintenir le gel des frais de scolarité, la Caroline du Nord et plusieurs autres États américains ont opté pour une loterie dont les profits financent l'éducation. Une piste qui devrait être étudiée par le Québec, croient des experts. La fiscaliste québécoise Brigitte Alepin estime que le gouvernement doit être ouvert aux solutions nouvelles, surtout s'il est démontré qu'elles contribuent au financement de l'éducation. «C'est une avenue à explorer», dit la fiscaliste qui est à l'origine du Régime d'accès à la propriété (RAP). Mme Alepin estime qu'en temps de crise, il est nécessaire d'explorer de nouveaux concepts si nos solutions traditionnelles ne tiennent plus très bien la route. Elle précise toutefois que les gouvernements sont généralement réfractaires à l'idée d'encourager le jeu pour financer ses programmes sociaux pour des raisons éthiques, car ce sont surtout les personnes moins nanties et la classe moyenne qui financent les loteries. «Un sujet délicat» Sur la quinzaine d'experts d'horizons divers contactés par le Journal, très peu ont accepté de répondre à nos questions sur la loterie. «C'est un sujet délicat», dit l'ancien pdg de Loto-Québec, Gaétan Frigon, qui a été forcé, en 2002, de retirer une publicité de la société d'État qui notait que ses profits servent à financer entre autres la santé et l'éducation. L'économiste Claude Montmarquette croit que la question de la loterie éducation mérite d'être débattue, même s'il considère que c'est une taxation régressive. «C'est intéressant d'en discuter pour montrer qu'il n'y a pas 75 portes de sortie», souligne le dirigeant des politiques publiques au groupe de recherche CIRANO.</p>	<p>La Caroline du Nord s'est dotée, il y a sept ans, d'une loterie dont une partie de profits sert à financer l'éducation publique. Tony Rand, un des politiciens à l'origine de cette décision, souligne que cette avenue leur est apparue plus intéressante que d'aller chercher des fonds supplémentaires en taxes ou en impôt. «Tous les États autour de nous avaient de la loterie; on s'est donc dit qu'il serait préférable qu'on crée la nôtre et qu'on en tire profit», explique Tony Rand, un ancien sénateur démocrate de la Caroline du Nord qui a parrainé la loi. Basées sur la réussite Depuis la fin des années 1980, plusieurs États américains se sont mis à utiliser des revenus provenant des recettes de loteries d'État, mais aussi de gains de cause à la suite de plusieurs procès contre des compagnies de tabac afin de mettre en branle d'importantes bourses d'étude basées sur la réussite scolaire, un contraste avec les bourses traditionnelles axées sur les besoins financiers des étudiants. Douze États se sont démarqués en ce sens en augmentant la valeur de leurs bourses basées sur la réussite en moyenne de 59 à 714 dollars américains entre 1989 et 2008. Parmi ces douze États, les augmentations les plus importantes proviennent de la Caroline du Sud (+ 1 583 \$), de la Géorgie (+ 1 459 \$) et du Tennessee (+ 983 \$). Afficher 7 commentaires (Montréal) Mannix23 1 commentaire masqué ok, alors demain on fait quoi.....une autre loterie pour les garderies.....et surtout oubliez pas d'encourager les gens à jouer modérément.....les problèmes de jeux c'est sérieux mais bon si c'est pour la gratuite scolaire c'est bien correct.... pis quoi encore ...le financement des partis par la loterie? Calmez vous les crainques de loterie.....vous allez perdre le controle. 10/15/2012 10:11 PM JF001 1 commentaire masqué</p>	<p>J'aime le concept ! Tout les jeux de loterie devraient avoir une cause associée. Le gouvernement pourrait avoir la responsabilité d'attribuer les causes importantes selon les cagnotes ex ; 6/49 à la santé etc Commence ça, on aurait l'impression de participer à enjeu qui nous tient à coeur au lieu de garocher notre argent dans la grosse machine gouvernementale. Evidemment, c'est moins facile de planifier un budget précis mais le concept est intéressant... 10/15/2012 09:04 PM Yumena_One 2 commentaires masqués Il va falloir augmenter la pension des BS, pour qu'ils puissent en acheter. 10/15/2012 09:24 AM Mannix23 1 commentaire masqué chu plie en deux...elle est bonne celle-la. thanks 10/15/2012 10:03 PM Dufresne Daniel 1 commentaire masqué Arrêtons de constamment chercher des revenus et commençons par procéder par une gestion rigoureuse de nos finances. Il est l'heure de couper dans nos dépenses. Un budget est composé de revenus et dépenses. On se doit d'examiner tout nos postes de dépenses dans tout les ministères. Qu'on s'assure que nos impôts soient bien investis. La loto devrait être une option ultime. 10/15/2012 08:30 AM Yumena_One 2 commentaires masqués Un mouton ne donne jamais plus de laine que ce qu'il a sur le dos et l'argent ne pousse pas comme la laine. (Modifié par l'auteur il y a 1 mois) 10/15/2012 04:55 AM Mannix23 1 commentaire masqué Réduire Afficher HAHAHA elle est encore meilleure.... tu dois etre le cousin de Daniel Lemire.... pas plus de laine que sur le dos.....elle es bonne celle-la..... 10/15/2012 10:05 PM</p>
--	--	--

LE DEVOIR : Jour de rentrée attendue dans les cégeps : Treize des quatorze cégeps en grève commencent leurs cours avec plusieurs semaines de retard – Lundi 15 octobre 2012

<p>Lisa-Marie Gervais Avec un retard d'un mois et demi sur l'horaire habituel, c'est ce lundi jour de rentrée dans 13 des 14 cégeps en grève ce printemps (seul le Collège Édouard-Montpetit avait déjà repris les cours). Parmi ces 58 000 étudiants qui vivent une situation exceptionnelle figurent de nouveaux arrivants du secondaire, qui trépassaient d'impatience. « Au début de l'été, je trouvais ça intéressant d'avoir un mois de plus de congé, mais, dès le début du mois de septembre, voyant que la plupart de mes amis avaient commencé, je me suis senti bien seul », a dit Timothy Robert, finissant du Collège Jean-Eudes. « J'ai loué énormément de films.» Il ne regrette toutefois pas de s'être inscrit en cinéma au Cégep Saint-Laurent, un programme qui, selon lui, a très bonne réputation. Il a même</p>	<p>appuyé le mouvement de grève des étudiants. Finissante du même collège privé, Clémence Giroux-Tremblay croit que, malgré les conséquences à long terme - les prochaines sessions compteront moins de quinze semaines et les vacances de Noël seront écourtées -, la grève n'aura pas été une mauvaise chose. « J'en ai profité pour travailler dans un magasin à grande surface », a dit l'étudiante au Cégep du Vieux-Montréal, qui a aussi fait un voyage. «Mais je suis contente de commencer.» Quant aux étudiants qui entament leur deuxième année de cégep, le répit de deux semaines, entre la session intensive de rattrapage, aura été de courte durée. Idem pour les enseignants qui s'élancent dans la nouvelle session, alors qu'ils ont terminé la précédente sur les chapeaux de roues. « C'a été très difficile, surtout pour la</p>	<p>correction », raconte un professeur d'histoire au collégial qui préfère garder l'anonymat. La session d'hiver n'ayant finalement compté que 12 semaines au lieu des 15 prescrites, ses cours ont aussi souffert du manque de temps. « J'ai tourné les coins ronds pour la matière. En civilisation occidentale, qui va des Grecs jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, j'ai dû faire sauter le XIXe et le début du XXe siècle. C'est quand même un massacre », a-t-il admis. L'enseignant d'histoire ne s'inquiète toutefois pas pour ses élèves, qui auront à suivre d'autres cours obligatoires qui aborderont cette période. Même si la Fédération des cégeps a reconnu que la situation était loin d'être idéale, elle a toujours cru au maintien de la qualité de l'enseignement reçu. Sans pouvoir fournir de précisions pour le moment, elle tente de chiffrer le taux d'abandon des élèves des cégeps touchés par la grève.</p>
--	---	--

THE GAZETTE : Cancelling tuition fee increase will hurt Quebec's universities and students – Monday, October 15, 2012

<p>By Sandy White, Special to The Gazette With the school year now well under way, the upheaval of the spring student crisis has abated. For the opponents of the former Liberal government's proposed tuition-fee increase, the Parti Québécois' election victory stands as a vindication after Premier Pauline Marois scrapped the</p>	<p>proposal. But this victory will be short-lived at best, and Pyrrhic at worst. The PQ government's decision to kill the much-needed fee increase will probably precipitate the decline of this province's institutions of higher learning which, largely due to budgetary constraints, have struggled for years compared to other Canadian schools. By many accounts,</p>	<p>Quebec's universities lack tens of millions of dollars in funding annually, a shortfall that cannot be addressed by the financial prestidigitation of the government alone. It is therefore almost a certainty that this move will both add to Quebec's already substantial debt and further the decrepitude of its universities.</p>
---	--	--

<p>Having cynically bent to the whims of the violent student protests in the spring, Marois and the PQ have now left themselves open to what are bound to be even more outlandish demands in the future. The most radical of Quebec's student groups, CLASSE (Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante), is already launching a campaign for free university tuition; a freeze on the province's tuition fees, which remain among the lowest in North America, is not enough. It would appear that the students, having been given an inch, are now going for the mile.</p> <p>The tuition-fee debate both in Quebec and in the rest of Canada is often portrayed in one of two ways, both of which fail to accurately explain the situation.</p> <p>The first is as an ideological schism between so-called "neo-liberals" who are in favour of the increase and so-called "progressives" who oppose it — as if such facile labels had any real meaning to most Canadians.</p> <p>The second paints the issue as an inter-generational conflict pitting young against old.</p>	<p>But there remain significant divisions among Quebec's young people over how this issue should be resolved. A testament to this is that barely 30 per cent of Quebec's university students voted for a strike early this year, while the other 70 per cent remained in class.</p> <p>Yet rather than being philosophical or generational, the debate about how we fund our universities needs to be practical — and it must also be framed in a global context. In most markets, the price of education, like any other good or service, is largely based on the benefits, both monetary and academic, that one can be expected to derive from it. This quantitative and qualitative analysis is the most important calculation one should consider in the decision to pursue higher education. While it may offend some to view education in such crass financial terms, it is a fact of the world we live in. This is why universities like Harvard cost more than others, and why degrees in areas such as medicine are so expensive.</p> <p>In this context, with Quebec's universities grossly underfunded, raising tuition fees, while not a</p>	<p>guaranteed method of improving the quality of our schools, is a vital way to help enable universities to offer their students a quality education. This is even more critical when the provincial government, which already subsidizes 87 per cent of the cost of an undergraduate degree in Quebec, is drowning in debt and has yet to come up with a coherent policy of how it will fund the financial shortfall at the province's universities, to say nothing of the new loans and bursaries the PQ proposes.</p> <p>Although opponents of the tuition-fee increase may relish their victory, it is all students more broadly who will ultimately suffer from the financial suffocation of Quebec's universities, as their calibre continues to slide.</p> <p>The PQ has demonstrated that under its leadership, Quebec can expect not only cynical governance, but policy-making that is fundamentally detrimental to the future progress of the province. The education issue is probably only the tip of the iceberg.</p>
---	--	---

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation | Caroline du Nord : Une loto qui construit - Publié le: dimanche 14 octobre 2012, 21H13 | Mise à jour: dimanche 14 octobre 2012, 21H17

<p>Marianne White</p> <p>FAYETTEVILLE Ricky Lopes est formel: sans les fonds de la loterie, les deux écoles New Century n'auraient pas vu le jour.</p> <p>«Et c'est probablement les dernières que nous allons construire avant un bout de temps», affirme le directeur adjoint des opérations pour le comté de Cumberland, où sont situées les deux écoles.</p> <p>L'école primaire de 18 millions va être entièrement payée, sur 20 ans, avec les fonds que la région reçoit annuellement de la loterie. Sans ces fonds, la commission scolaire aurait dû hausser les taxes ou reporter à plus tard son projet de construire deux écoles, une primaire et une autre middle school, qui regroupe les élèves de 6e, 7e et 8e année.</p> <p>Bâtie en plein milieu d'un champ dans un quartier en croissance de Fayetteville — à une heure au sud de la capitale Raleigh — l'école primaire</p>	<p>internationale reçoit près de 700 élèves. À côté, l'école secondaire est presque achevée et les élèves vont y entrer le mois prochain.</p> <p>Impact concret</p> <p>William Harrison, président du comité sur l'Éducation de la Caroline du Nord, qui joue un peu le rôle de notre ministère de l'Éducation, estime que cela est un des impacts les plus importants de la loterie.</p> <p>«Les fonds qui servent à la construction ou à la rénovation d'écoles sont selon moi l'avantage principal de la mise en place de la loterie éducation», affirme-t-il.</p> <p>Dans le difficile contexte économique actuel, de nombreux districts n'auraient pas les fonds nécessaires pour mener à bien leurs projets sans ces revenus supplémentaires.</p> <p>M. Harrison note que les fonds de la loterie sont investis dans l'éducation primaire et secondaire.</p>	<p>Distribution des revenus de la loterie en Caroline du Nord</p> <ul style="list-style-type: none"> √ 50 % pour payer le salaire des professeurs √ 22,7 % pour la construction et rénovation d'écoles √ 14,3 % pour la prématernelle √ 6,9 % pour les bourses pour les collèges publics √ 3,7 % pour système local d'éducation √ 2,4 % bourses pour les universités publiques <p>Afficher 2 commentaires (Montréal)</p> <p>requin20002000 1 commentaire masqué</p> <p>vive lotto quebec avec c est bonus au cadre!!!</p> <p>10/15/2012 03:30 PM</p> <p>Diane Gravel 1 commentaire masqué</p> <p>Wow ! Bravo. Une école de 18 millions entièrement payée en 20 ans. Ce serait un bon sujet à débattre ici je crois.</p> <p>10/15/2012 09:41 AM</p>
--	---	--

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Loterie | Éducation : Québec y a déjà songé - Publié le: dimanche 14 octobre 2012, 21H11 | Mise à jour: dimanche 14 octobre 2012, 21H13

<p>Marianne White</p> <p>Les fonctionnaires du ministère du Revenu ont déjà planché sur plusieurs scénarios, au cours des dernières années, pour implanter de nouvelles loteries pour aider à financer des services publics, a appris le Journal.</p> <p>«C'a toujours été dans les cartons des fonctionnaires depuis 20 ans», affirme Rollande Montsion, sous-ministre adjointe au Revenu entre 1997 et 2004, juste avant que le ministère devienne une agence.</p> <p>L'ancienne vice-présidente et vérificatrice générale à Hydro-Québec explique que de nombreuses études ont été réalisées «régulièrement» par les fonctionnaires, au fil des ans afin, de proposer au gouvernement des pistes de solution pour renflouer les coffres de l'État.</p>	<p>Des propositions ont été faites, notamment pour créer une loterie spécifique dont les profits iraient au système de santé. Mais le gouvernement n'a pas retenu ces idées, notamment, nous a-t-on dit, car cela ouvrirait la porte à de multiples demandes.</p> <p>Même si elle n'est pas personnellement favorable à l'implantation d'une nouvelle loterie, Mme Montsion croit que le débat d'idées est essentiel.</p> <p>Porte pas fermée</p> <p>Le directeur des communications de Loto-Québec, Jean-Pierre Roy, affirme que la porte n'est pas fermée à la création de loteries spécifiques, mais une telle décision devrait être prise par le gouvernement.</p>	<p>Il note par ailleurs que le marché de la loterie est «saturé» puisque Loto-Québec engrange les mêmes revenus depuis 10 ans.</p> <p>«Il y a aussi la question commerciale par rapport à une loterie éducation ou toute autre cause. Est-ce qu'elle pourrait trouver sa place dans un marché qui est parvenu à maturité au Québec?», demande M. Roy.</p> <p>La loterie lancée en 2010 en collaboration avec la Ville de Québec pour mousser les grands événements a d'ailleurs connu un succès mitigé.</p> <p>Depuis sa création, en 1969, Loto-Québec verse ses profits dans le fonds consolidé du revenu du Québec. Ce dernier décide de sa redistribution entre les ministères.</p>
--	---	---

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation | Université : Bris de confiance à l'Université de Montréal - L'intervention du SPVM sur le campus en août crée encore des remous chez les étudiants et les professeurs - Publié le: vendredi 12 octobre 2012, 20H21 | Mise à jour: vendredi 12 octobre 2012, 20H33





photo d'archives

Lors de la rentrée universitaire, en août dernier, une trentaine d'étudiants ont été arrêtés par le SPVM. L'Université de Montréal avait ensuite annulé plusieurs séances de cours afin d'éviter que les affrontements se poursuivent.

Sarah-Maude Lefebvre

L'Université de Montréal est présentement plongée dans une crise de confiance. Ses étudiants exigent la démission du recteur Guy Breton, tandis que les professeurs réclament à grands cris la tenue d'une enquête publique.

Les étudiants et les professeurs ne digèrent toujours pas l'intervention policière survenue dans les locaux de l'université, lors de la rentrée scolaire à la fin du mois d'août.

Alors que plusieurs étudiants manifestaient pour tenter d'empêcher la reprise des cours, l'administration de l'Université de Montréal avait fait appel aux forces policières afin de rétablir le calme sur le campus. Au final, une trentaine d'étudiants ont été arrêtés et plusieurs cours ont été annulés en raison du climat tendu.

Démission réclamée

Réuni à l'occasion du début de la session d'automne, le congrès de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) a adopté une résolution plus tôt cette semaine demandant la démission de Guy Breton, et ce, sans obtention de prime de départ.

«La FAECUM souhaite condamner l'appel aux forces policières fait par l'administration de l'Université de Montréal. La présence de l'anti-émeute, la vingtaine d'auto-patrouilles, les autobus nolisés de la STM et les minibus pour l'anti-émeute constituaient une réponse disproportionnée à la cinquantaine d'étudiants qui tentaient alors de faire respecter leurs votes de grève», peut-on lire dans la résolution.

«C'est inacceptable de faire entrer des policiers à l'intérieur des murs de l'université. L'université a eu plusieurs occasions de se justifier et elle ne l'a pas fait. Le lien de confiance est rompu», affirme Mireille Mercier-Roy, la secrétaire générale de la FAECUM.

La « pire crise » de l'Université

De son côté, le Syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal (SGPUM) demande officiellement la tenue d'une commission d'enquête publique sur les opérations policières survenues sur tous les campus universitaires pendant le conflit étudiant.

«Ça a été un vrai capharnaüm. C'est la pire crise qu'on a jamais connue sur le campus. Nous avons de la peine et sommes en colère », a affirmé au Journal le président du syndicat, Jean Portugais.

Ce dernier croit également que le lien de confiance est «brisé» entre le rectorat et les professeurs de l'université.

«On fait face à une vraie crise de confiance, dit-il. C'est grave. La demande d'intervention policière faite par l'université aurait été légitime s'il y avait eu une émeute. Or, ce n'était pas le cas. J'étais sur place et je le confirme.»

Silence de Guy Breton

Le recteur Guy Breton a refusé d'accorder une entrevue au Journal, hier. L'attaché de presse de l'université, Mathieu Fillion, a toutefois confirmé que le recteur ne comptait pas démissionner de ses fonctions.

Lundi midi, M. Breton prononcera une allocution devant les membres de l'Assemblée universitaire, comme c'est toujours le cas lors du début de la session d'automne.

Ce discours est attendu de pied ferme.

«Le recteur a des réponses à nous apporter pour rétablir le lien de confiance», soutient Frédéric Kantorowski, président du Syndicat des chargés de cours de l'Université de Montréal.

«Nous serons très attentifs à ses propos. Nous avons vécu des scènes perturbantes et nous attendons toujours des éclaircissements.»

Afficher 6 commentaires (Montréal)

broonsdad 1 commentaire masqué

Non mais, ça va faire le niaisage. Je suis le père d'un étudiant de l'UdeM, et la dernière chose dont je dois m'inquiéter, c'est la sécurité de mon fils, quand il est à l'école...

[10/13/2012 02:55 PM](#)

dumontier 1 commentaire masqué

Hallucinant! Les malfaiteurs se posent en victimes...

[10/13/2012 10:46 AM](#)

heroeslodger 1 commentaire masqué

On nage en plein délire. Une poignée de profs et d'étudiants n'ont plus confiance au recteur et à la police car ces derniers ont voulu faire en sorte que les cours aient lieu. Le prétexte: les étudiants étaient en boycott.

Mais un boycott signifie que tu décides personnellement de ne plus aller à tes cours, pas empêcher les autres d'y aller. N'importe quel criminel dans n'importe quelle école dans n'importe quel pays devrait s'attendre à se faire arrêter s'il décide d'aller perturber une salle de classe.

Je me questionne vraiment sur le niveau d'intelligence de ces boycotteurs et de ces profs qui les supportent. Faudrait leur faire passer un test de QI.

Le Québec et certains québécois sont vraiment bizarres. Je vous écris de New York et cette nouvelle me donne l'envie d'y rester.

[10/13/2012 09:44 AM](#)

phil37 1 commentaire masqué

Plus vous continuez plus vous démontrez votre imbécillité.Ceci démontre bien que l'intelligence n'est pas pour tous même si l'on a étudié.

[10/13/2012 09:30 AM](#)

Yumena_One 1 commentaire masqué

Emeute ou pas les empecheurs de cours, étaient illégaux,POINT.

Alors n.essayez pas d'attirer notre pitié.

[10/13/2012 08:41 AM](#)

MasterMike 1 commentaire masqué

Comme on dit par ici: *Cry me a river*....

[10/13/2012 07:39 AM](#)

LE DEVOIR : La CLASSE mise en dormance – Samedi 06 octobre 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Jeanne Reynolds ne sera plus porte-parole de l'organisation.

Lisa-Marie Gervais

Morte, la CLASSE ? En tout cas, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) n'est plus active, a appris Le Devoir. Lors de leur congrès en fin de semaine dernière, ses membres ont décidé de la mettre « en dormance » en attendant de statuer sur son

sort à nouveau lors du prochain congrès en novembre.

Il semble qu'il n'a pas été possible pour les membres de feu la CLASSE de s'entendre sur le sort de cette coalition, née et conçue par et pour la grève du printemps dernier. Faut-il la dissoudre ou la maintenir ? Certains étudiants n'étaient pas prêts à se prononcer sur le sujet, ayant eu peu de temps pour y réfléchir en raison de leur intense session de rattrapage.

« La CLASSE avait été créée pour combattre la hausse des droits de scolarité, mais à partir du moment où il n'y a plus de grève ni de hausse, plusieurs de nos associations se sont demandé si c'était toujours pertinent d'avoir cette structure », a dit Camille Robert, qui continue d'agir comme porte-parole de ce qui redevient l'ASSÉ, soit l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

Un drapeau blanc ?

Abolir la CLASSE, symbole fort de la grève qui s'est imposé dans le conflit, signifie-t-il la levée

du drapeau blanc ? « Je ne crois pas que c'est la fin de la mobilisation. Ça va être moins intense, c'est sûr, mais il ne faut pas s'accrocher aux symboles », a soutenu Mme Robert. « On se dit qu'il reste beaucoup de choses à régler dans les prochains mois. Le sommet de l'éducation qui va venir [...] on a décidé de mettre de l'avant le projet de gratuité scolaire et on a des discussions pour faire campagne à l'extérieur du Canada. »

Concrètement, le passage de la CLASSE à l'ASSÉ occasionne quelques changements de structure, mais surtout la perte de 40 000 membres. Au plus fort du conflit étudiant, la CLASSE avait rassemblé le nombre record de 100 000 étudiants pendant la grève, mais retombera à 60 000 maintenant avec l'ASSÉ, et ce, malgré l'adhésion de nouvelles associations comme celle de science politique et droit de l'UQAM, et de musique de l'Université de Montréal. Une campagne d'affiliation est à venir, promet l'ASSÉ.

Parmi les changements de structure, mentionnons le changement de garde dans le comité



légal et celui des communications, où Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la CLASSE avec Gabriel Nadeau-Dubois et qui a continué après la démission de celui-ci, ne sera plus porte-parole. Mme Reynolds occupera maintenant les fonctions de secrétaire aux affaires internes au sein du comité exécutif. Quant aux postes de communi-

cation, ils demeurent toujours à pourvoir, mais le seront de façon régionale. « Les visages des porte-parole vont changer plus souvent, selon les régions », a indiqué Camille Robert. Lors du dernier congrès, les membres ont dû pourvoir la moitié des postes de leur exécutif en raison de démissions survenues à l'été.

Vos réactions (1)

André Michaud – Inscrit, 6 octobre 2012 10 h 06
Bonne nouvelle

Bonne nouvelle pour les citoyens qui doivent payer les frais policiers et autres de leurs manif anarchistes..

LE DEVOIR : Facturation : les universités attendent les directives de Québec - Les versements d'aide financière aux étudiants pour la session d'automne ont toutefois été faits – Mercredi 03 octobre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Les sessions universitaires qui démarrent en octobre varieront entre 12 et 15 semaines et s'étireront dans certains cas jusqu'en janvier. Les cégeps rouvrent leurs portes aux étudiants pour la plupart à la mi-octobre.

Lisa-Marie Gervais

Même si la session d'automne s'amorce sans hausse des droits de scolarité, les universités attendent toujours les directives de Québec pour savoir comment gérer la facturation. À l'Université McGill et à l'UQAM, qui avaient déjà envoyé des relevés augmentés à leurs étudiants, on assure que les frais perçus en trop seront crédités ou remboursés. « On a pris acte de la décision du nouveau ministre et on va accommoder les étudiants. Il n'y a pas de doute là-dessus. Mais on n'a pas statué sur comment on va le faire. Peut-être que le décret va nous donner des pistes », a dit Jenny Desrochers, porte-parole de l'UQAM, en précisant que les factures ont été envoyées aux étudiants dès la mi-juillet.

D'autres universités, comme l'Université de Montréal et l'Université Laval, avaient attendu avant de procéder. « On n'avait pas envoyé les factures, mais quand on a vu que le gouvernement allait annuler la hausse, on était sur le point de poster nos lettres. On a donc attendu et ce sera finalement

facture dans les prochains jours », a indiqué Mathieu Filion, porte-parole de l'Université de Montréal. Les étudiants auront un délai raisonnable pour payer.

Et plus de souci pour l'aide financière, les administrations universitaires interrogées l'ont confirmé au Devoir : les étudiants touchés par la grève devaient avoir reçu dès le 1er octobre, et certains même à la fin septembre, comme à l'Université Laval, leur aide financière pour la session d'automne. Plusieurs d'entre eux n'avaient pas reçu d'aide lors de la session de rattrapage, selon ce qu'avait décidé la section de l'aide financière aux études du ministère de l'Éducation.

Celui-ci n'a toutefois pas été en mesure de fournir d'information à ce sujet. « On doit démystifier le tout. Il y a deux groupes, ceux qui commencent maintenant et ceux qui ont déjà commencé en septembre. On doit regarder s'il y a de l'aide qui est rétroactive. On doit juste clarifier les choses », a dit la porte-parole du MELS, Esther Chouinard.

Ayant fait l'objet d'un décret cet été, les bonifications de l'aide financière annoncées par le gouvernement libéral pendant le conflit étudiant ce printemps (hausse du seuil de contribution parentale, aide pour l'achat de matériel, etc.) sont toujours en vigueur même avec un gouvernement péquiste.

Transition rapide

Les étudiants qui entrent à l'université pour la première fois auront eu les plus courtes vacances de leur vie, soit à peine une fin de semaine. Quant aux profs, ils sont déjà à la tâche pour corriger le plus rapidement possible.

Alors que les enseignants du cégep ont peu de temps pour remettre les notes, ils ont plus de jeu à l'université, voire jusqu'à décembre à l'UQAM. Dans certains cas, voyant que la tâche était trop lourde, les enseignants ont même permis à des étudiants de remettre leurs travaux de la session de rattrapage au cours des prochaines semaines, empiétant sur la session actuelle.

Les sessions universitaires qui démarrent en octobre varieront entre 12 et 15 semaines et s'étireront dans certains cas jusqu'en janvier. Les cégeps rouvrent leurs portes aux étudiants pour la plupart à la mi-octobre, à l'exception du cégep Édouard-Montpetit et du Collège de Maisonneuve, qui recommencent plus tôt.